

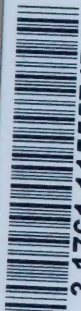
CA1 FR 81

-67Q71M

Canada. Agricultural and rural
development act

[General publications]

[G-8] Quelques aspects
scientifiques de l'ARDA; par J.
Rosaire Pelletier, Directeur-adjoint,
ARDA. 1967.



3 1761 11555747 2

Canada, Forestry and
Rural Development Dept
[General publications]




CANADA
MINISTÈRE DES FORÊTS ET
DU DÉVELOPPEMENT RURAL



[6-8] **QUELQUES
ASPECTS
SCIENTIFIQUES
DE L'ARDA**

PAR J. ROSAIRE PELLETIER, DIRECTEUR-ADJOINT, ARDA



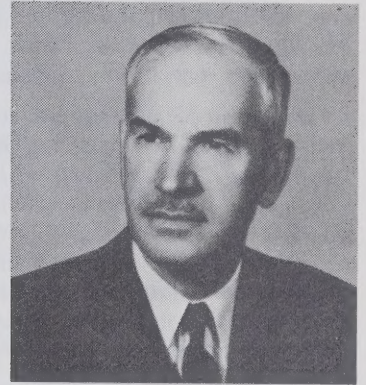


Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

Government
Publications

APR 20 1968

<https://archive.org/details/31761115557472>



L'AUTEUR

Au cours d'études spécialisées poursuivies dans les universités reconnues de quatre pays et comme directeur d'un centre de recherches agronomiques durant plus de vingt ans, les activités de J.-Rosaire Pelletier furent celles d'un scientifique. Entre-temps, il fut membre de quelques sociétés canadiennes et étrangères affectées aux recherches et aux politiques de conservations de nos ressources naturelles.

Pareilles activités le firent connaître en dehors du pays. C'est ainsi qu'il fut chef d'une mission technique au Proche-Orient, sous les auspices de la FAO, de 1952 à 1954 et il vint à peine de compléter un pareil stage en Afrique du Nord, pour le compte de la Banque Mondiale. Dans ces milieux éloignés, il a travaillé à élaborer des plans techniques sur la remise en valeur des ressources disponibles en vue de mieux nourrir immédiatement les populations. Il a collaboré à la conception et à l'application de pratiques préventives contre une détérioration alarmante des éléments naturels (sol, végétation, etc.) de ces pays âgés et surpeuplés.

Cette cause de la productivité dans l'exploitation des ressources renouvelables comme partie intégrale d'une saine réformation rurale, J.-Rosaire Pelletier l'a plaidée à travers le Canada et ailleurs. C'est d'abord devant une commission spéciale du Sénat canadien, ensuite auprès des membres de nombreux cercles professionnels et de clubs sociaux. Et presque en même temps, il a multiplié les articles de presse dans les revues scientifiques et populaires, expliquant les meilleures techniques de l'aménagement rural et de la planification intégrée de toutes les activités économiques, surtout celles touchant nos ressources renouvelables. Il a, en plus, visité des villages, allant jusque dans les coins les plus reculés, s'efforçant de convaincre tous et chacun de la nécessité d'enrichir sa propre région par des politiques rajeunies d'exploitation rationnelle de nos ressources.

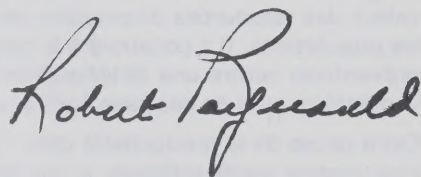
Au moment de créer l'agence ARDA au pays, il était donc prévisible que M. Pelletier fût appelé à y participer d'une manière active. De telles activités nécessitaient chez les responsables une connaissance fidèle des gens, des problèmes et des ressources et une expérience pratique des tactiques du relèvement socio-économique des milieux ruraux. C'est alors qu'il traversera plusieurs fois le pays, conférant avec les représentants provinciaux, les experts d'associations professionnels et d'institutions indépendantes. Avec

eux, il enquêtera sur un grand nombre de problèmes tels qu'on les retrouve sous une grande diversité de conditions écologiques et modes d'exploitations des ressources périssables en un pays aussi vaste que le Canada.

En plus d'un exposé général sur les problèmes complexes de l'activité économique rurale, l'auteur explique les concepts et les objectifs du Plan AR-DA mis de l'avant en vue de les résoudre, ainsi que certaines des techniques recommandables à cette fin. Ce manuscrit aura donc sa place entre les mains de l'homme aux occupations responsables, tout comme chez l'élève des écoles avancées de chez nous. En bon planificateur, l'auteur a considéré l'avenir et la jeunesse. Il voudrait cette dernière davantage intéressée aux ressources du terroir et captivée par les éléments et phénomènes indigènes de notre hémisphère, de préférence à ceux qui lui sont exotiques.

On peut donc dire que l'auteur fut à la fois un homme de science, de pensée et d'action. Il a consacré beaucoup de temps à lutter contre ce mythe que nos ressources naturelles sont inépuisables. Les conséquences de cette incompréhension ne se manifestent-elles pas d'une façon tragique dans plusieurs régions rurales où l'économie était à la base de ces mêmes ressources ? De toute évidence, si l'auteur a été desservi par les circonstances, voire même par les hommes, il n'a pas moins servi son pays et les siens du monde rural.

Ce manuscrit, l'auteur a voulu en faire son projet du Centenaire. Aussi nous espérons que cette oeuvre ne passera pas inaperçue. Enfin, pour ceux d'entre nous qui, dans le passé, avons rempli avec lui certaines fonctions, nous savons combien il mettait d'application en tout ainsi que probité et désintéressement. Pour ce qu'il a accompli au bénéfice des autres, nous le saluons avec admiration, reconnaissance et amitié.



Robert Raynauld,

Editeur du magazine **La FERME**

Président de l'Association forestière du Canada.

Montréal, 20 septembre 1967.

Introduction

L'époque présente s'identifie avec des événements marquants dont l'expansion du machinisme, la concentration des établissements industriels, la consolidation des exploitations agricoles et l'appauvrissement des richesses naturelles. Une des graves conséquences de cette évolution a été le gonflement de la pauvreté rurale, où face à cette crise, l'Etat inaugurait dès 1961, le programme de l'ARDA (l'Aménagement régional et le développement agricole).

Au nombre des réformes promulguées dès lors, en vue du progrès économique et social des régions rurales les plus défavorisées, il y avait la formation professionnelle, la décentralisation industrielle et la rénovation de l'infrastructure. L'exploitation rationnelle des ressources naturelles en était une autre, même d'importance primordiale, du fait qu'en pareilles régions ces ressources constituent généralement l'unique potentiel de développement économique et leur mise en valeur en est compliquée par les éléments capricieux de la grande nature. En somme, c'est tout l'aménagement du territoire qui s'imposait.

Dans tout aménagement de territoire, le premier pas à faire est de procéder à la description des principales ressources naturelles, et avec les données recueillies, en tracer la remise en valeur. Les experts doivent donc analyser tout le mécanisme complexe des forces naturelles, afin de discerner entre celles qu'il faudra discipliner, comme les autres dont on devra s'accommoder. Par exemple, l'inventaire photogramétrique lancé par le Canada tend à déterminer les possibilités des ressources existantes, surtout des terres vis-à-vis de l'agriculture, des forêts, des sites de loisirs en plein air et même de la faune. Ainsi, l'on vise à fournir des renseignements sur l'usage que l'on fait actuellement des terres comme à établir la valeur des facteurs économiques et sociaux liés à leur présent usage.

En regard de nos ressources d'importance économique il nous faut à tout prix accepter davantage les lois et les données de la science, et cela par opposition à cette attitude du laissez-faire qui, automatiquement, engendre l'affaiblissement socio-économique de nos régions rurales, là où l'économie s'appuie principalement sur ces ressources périssables. Qu'un temps, l'immensité des ressources naturelles ait existé chez nous, sûrement mais c'est maintenant moins le cas, et pour ce qui reste de cette immensité relative, il va falloir dorénavant mieux l'administrer.

Après tout, si les citoyens de plusieurs régions agro-forestières de Suède, de Finlande et du Piedmont américain vivent en permanence des ressources de leur propre territoire, en adoptant une exploitation planifiée et bien disciplinée, ne pouvons-nous pas en faire autant?

La prospérité d'après-guerre nous est venue avec des conséquences économiques et sociales telles, qu'elle nous a donné la crainte de l'avenir et a réduit notre confiance dans les possibilités du présent. Du fait d'être submergés par cette prospérité erratique, un malaise s'est développé dont chacun en cherche les causes, surtout chez les autres. Au même moment, l'empire de la technique sur notre vie économique est devenu si croissant que si nous n'acceptons d'en être les maîtres, nous en serions les esclaves. A considérer également que les régions déprimées ou sous-développées sont nos dernières frontières, et ne pas en renforcer la prospérité serait consentir au rétrécissement de notre patrimoine national.

Autant par leur situation géographique que par leur orientation économique traditionnelle, nos régions en souffrance ont trop souvent des routes autre-siècle. Lors même que les grandes artères routières prennent de l'importance croissante pour l'expansion des pôles de développement, il faut aussi qu'il y ait des réseaux de dégagement pour les régions désaffectées vers les grands centres qui donnent le développement économique.

Par ses particularités, la nature s'émancipe dans toutes les disciplines scientifiques; aussi les chercheurs se doivent donc d'en faire autant pour en solutionner mieux les graves conséquences. On s'est toujours trop soucie des frontières interdisciplinaires. D'autre part, on se méprend profondément sur la portée commerciale des ressources naturelles du Canada. Ainsi 40% de la surface totale reste sous le point de congélation l'année durant, quand 75% de nos meilleurs sols se retrouvent sous des zones climatiques erratiques. En somme, il n'y a que 7% des 2,461 millions d'acres de terre qui soient occupés. Et même que nous ayons 40% de l'eau douce du globe, elle ne con-

tribue guère au rehaussement de la productivité, soit sous la forme de l'irrigation ou autrement. Il existe une autre obligation pour nous de pousser davantage les techniques de la productivité de ces ressources, après tous les accords du grand commerce d'échanges ne vont-ils pas établir des prix mondiaux où la concurrence deviendra plus serrée pour nous?

Nous n'avions pas, dans ce travail, à expliquer les incidents historiques régionaux, mais bien plutôt l'évolution de toute une société et de ses principales industries. Certaines des données étaient d'ailleurs trop bien connues pour que nous les reprenions en détail; telles les statistiques élaborées sur le dépeuplement de nos campagnes, sur l'écroulement financier de l'agriculture et autres sujets. D'ailleurs, ce n'est pas tout de décrire la léthargie d'une région donnée, avec ce goût de l'époque, qui est celui du chiffre.

Il faut aussi promouvoir l'effort indispensable de la collectivité vers la compréhension des principaux problèmes, y compris les perturbations sociologiques, la connaissance scientifique et la mise en place des prototypes d'entreprises devenant rentables. Même en tout cela, nous nous sommes livrés à l'analyse de faits généraux d'ensemble, vu que l'histoire rurale se confond toujours avec celle de la région entière. Il s'agissait donc beaucoup plus de faire voir une nouvelle doctrine, et plus particulièrement là où une économie uniquement agricole, ou même agro-forestière, avait contribué davantage à l'état d'appauvrissement de certaines régions.

Même que nous croyons avoir ajouté quelques pierres à l'édifice, ce que nous avons fait est encore trop peu par rapport à la complexité de cette renaissance rurale. Que certains aspects ne furent qu'effleurés, encore là nous avons tenté de faire quelques semailles! C'est qu'ayant eu la chance de travailler au cours d'une période de grands changements, nous sommes entrés dans le mouvement, en dépit de ce que notre période contemporaine tente de nous orienter de plus en plus vers des horizons autres que ceux du terroir. Ainsi on ne pouvait prendre une part active aux destinées de la collectivité rurale sans du coup en accepter un partage des responsabilités. Et que la collectivité rurale s'efforce de maintenir son rang, du même coup, la responsabilité individuelle doit prendre sa place. Ainsi on arrivera à se forger un meilleur destin . . . et le faire en hâte parce que le temps est aussi une richesse naturelle qui ne doit jamais être dilapidée.

CHAPITRE I

RELEVÉS TECHNIQUES DE BASE

Dès son arrivée, ARDA reçut l'épithète de "législation du siècle présent". Sans doute parce qu'on allait faire en sorte de corriger une situation qui s'aggravait en certains milieux ruraux à mesure que le progrès moderne avançait, lui qui ne manque jamais de traîner à sa suite ses difficultés. Il y avait une autre raison, à savoir que des réformes élaborées allaient être introduites pour la rénovation et la préservation de certaines ressources naturelles dont la haute portée économique assure à une bonne partie de notre population l'emploi et des revenus directs et indirects. C'est donc notre grande responsabilité, maintenant, qu'ARDA ne devienne jamais la législation du siècle prochain !

Evidemment, en une période d'urgence il faut aller en premier lieu chez ceux qui sont le plus en détresse. C'est ainsi qu'au cours des trois premières années, les responsables du programme fédéral-provincial ARDA autorisaient quelque 500 projets, précisément en vue de stimuler l'embauchage et de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources renouvelables dans certaines régions désavantagées du pays. Ces projets qui apportaient à la population des avantages culturels et matériels sont plus particulièrement connus, tandis que ceux qui devaient aider à l'obtention de données techniques et à la poursuite d'études socio-économiques le sont probablement moins.

De toute façon, les projets de cette dernière catégorie n'en restent pas moins fondamentalement essentiels au fonctionnement fiable et profitable des politiques de réhabilitation, qu'il s'agisse des ressources humaines comme physiques. Il va sans dire que l'on ne solutionne pas les graves problèmes de ce genre en marchant à tâtons dans l'obscurité. Et ces études s'avéreront encore plus profitables au cours de la seconde phase de l'existence de l'ARDA qui sera encore plus constructive et plus englobante que la première.

Au nombre de ces diverses activités techniques signalons entre autres l'inventaire canadien des terres, la classification des zones climatiques, l'analyse des recensements officiels, la formation d'agents spécialisés, l'évaluation des entreprises rurales communautaires, le financement des régions rurales déprimées, et plusieurs autres comme l'animation sociale, le développement communautaire, et autres, qui sont plus particulièrement de responsabilité provinciale.

L'inventaire canadien des terres

Reconnu le deuxième grand pays du monde en étendue le Canada n'a tout de même qu'environ 100 millions d'acres de bonne terre; ainsi l'on estime que pour chaque acre de sol cultivable il y a bien 22 acres en forêt ou en terrain inculte. Plus même, la distribution géographique des

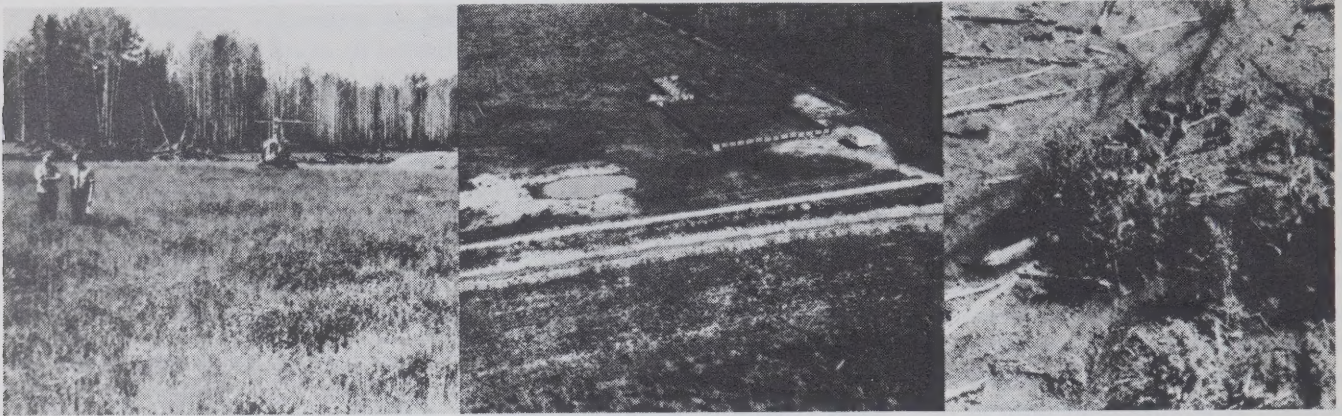
bons sols est aussi désavantageuse. Ainsi, quand le Québec occupe le premier rang en superficie totale parmi les provinces canadiennes, la Saskatchewan prend le sixième, mais dès que l'on compare la superficie en sol arable, ces deux provinces changent inversement leurs rangs.

C'est sans doute ce phénomène pédologique qui a amené l'extension de l'agriculture sur à peu près 18 à 20 millions d'acres de terres considérées inaptes, avec le résultat qu'au recensement de 1961, il y avait bien près de 177,000 fermes canadiennes avec un volume de ventes de moins de \$2,500. Néanmoins c'est avec cette situation malencontreuse qu'il faut maintenant composer lorsqu'il s'agit de promouvoir la productivité, c'est-à-dire le maintien d'une production plus intensive, en utilisant partout les meilleurs sols, les zones climatiques les plus favorables et les récoltes comme les animaux reconnus supérieurs.

Afin d'en arriver à une remise en valeur plus équitable de nos sols comme des autres ressources naturelles, dont dépend dans une aussi grande mesure le progrès de nos industries primaires, il a donc fallu exécuter la reconnaissance territoriale et faire la codification systématique de toutes ces ressources suivant leur réelle valeur. C'est alors qu'avec le concours de scientifiques en pédologie, en photogrammétrie, en écologie et autres sciences connexes, on a entrepris la



Séquence des opérations allant du défrichement à la paissance, dans une entreprise communautaire de petits fermiers près de Dawson Creek, C.A. Ils visent ainsi à agrandir collectivement leur propre exploitation, pour mieux tenir le coup contre les très grandes fermes corporatives de 100,000 acres et plus. Le présent projet n'a pas encore deux ans et il a bénéficié de l'ARDA.



cartographie de tous ces documents essentiels à une orientation fiable des mesures garantissant l'utilisation rationnelle et la préservation de ces importantes ressources.

Dès sa seconde année d'existence, l'ARDA fédéral, en collaboration avec les ministères provinciaux, certaines universités et quelques firmes spécialisées, ce projet de grande envergure scientifique était lancé. Pour toutes fins pratiques, on allait constituer un fond de toile à la grandeur des régions économiquement et physiquement accessibles du pays, énumérant toutes leurs caractéristiques en regard de la topographie, climatologie, contiguïté, végétation, pédologie, adduction d'eau, etc., pour que l'usage à en faire éventuellement corresponde à la mesure de ces éléments.

Planification économique

Ainsi, l'on pourra parfaire une planification économique mieux balan-

cée dans l'avenir, l'on décidera plus judicieusement l'usage alternatif des terrains ayant déjà été exploités sous une fausse vocation, et cela toujours dans le but strict que les exploitants de la présente génération et surtout ceux des générations éloignées y trouvent une existence plus rémunératrice. Nous n'ignorons pas que dans le passé, lorsque les arbres et les récoltes se rencontraient, pour discuter de leur expansion on en arrivait toujours à un "deadlock"; aussi leur hégémonie respective s'implantait à tout hasard. C'est alors qu'en l'absence d'un tel arbitrage technique le sort a joué le plus injustement contre les exploitants qui, durant des décennies, ont soutiré péniblement leur pain sur des unités désaxées et que l'on retrouve aujourd'hui principalement dans les régions marginales.

Cet inventaire national, qui porte sur un territoire de plus de 500 millions d'acres, illustrera bien spécifiquement la vocation préférée des terres, soit pour l'agriculture, la forêt, les

activités récréatives, les refuges de la faune, les parcs de réserve et même pour la conservation du sol et des eaux puisqu'on n'ignorera pas la grande signification des bassins hydrographiques à cet effet. Même plus, pour chacune des ressources dominantes l'on codifiera leurs attributs en sept classes différentes, desquelles l'on évaluera les avantages économiques et sociaux susceptibles d'être obtenus en faisant d'elle le meilleur usage.

C'est ainsi qu'avec ces cartes bien scientifiquement conçues l'on pourra agencer plus efficacement la consolidation des petites exploitations, et l'on pourra également amorcer plus convenablement les mesures de conservation du sol, un domaine où l'agence ARDA a des attributions pour l'Est du Pays. Même plus, avec la grande flexibilité des calculatrices électroniques, l'on pourra en outre désigner tout territoire donné avec un dénominateur représentant à la fois les particularités observées sur les

ressources naturelles et les données socio-économiques qui s'y rattachent.

C'est bien là une oeuvre gigantesque de planification dans un domaine scientifique complexe et dont les résultats probants iront aux dirigeants, aux conseillers, aux exploitants comme aux administrateurs fédéraux, provinciaux, municipaux, etc.

Collaboration et classification

L'agroclimatologie n'est pas une activité technique nouvelle chez nous puisque certains départements provinciaux et des fermes expérimentales s'y sont plus particulièrement adonnés depuis plus d'un demi-siècle. Néanmoins, dans notre cas il fallait pousser encore plus loin ces études afin d'établir des isothermes ou des normes quelconques pouvant guider la colonisation future et, en surcroît,

calibrer les régions propices aux récoltes et aux élevages suivant leurs exigences spécifiques pour un rendement maximum de revenus. Ainsi, nous savons que les récoltes ont leur propre personnalité en ce sens qu'elles requièrent un nombre d'unités thermiques pour une croissance optimum.

De plusieurs institutions il nous fut fourni une avalanche de précieuses données portant sur les facteurs de base comme la température, la précipitation, l'insolation, l'évapo-transpiration, l'anémométrie, la fréquence et l'intensité des gelées, etc. De toutes ces données il a fallu faire une compression synthétique, tout en calculant leur corrélation avec les diverses catégories de sol, par exemple, pour en arriver à des dénominateurs avec lesquels on puisse bâtir des cartes bien indicatrices. En somme, il s'agissait de mesurer l'habitat agro-

nomique (climat, sol, végétation) des régions marginales comme progressives du pays afin d'en connaître à fond leur horoscope.

Encore là, des spécialistes en météorologie, en pédologie, en physiologie végétale, en écologie et en cartographie, nous ont généreusement aidé de même que des statisticiens expérimentés puisque les calculatrices électroniques furent aussi utilisées à cette fin. Il va sans dire que la collaboration des Ministères du Transport, de l'Agriculture et de l'ONTARIO RESEARCH FOUNDATION méritent notre gratitude pour l'aide apportée à la préparation de ces cartes climatiques, lesquelles serviront en retour aux administrateurs forestiers, aux biologistes, etc. Tel est un autre outil scientifique essentiel au progrès d'une saine planification, un domaine où l'ARDA se devait de pratiquer ce qu'elle prêche.

CHAPITRE II

APPROCHES DE L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

Recherches socio-économiques

Le programme ARDA porte en grande partie sur les régions où le besoin d'assistance se présente avec le plus d'acuité. Et dans ce domaine l'expérience a démontré que plus la population d'une région est affaissée dans son existence et son progrès, plus sa renaissance devient techniquement complexe. Pour accomplir cette tâche difficile, il faut naturellement bien définir ces régions, ou zones spéciales, afin d'en réaliser plus efficacement tout l'aménagement régional essentiel à leur propre relèvement économique et social. Il va sans dire que ce ne sont pas surtout des stimulants qu'il faut alors apporter, mais une entière régénération.

L'aménagement régional intégral n'est autre que cette formule qui englobe la population, les ressources renouvelables, les institutions culturelles et industrielles, les établissements commerciaux comme les services publics d'une région donnée, en vue de concrétiser tout le potentiel existant et les apports supplémentaires qui stimuleront l'embauchage et augmenteront les revenus des citoyens, et cela d'une façon équilibrée et soutenue. A cette fin, des données statistiques relatives à la population et à la région sont absolument requises. En d'autres mots, c'est un édifice immense qu'il s'agit de reconstruire tout en utilisant les "vieux murs"; aussi les devis détaillés de l'ingénieur doivent-ils être accessibles à l'entrepreneur et à son équipe.

Élaboration de plans

L'élaboration de plans, le concours de la population et l'exécution de projets cons-

tituent des conditions primordiales à remplir. Pour bien y arriver il faut de prime abord entreprendre des études et des enquêtes sur toutes les ressources du territoire désigné, aux fins de découvrir les graves problèmes qui ont pu causer pareil fléchissement social et économique, et de là, élaborer les modalités de l'aménagement intégral qui s'impose. Jusqu'ici l'ARDA fédéral, seul ou en collaboration avec les ministères provinciaux, a financé la préparation de tels plans d'ensemble pour une ou quelques régions-pilotes dans la majorité des provinces canadiennes.

A ces travaux furent associés plusieurs ministères, des universités et quelques sociétés commerciales indépendantes. Aussi, des sociologues, des spécialistes de diverses disciplines et des économistes ont travaillé régulièrement en groupe, considérant la diversité des situations et des formes d'activité qui devaient tout de même être conçues en raison de l'interdépendance de tous les facteurs qui régissent l'économie générale d'une région. Les comptes-rendus détaillés de leurs travaux une fois terminés sont ensuite transmis aux dirigeants gouvernementaux et à la population qui, en retour, les utiliseront dans l'oeuvre de reconstruction qui s'accomplira par étapes et suivant un ordre de priorité.

Somme toute, il s'agit ici de procéder suivant les règles scientifiques de la planification économique, science universellement reconnue et de plus en plus utilisée dans les pays évolués comme dans les autres en voie de développement. Et au stade d'évolution où nous sommes déjà rendus au Canada, il devient prévisible qu'une caisse spéciale d'expansion économique pourrait maintenant

constituer le premier instrument de travail en vue de parfaire toute cette remise en valeur recommandée par les investisseurs. Encore là, cette forme d'entraide serait complémentaire et associée aux activités courantes des ministères traditionnels déjà représentés dans la région.

En principe, les experts en planification économique estiment qu'une telle caisse serait efficace dans la mesure où la population concernée y aura contribué de ses deniers. Ainsi, l'entreprise serait mieux acceptée de la population, du fait qu'elle y serait directement intéressée. Par contre, dans les régions défavorisées, l'épargne est si faible que l'Etat (fédéral ou provincial) se voit dans l'obligation, à toute fin pratique, d'assumer tous les frais de l'entreprise.

L'idée d'une politique financière de ce genre, aux fins d'aider à la remise en valeur de pareilles régions, a déjà fait beaucoup de chemin dans les milieux officiels. Advenant qu'elle se réalise un jour, une condition sine qua non à remplir sera sans doute celle que la population concernée aura préalablement mis au point son plan d'un complet aménagement. Pour un grand nombre de ces régions déprimées, il est douteux que le démarrage puisse se faire en l'absence d'une telle aide financière; encore faudra-t-il que ce soit en vertu de principes directeurs qui, tout en éliminant l'inexact et l'incertain, écartent les lenteurs. Après tout, certains milieux se font pressants et le bon jugement des spécialistes, lequel s'appuie sur leurs connaissances et leur expérience, permettrait de recueillir certains menus détails d'enquêtes, dont l'obtention n'est pas toujours facile.

Au cours de la mise en oeuvre des recommandations entraînant l'évolution découlant des enquêtes, des situations comme des formes d'activité, il faudra encore s'attarder occasionnellement à des estimations progressives afin de mieux vérifier ses points de repère et demeurer toujours sur la bonne voie. De toute façon, cette science de la planification subsistera longtemps et, en dépit d'un départ qui nous paraît souvent difficile, elle n'a rien de mystérieux. Les données scientifiques étant ramenées à des formules d'application pratique seront de ce fait rendues beaucoup plus intelligibles pour la population dont les circonstances auraient entravé l'essor culturel à un certain temps.

D'autre part, l'esprit de corps fait souvent plus que compenser ce retard. Aussi les bienfaits que la planification peut apporter seront toujours proportionnels à l'esprit de corps qui animera le mouvement. De fait, sans l'intérêt soutenu de la collectivité, les savantes recommandations des experts et des économistes risquent de rester lettre morte.

Synthèse des recensements officiels

Alors que l'économie générale du pays subissait une progression rapide au cours des dernières années, une situation inquiétante

se vivait dans les milieux ruraux et atteignait même un degré alarmant dans certaines régions. L'ARDA était alors créé et recevait la mission de concevoir et d'appliquer les mesures techniques et économiques propres à y apporter éventuellement plus de bien-être. Evidemment, l'on ne pouvait atteindre cet objectif sans entreprendre préalablement une évaluation complète de toutes les causes de cette régression. Il fallait aussi établir la position relative de ces régions en état d'infériorité socio-économique par rapport à certaines normes minimales acceptables dans toute société moderne.

Pour y arriver avec le maximum de résultats précis, on entreprenait donc une autre enquête nationale sur l'état des revenus dans toutes les régions rurales du pays, sur le manque de formation technique et l'infériorité des conditions d'existence. Et cela, tant pour les exploitants agricoles que pour les autres citoyens vivant en milieu rural, mais non directement liés à l'agriculture. Cette tâche était considérable; aussi, avec détermination une équipe de scientifiques se lançait-elle résolument au travail en collaboration avec des experts du Bureau fédéral de la Statistique. Cette dernière institution détenait déjà une masse de données dont il s'agissait pour nous de parfaire une interprétation poussée et

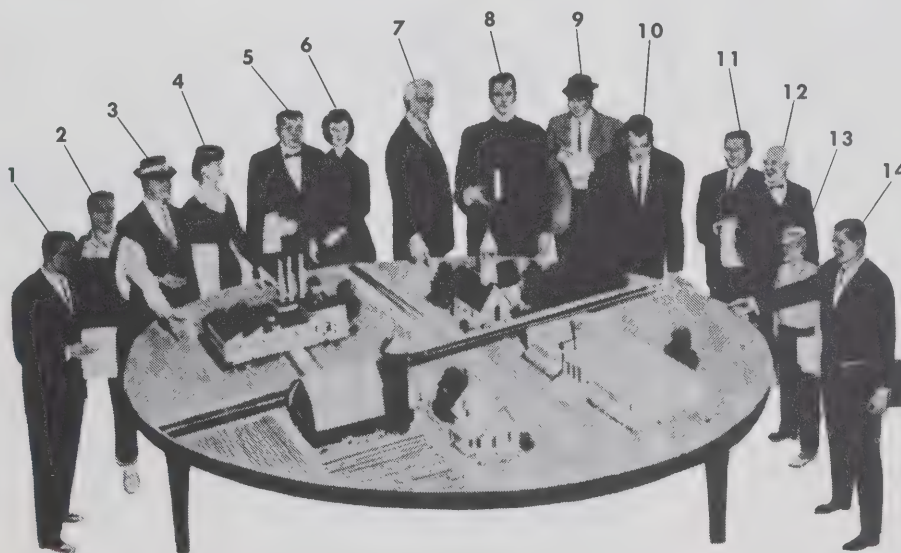
d'élaborer une cartographie aussi descriptive que possible.

A la teneur des données accumulées sur le degré d'infériorité sous le rapport des principaux critères de base, notamment le degré d'éducation des gens, leur occupation, le niveau des revenus des individus et des familles vivant dans toutes les régions du pays, on joignait une analyse des ressources en fonction de l'emplacement géographique. En somme, suivant ce processus d'intégration de tous les critères concernant la population et les ressources matérielles, on a pu faire ressortir les indices les plus valables. Ces indices rapportés à l'échelle de comté, de région et de province, nous ont en retour fait voir les territoires les plus en souffrance et nous ont même fait comprendre plus équitablement les modalités d'application du futur programme d'aide technique et financière de l'ARDA.

Finalement, toute cette information, une fois synthétisée, fut ensuite présentée sur des cartes explicatives avec des degrés de coloration dont l'intensité variait avec l'infériorité relative des moyens financiers de la population et en fonction des autres critères utilisés. Le tout représentait donc une illustration quantitative et qualitative d'une très grande diversité de situations en des régions fort disparates, sans toutefois per-

Forces vives à l'appui d'ARDA

Comité local projetant du travail et plus de revenus



Traduction des catégories de personnes dans le groupe: 1- Corps agronomique; 2- Associations de cultivateurs; 3- Coopératives; 4- Clubs sociaux; 5- Industries; 6- Fermières; 7- Banquiers; 8- Clergé; 9- Presse et radio; 10- Chambre de Commerce; 11- Institutions d'enseignement; 12- Bureau de santé; 13- Groupes de jeunesse; 14- Officiers municipaux.

(Courtoisie de "Extension Service USDA")

dre le point de vue de l'ensemble du pays.

Ces cartes seront aussi des guides précieux dans la désignation des régions le plus en retard des points de vue économique et social. Elles conviennent également à des études plus poussées en sociologie, en formation technique et professionnelle, aux projets de relèvement économique comme de remise en valeur de certaines ressources matérielles. Elles sont aussi appropriées à des fins générales d'éducation. Enfin, le choix judicieux des couleurs en simplifie grandement l'étude et la compréhension.

Mesures de réadaptation et de formation professionnelle

Modifications et adaptation sont des mots-clefs de la vie présente. De fait, le progrès industriel, l'évolution technologique, la mécanisation et l'urbanisation ont récemment bouleversé bien des cadres traditionnels. En agriculture cette évolution s'est particulièrement manifestée par une réduction sensible de la main-d'oeuvre; fort heureusement, le développement du secteur industriel a absorbé progressivement une bonne proportion de cet excédent de population rurale. On pense même que l'embauchage augmentera dans les services publics, les industries et le secteur de la récréation.

De fait, on croit même qu'en notre ère féconde en changements, il faudra que les travailleurs renouvellent leur formation technique trois ou quatre fois au cours de leur existence. C'est donc dire que les besoins d'aujourd'hui, même si différents déjà, pourraient bien ne pas être ceux de demain. Après tout, le Canada occupe le second rang parmi les neuf pays les plus industrialisés du monde, pour la valeur des produits et des services fournis par employé, soit la somme de \$3,485. Avec une telle productivité le coût de fabrication du produit est plus bas par unité, d'où une vente plus facile sur le marché mondial et, par là, une plus forte demande et de meilleures perspectives de travail. Cependant, cette même productivité est irréalisable avec des ouvriers inaptes ou inexpérimentés et, présentement, le pays manque de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers industriels bien formés.

Sous-emploi rural inquiétant

Au moment même où cette profonde révolution technique avance, nous voyons, d'autre part, dans plusieurs régions ru-

rales, bien des terres inefficacement utilisées et des usines de transformation fonctionnant au ralenti à cause d'une carence ou d'un mauvais emploi des ressources naturelles essentielles à leur maintien. Conséquemment les revenus baissent d'une façon alarmante, provoquant en certains milieux un effroulement des structures sociales et faisant monter en flèche les dépenses d'assistance publique. Cette dernière formule d'entraide, même si elle a été conçue à l'origine pour aider les populations en périodes particulièrement critiques, semble se perpétuer.

Au sujet de ce recul rural il suffit de signaler qu'il y a aujourd'hui 177,000 fermes canadiennes qui font des ventes de moins de \$2,500 et 160,000 travailleurs ruraux, non liés à l'agriculture, qui gagnent moins de \$3,000 annuellement. En ce moment même, dans les six provinces de l'Est canadien, il y a 460,000 personnes qui n'ont complété que la quatrième année scolaire. Etablir l'équilibre entre le sous-emploi rural et l'embauchage industriel constitue une tâche gigantesque dont la responsabilité n'est rattachée que partiellement à l'ARDA. De fait, l'embauchage d'un tel nombre de travailleurs parfois insuffisamment préparés nécessite l'établissement de mesures qui stimuleront leur formation technique ou professionnelle en vue des avantages qui permettront une plus grande mobilité de cette main-

d'oeuvre. Après tout, il est obligatoire et même urgent de modifier le cadre de vie actuel de la population de ces régions et de l'aider à accéder à un niveau de vie culturel, social et économique comparable à celui des autres groupes socio-professionnels.

Mesures nouvelles à l'étude

Déjà bien au courant de cette situation, les gouvernements tentent en premier lieu de modifier la structure de l'agriculture en relevant la viabilité des exploitations suffisamment pourvues pour se maintenir en activité. Parallèlement, ils appliquent des mesures de réadaptation et de formation; ils font des investissements en vue de stimuler l'embauchage dans les entreprises industrielles; ils lancent de grands travaux publics et ils encouragent même les coopératives de produits alimentaires. En plus de ces avantages et d'autres propositions alléchantes comme l'instruction, l'apprentissage, les offres d'emploi et probablement l'aide au déménagement, il faudra bénéficier du concours d'éclaireurs ou de promoteurs compétents, comprenant bien tout ce phénomène social critique, considéré comme l'un des plus complexes de notre époque.

Pour remédier au chômage rural, une des grandes nouveautés serait une politique d'aide financière aux déplace-



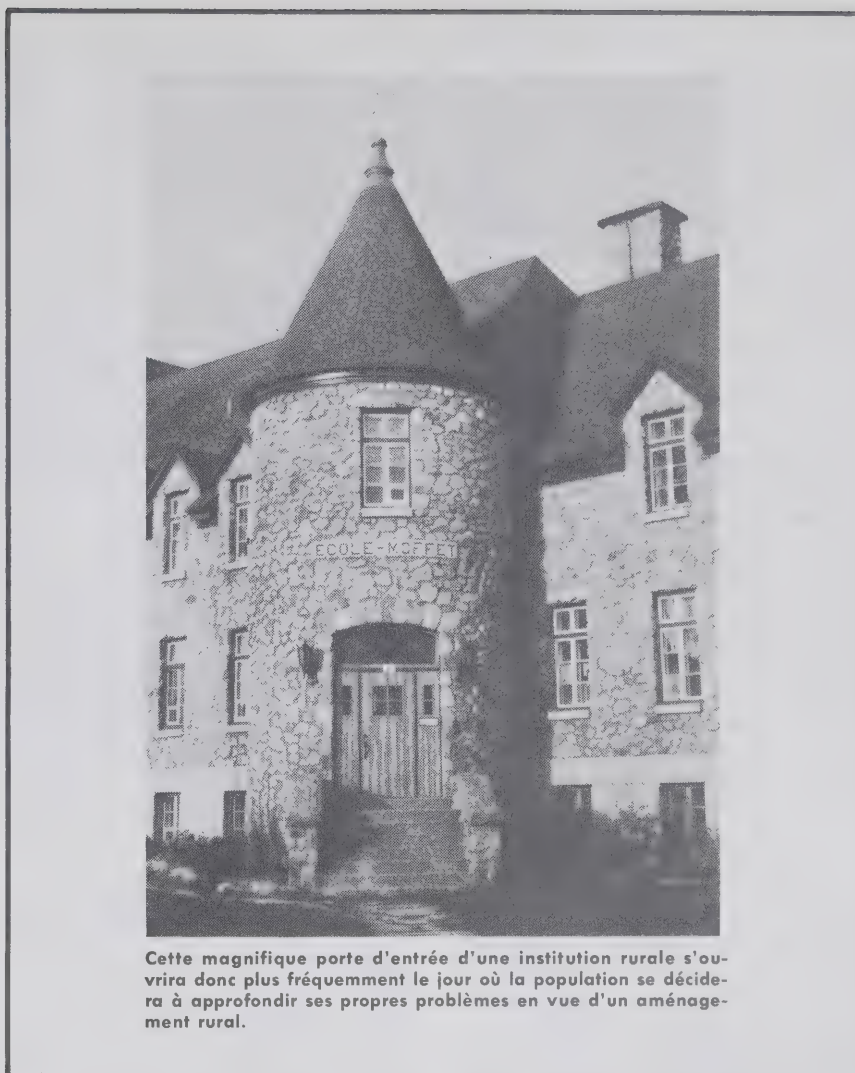
Très belle grange-jumelle construite avant l'arrivée de la "balleuse" à foin; son coût élevé a secoué les finances de l'exploitation, et peut-être même l'avenir des enfants. La mode des bâtiments de ferme compacts suivra-t-elle celle des automobiles compactes ?

ments; on prévoit même qu'elle pourrait être établie sous peu. De la sorte, on favoriserait même les cultivateurs désirant prendre prématurément leur retraite et ayant consenti à vendre leurs propriétés, afin de les fusionner avec d'autres propriétés contigües pour former des entreprises plus rentables. Ceux-là devraient aussi faire un apprentissage dans la région, ou encore consentir à prendre un emploi industriel dans des centres quelque peu éloignés, bénéficiant de prêts, même de bonis. Ces initiatives, on les réussira avec l'étroite collaboration des services publics déjà affectés à cette fin et avec l'aide des organismes s'occupant de planification régionale, du fait qu'on devra entreprendre des relevés encore plus détaillés de la main-d'oeuvre disponible. Il faudra aussi considérer l'embauchage local, c'est-à-dire le travail additionnel que les nouveaux projets de rénovation et de rajeunissement des ressources matérielles, aussi bien que tout le développement industriel régional réactivé, pourraient bien procurer. Déjà l'ARDA et l'ADB ont mis de l'avant bien des projets pour stimuler l'activité économique dans les régions déprimées.

En tout cela, l'on assiste à une transformation économique dont les aspects et les conséquences sont multiples et complexes. Si l'on établissait mal les bases sociales de ce dérangement de population ou si l'on ne mesurait pas progressivement les conséquences éventuelles de ces changements, on risquerait de compromettre les grands avantages espérés et même de faire des investissements qui ne correspondraient pas toujours exactement aux besoins. Il faudra, de plus, suivre les changements de la technologie dans les diverses sphères d'embauchage, afin de mieux préparer les effectifs pour les nouvelles occasions d'emploi, même à long terme, ce qui constitue une étude soigneuse de tous les facteurs socio-économiques influençant la migration de la population et son intégration dans un autre milieu.

Des conseillers expérimentés à l'oeuvre

Appelés à assurer la liaison entre cette population disponible et les exigences techniques du marché du travail, il serait désirable que les promoteurs aient été eux-mêmes bien préparés pour ces obligations, c'est-à-dire avoir préalablement suivi un cours de formation professionnelle en regard du développement communautaire. A l'instar d'autres pays, certaines provinces ont jugé bon d'assigner de telles fonctions à certains de



Cette magnifique porte d'entrée d'une institution rurale s'ouvrira donc plus fréquemment le jour où la population se décidera à approfondir ses propres problèmes en vue d'un aménagement rural.

leurs fonctionnaires, déjà expérimentés dans les domaines se rattachant aux ressources humaines et matérielles des régions en cause. On a ainsi accordé à ces fonctionnaires des stages d'études spécialisées pour qu'ils soient encore mieux préparés pour cette mission bien particulière. Se trouvant en pleine période d'urgence, on a désigné ces fonctionnaires parce que, en fait, ils alliaient ainsi la pratique à la théorie, et que les contacts antérieurs qu'ils avaient maintenus avec cette partie de la population quelque peu désemparée allaient simplifier leur tâche bien difficile. Aussi, l'on a cru que la compréhension et la sympathie qui les en avaient rapprochés dans le passé allaient hâter ainsi l'acceptation, par cette population, des nouvelles exigences concernant son avenir et son déménagement probable.

Il y a plus encore; la participation des collectivités est indispensable aux efforts déployés en vue du développement rural sous tous ses aspects, y compris les emplois comme les revenus, et il appartient aux promoteurs de susciter leur in-

térêt à l'égard de ces programmes, d'obtenir leur confiance et leur aide en vue de trouver des solutions. A ces fonctionnaires, la psychologie avait déjà appris qu'une résistance se manifeste quand une population défavorisée, souvent inquiète de son sort, doit se réadapter à de nouvelles fonctions. On ne peut oublier que, tout en déplorant souvent le passé, ces gens y sont attachés et qu'ils hésiteront toujours en face de changements trop contrastants.

Ces fonctionnaires savent aussi que les adultes tout particulièrement apprendront mieux en accomplissant quelque chose, et qu'ils préféreront être conseillés par les leurs et gardés dans leur milieu familial autant que possible. Ils savent également que ces gens se montreront empressés dans la mesure où ils auront été compris et appréciés. C'est en exposant des projets et en les exécutant, que ces mêmes gens accéléreront vite l'expérience de leurs promoteurs. Il reste indéniable que pour bien servir une population rurale longtemps désavantagée, qui doit subitement subir des change-

ments draconiens dans son mode de vie, un certain esprit missionnaire doit exister chez ses moniteurs. Toutes ces aptitudes essentielles, les moniteurs ou promoteurs peuvent les acquérir de deux façons: d'abord, de par leurs fonctions antérieures exercées auprès du public et, ensuite, dans des cours spécialisés de développement communautaire où les sciences humaines ne sont pas délaissées.

Pour ces ruraux qui espèrent devenir des travailleurs industriels, il existe déjà un nombre raisonnable d'écoles d'apprentissage; par contre, pour les fonctionnaires qui présideront à leur réadaptation culturelle et artisanale comme à leur déplacement et à leur intégration, les centres de formation professionnelle sont bien clairsemés. Il s'agit là d'une formation hautement spécialisée du fait que ces réajustements de main-d'oeuvre se situent dans les régions rurales économiquement déprimées, et qu'ils s'accompliront généralement dans le cadre de la planification économique ou de l'aménagement régional.

Un comité national de conseillers

Conscients que la formation d'un tel personnel en développement communautaire est fondamentalement essentielle à la solution des difficultés qu'éprouvent ces populations, comme à l'orientation économique des régions en souffrance, les dirigeants de certaines provinces manifestèrent le désir que la question fût étudiée à fond par l'ARDA, du fait que cet organisme avait déjà amorcé certains

projets du genre comme partie intégrante de son programme d'action. Un comité d'études fut alors désigné à cette fin; il comprenait des fonctionnaires gouvernementaux, des professeurs d'université, des chefs d'associations indépendantes, tous déjà initiés aux méthodes et aux techniques du développement communautaire.

Ce comité national reçut le mandat d'établir un plan d'études appropriées, de désigner des programmes-pilotes et les autres services essentiels à une telle réalisation. De plus, on devait évaluer la nécessité de centres régionaux d'études, l'opportunité d'accorder des bourses d'études, estimer les effectifs requis à court et à long terme, et déterminer les moyens à prendre pour recruter et orienter un tel personnel. En tout cela, il se devait d'élaborer une politique cohérente de formation à divers échelons; considérant l'urgence, le premier groupe de candidats admissibles comprendrait ceux qui furent déjà liés par leurs travaux officiels à des fonctions assez similaires, tandis que d'autres seraient formés de personnes animées d'un grand intérêt à l'égard de ce travail social, c'est-à-dire en ayant la vocation.

Le rapport de ce Comité a déjà été analysé et il y a lieu d'en attendre une acceptation favorable dans son ensemble. De toutes parts, on semble reconnaître que la planification ne saurait être efficace sans un effort sérieux de développement communautaire, et encore faut-il que cet effort soit bien mesuré et bien orienté. Indéniablement le développement communautaire s'inscrit dans une

perspective de planification, puisque de pareils projets touchent toutes les perspectives d'évolution culturelle, économique et sociale d'une région donnée. Dans ce domaine les besoins actuels sont grands, et l'on ne pourrait réaliser une avance sûre et bienfaisante sans se mettre au diapason des temps et des moyens modernes.

Face à des événements dont elle n'est pas maîtresse, une certaine partie de notre société semble destinée à subir ce qui apparaît, à ses yeux, comme une quasi-déportation. Aussi, dans le cadre des mesures entreprises pour l'établir dans de nouvelles fonctions et dans un nouvel habitat, nul ne peut se permettre d'y rechercher un monopole des connaissances et des moyens mis de l'avant, pas plus que les indifférents ne peuvent se permettre d'y percevoir un écran de fumée, à la place des efforts généreux déployés par certains dirigeants en vue de résoudre le plus équitablement possible ce grave problème national.

C'est donc dans un esprit de patriotisme sincère et soutenu que chacun des participants doit y aller, évitant à tout prix de gaspiller l'expertise technique et l'aide financière offertes par l'Etat à cette fin. Et comme il doit exister en milieu démocratique une ferme solidarité entre les groupes favorisés et défavorisés, toute la collectivité a donc rendez-vous avec l'avenir. A nous tous de faire face courageusement aux obligations de l'heure. A notre époque de la motorisation, la "pêche à la petite ligne" serait un non-sens.

CHAPITRE III

PREMIÈRES ENTREPRISES ARDA EN AMÉNAGEMENT

Recherches, programme, réalisations

On a déjà signalé qu'en aménagement régional il ne faut jamais partir de données sommaires. Aussi, pour toute région dont on a déjà complété la synthèse des données socio-économiques, il faudra prescrire des directives, élaborer des plans, établir une priorité dans les projets et considérer les procédés techniques de réhabilitation des ressources renouvelables. En tout cela il ne faudra tout de même pas s'égarer en distance, afin de conserver une vue d'ensemble.

Et ce qui ajoute davantage à la complexité d'une pareille entreprise est le fait que souvent les problèmes économiques d'une région régressive débordent ses cadres géographiques. Fort heureusement que chez nous toute région géographique est une des unités composantes d'une province, et pour cette raison sa juridiction reste primordiale. Aussi les provinces ont pour la plupart déjà fait des plans et des projets de développement économique pour tout leur territoire, sur une base régionale.

Organisme de développement régional

Que ce soit un Conseil d'orientation économique ou une Commission d'expansion économique, l'organisme qui sera créé pourra revêtir bien des formes et disposer de bien des pouvoirs. Il établira la marche à suivre dans les divers domaines, sous la juridiction provinciale, ou fédérale-provinciale s'il s'agit d'un plan conjoint, avec l'autorité d'en assurer l'exécution des projets au sein des ministères établis ou autrement. En tout temps cet organisme régional d'orientation économique devra

avant tout comprendre les desiderata de la population. Il étudiera les principaux problèmes sociaux et économiques, il dressera un plan de développement en tenant compte des ressources naturelles comme des activités industrielles. En somme, il introduira la planification.

Son objectif principal sera de bien connaître les ressources renouvelables, la vocation industrielle de la région et d'ajuster convenablement la formation et les déplacements de la population. Il reste qu'en zones agricoles il y a trop souvent insuffisance des revenus, l'existence d'une population active sous-employée, l'exode des jeunes, le tout accompagné d'un certain marasme économique et d'un déséquilibre social. Dans le choix des priorités, l'on peut inclure la réorientation de l'agriculture, l'afforestation, la formation professionnelle, les possibilités d'expansion des secteurs secondaires (industries de transformation et de fabrication), tertiaires (les services, centres touristiques, facilités récréatives) et autres.

L'ARDA, dans l'application de tous ses concepts et de tous ses préceptes, peut à l'occasion se confondre dans ses attributions avec quelques autres agences, néanmoins l'on reconnaît ses principales activités comme suit:

- a) inventaires, études et enquêtes aux fins d'établir des critères de réhabilitation et un ordre de priorité dans l'aménagement régional et la mise en valeur des richesses naturelles;
- b) regroupement des exploitations, modernisation des unités viables, rénovation des accessoires à la production agricole, utilisation des terrains marginaux à des usages alternatifs plus ré-

munérateurs, rénovation et agrandissement des boisés de ferme, expansion des pêches;

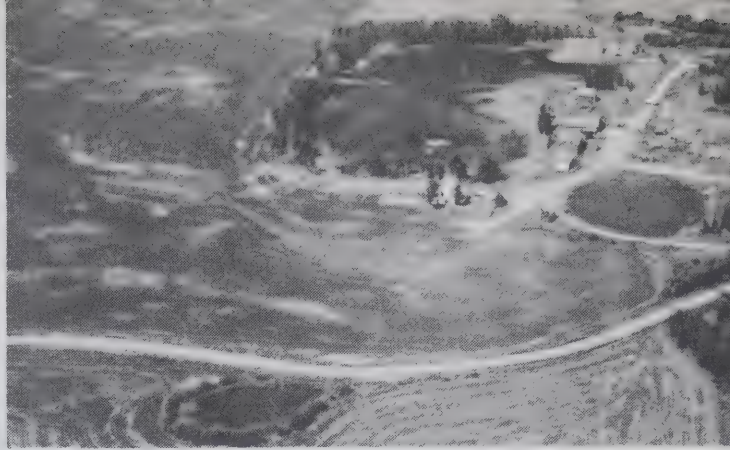
- c) réadaptation de certains ruraux à des travaux non-agricoles;
- d) avantages financiers et techniques pour la formation d'agents de l'aménagement rural et des chefs de file choisis sur place;
- e) entreprises de revalorisation et d'utilisation communautaire de terres moyennes sous forme de pâturages, cultures fourragères, bleuetières, parcs publics non-urbains, aires réservées à des fins récréatives ou de refuge pour la faune;
- f) mise en oeuvre de vastes projets relatifs à certains bassins hydrographiques en vue de l'amélioration des sols, la sauvegarde des ressources hydrauliques et l'aménagement de ces dits bassins à des fins multiples.

Tout en reconnaissant aux gouvernements les pouvoirs d'établir des plans de développement, les dirigeants locaux se devront donc d'adhérer à cette solidarité économique. Même en cela, l'impulsion première dépendra d'eux, de leur volonté à appuyer l'effort d'adaptation et de travail qu'exige un développement accéléré. Evidemment ceci n'exclut pas la nécessité de solliciter l'aide de techniciens expérimentés, puisque très souvent des solutions et des obstacles ne sont pas pressentis et d'ailleurs la technologie est essentielle à l'utilisation raisonnée des ressources renouvelables, lesquelles sont à la base de l'économie dans la majorité des régions rurales.

Il ne faut jamais perdre de vue non plus que si le temps c'est de l'argent, le temps



En agriculture, l'automatisation deviendra-t-elle un cauchemar pire que dans l'industrie ? Par opposition, l'activité en groupe suivra-t-elle le regroupement des petites exploitations ? Ici une conserverie de pois verts hautement motorisée en Orégon.



La petite exploitation est menacée de toutes parts : dimensions exigües, motorisation coûteuse, climat erratique, où les meilleurs correctifs ne s'appliquent pas facilement. Ici une unité céréalière, quart-de-section, de l'Alberta septentrionale.

est aussi une autre richesse naturelle qu'il ne faut pas gaspiller. L'heure est donc à l'action dans les régions déprimées.

Contribution de l'ARDA à la recherche

Certes, l'une des contributions significatives de l'ARDA a été d'apporter le supplément-argent requis, c'est-à-dire le "nerf de la guerre", pour accomplir une grande variété de projets dont un certain nombre avaient déjà été élaborés et conçus par les experts locaux, mais qui n'avaient pu être exécutés, faute d'argent. Ceci dit, il ne faudrait pas croire pour autant que les buts de l'ARDA soient essentiellement reliés au financement. La recherche y a aussi sa place. Et, pour mieux illustrer le rôle de la recherche au sein de cette Agence, voici une très brève énumération de projets entrepris à travers le pays, laquelle illustre bien la diversité des réalisations en ce domaine :

- 1) Participation active des habitants d'une région à l'inventaire de leur territoire tant au point de vue de degré de scolarité de la population que de celui des ressources humaines et physiques. Tout ceci en vue d'accroître le nombre d'emplois et les revenus.
- 2) Etude biologique de certains lacs afin d'y éliminer les espèces qui ne présentent aucun intérêt touristique et être en mesure de créer un habitat plus favorable aux espèces dites commerciales.
- 3) Etude régionale des causes de la migration rurale et examen des conditions de vie qui y règnent, des diverses mentalités, du degré de scolarité, des occupations artisanales, de même que des dispositions des immigrants face à l'habitat urbain ou semi-urbain.
- 4) Participation active de la population à une étude sur l'établissement éventuel d'industries et sur leur rentabilité sous la

direction d'un conseiller industriel. Les participants ont examiné la possibilité de pousser plus avant l'utilisation des ressources naturelles et les effets de cette utilisation sur l'embauchage et les revenus des particuliers.

5) Enquête d'ensemble destinée à évaluer les possibilités de croissance économique des diverses municipalités à l'intérieur d'une région homogène et classement des entreprises susceptibles de fournir de nouveaux emplois et de s'alimenter à même les ressources de la région.

6) Etude portant sur l'évolution des conditions de vie et sur les effets du réaménagement en milieux agricoles au cours des vingt-cinq dernières années, afin de connaître quels sont les facteurs qui ont amené certains groupes de la population à ne pas émigrer en dépit de conditions économiques nettement défavorables.

7) Examen des causes de l'abandon prématuré des études chez un certain groupe de ruraux alors que d'autres jeunes, soumis aux mêmes conditions sociales, poursuivaient leurs études jusqu'à la onzième année scolaire.

8) Evaluation des techniques et des programmes de formation mis en application dans certaines institutions chargées de la réintégration au milieu agricole des fermiers qui avaient délaissé leur profession.

9) Etude visant à établir un indice du rendement naturel des terres situées dans des régions céréalières très productives. Ces données recueillies à l'échelle d'une province devant servir, d'une part, à l'élaboration des programmes d'assurance-récolte et de crédit et, d'autre part, au classement économique des terres, à l'aménagement de pâturages communautaires, de terrains de refuge pour la faune et pour des fins de récréation.

10) Inventaire territorial ayant pour but la délimitation des terres pouvant être uti-

lisées comme refuge pour la faune ou à des fins récréatives, tant par les touristes que par la population locale.

Quelques réalisations à date

Le Canada étant un vaste pays dont les traits physiographiques, démographiques et économiques présentent une très grande diversité, une agence comme l'ARDA, assignée à la revalorisation et à la planification de plusieurs de ces éléments, se doit d'élaborer des projets dont la nature et les méthodes scientifiques varient considérablement. Pour bien faire voir toute cette disparité des attributions de l'ARDA et mieux illustrer la contribution qu'elle a apportée jusqu'à aujourd'hui, qu'il nous suffise de faire ici une énumération succincte et représentative de ses principales réalisations.

Au cours de ses trois premières années d'existence, l'ARDA fédérale a participé avec les provinces à la réalisation de 483 projets au coût total de \$24 millions. Sur le plan des subsides, 69.8 pour cent ont été versés pour des activités relatives à l'utilisation alternative des terres et à des travaux touchant la conservation du sol et des eaux. D'autre part, 25.3 pour cent ont servi pour des études socio-économiques et le développement communautaire des recherches sur la rénovation des ressources physiques, tandis que 4.9 pour cent ont été accordés à des consultants ou experts indépendants pour la conduite d'enquêtes d'ordre technologique et économique. En ce qui regarde la répartition numérique des projets, la situation est la suivante : 103 projets pour des travaux touchant les ressources renouvelables, 120 pour l'inventaire des terres, 21 pour des recherches socio-économiques dans des régions-pilotes, 63 pour l'aménagement de pâturages communautaires, 46 pour des études sur les usages alternatifs des ter-

res et, enfin, 130 pour la conservation du sol et des eaux.

C'est aussi dans les provinces que l'on retrace des priorités encore plus marquées pour certaines phases particulières du programme ARDA. Ainsi, une province a placé 59.7 pour cent de toute son allocation financière à l'aménagement de pâturages communautaires, tandis qu'une autre a alloué 50.3 pour cent pour des travaux de drainage. De plus sous la Nouvelle Entente une troisième province va consacrer presque 85 pour cent de son budget ARDA à la consolidation des petites fermes et à la bonne gestion de ces unités regroupées. Une quatrième province va y aller dans la proportion de 75 pour cent à la rénovation et à l'extension des périmètres d'irrigation.

Parmi les quelques centaines de projets mis en marche, plusieurs ont une portée si remarquablement bienfaisante qu'une analyse en détail ne saurait être superflue. Un premier type de ces projets se rapporte au comté de Bruce, en Ontario, où les municipalités ont contribué financièrement, avec l'ARDA fédéral-provincial, à l'achat de terres marginales aux fins d'afforestation pour assurer l'alimentation éventuelle des usines de la région. Une population de 16,209 habitants a donc souscrit annuellement \$14,600 afin de constituer en forêts municipales 119,945 acres de terres abandonnées. Parmi les avantages que présente cette initiative, mentionnons l'emploi de personnes sans emploi pour les travaux de plantation, d'aménagement et d'entretien de ces boisés, et une matière première abondante et de bonne qualité pour les industries existantes de la région. Rappelons que l'Ontario plante annuellement 60 millions d'arbres et qu'elle possède à Maple une station de recherches forestières, où on a créé des lignées supérieures des essences les plus répandues. Ainsi on ne plante pas des arbres "bâtards", mais des "pur-sang".

On a entrepris dans dix comtés de cette province la classification des fermes laitières, en analysant les détails de leur comptabilité et en corrélant ces données avec les ressources existantes et les pratiques technologiques en usage. Tout ceci en vue de connaître le plus exactement possible les exploitations-modèles qui conviennent d'être recommandées aux autres cultivateurs.

Dans le sud de l'Ontario où l'urbanisation progresse parallèlement à l'industrialisation, l'envahissement territorial aux dépens de l'espace rural vital présente des problèmes d'une très grande acuité. Cette situation, en plus de freiner l'expansion de

l'agriculture, crée de l'incertitude chez les exploitants. Les taxes et la plus-value de tous les biens et services augmentent, alors qu'il n'existe encore aucun système de zonage, ni méthode d'arbitrage, pour protéger les droits de chaque groupe dont les intérêts sont diamétralement opposés. D'ailleurs, pour mieux orienter la planification dans ces régions dites mixtes, on a désigné un comité de représentants locaux auquel se sont joints des experts en urbanisme, qui entreprendront une étude détaillée de 500 unités rurales, d'une superficie totale de 47,000 acres en culture, menacées d'envahissement territorial et financier par une quinzaine d'industries. Grâce aux deniers de l'ARDA, on tentera de mater avec raison et justice ce conflit inévitable entre différents secteurs économiques.

Aménagement des boisés de ferme

L'aménagement des boisés de ferme dans le Bas-St-Laurent est une autre initiative d'envergure. Un premier groupe de 240 cultivateurs procèderont à des travaux sylvicoles d'éclaircissage et de nettoyage afin d'être en mesure d'exploiter rationnellement leurs boisés de ferme et par ce fait d'accroître leurs revenus et de maintenir le rendement de leur exploitation forestière. Cette expérience, si elle devait être fructueuse, pourrait être appliquée dans d'autres régions. Après tout, ces propriétaires ne pourront jamais arriver à une utilisation profitable et soutenue de leurs boisés sans devenir des sylviculteurs attirés. C'est là une formation professionnelle que les petits exploitants forestiers suédois se sont donnée avant de se lancer dans l'exploitation coopérative de leurs gros moulins.

Suivant ce projet ARDA, les propriétaires de boisés recevront pour leurs travaux d'entretien une compensation de \$20 l'acre, pour un maximum de 10 acres annuellement, et cela durant une période de cinq ans. Une autre condition essentielle les obligera à accepter les directives de gestion de bons techniciens expérimentés. Il en coûtera de fortes sommes d'argent, il est vrai, mais comme dans l'avenir nos forêts devront être exploitées plus intensément et, nécessairement, selon des méthodes plus scientifiques, il importe que les praticiens se mettent résolument à la tâche et apprennent à mettre en pratique ces techniques nouvelles.

Rénovation des bleuetières

La rénovation des bleuetières au Québec

est une autre initiative de marque. Cette industrie avait fléchi au septième de son potentiel, en raison du caractère déficient des opérations de culture, des méthodes de manutention, de classement et de mise en marché. On a alors aménagé 16 bleuetières d'une superficie moyenne de 1,800 acres et l'on en a confié l'administration à des syndicats locaux guidés par des experts du gouvernement provincial. Ce dernier a cédé des terrains de la Couronne aux syndicats sur une base de 15 acres par famille. Les membres des syndicats ont participé moyennant rémunération aux activités, lesquelles comportaient le nettoyage et l'aménagement de chemins d'accès et de coupe-feu. Aussi retireront-ils de plus grands bénéfices des récoltes grâce à l'adoption de méthodes techniques plus efficaces. Dans ce cas-ci comme dans bien d'autres du genre, on retournera vite vers l'insuccès si l'on ne collabore pas pleinement à cette vaste entreprise de coopération. Sans discipline et sans technologie les bleuetières tomberont encore en désuétude. A notre connaissance, il a fallu vingt années avant de réaliser les bienfaits de cette belle industrie rurale. Que l'on aille volontairement enrayer sa renaissance et son expansion, ce serait sacrifier une belle manne dont toutes les régions n'ont pas l'avantage de bénéficier.

Ailleurs, au pays, on élabore d'autres types d'entreprises. Par exemple une étude géologique de reconnaissance et prospection géophysique de vastes territoires afin d'évaluer les réserves d'eau souterraine ou couches aquifères et la possibilité d'utiliser cette ressource à des fins d'irrigation. A ce sujet, on expérimente par de nouvelles méthodes de sondage et de pompage, et on cherche en plus les moyens de purifier l'eau à des fins domestiques. Dans une grande région septentrionale, on a amorcé la reconnaissance écologique, y compris des relevés phyto-sociologiques en vue d'assurer la conservation des herbages naturels qui servent aux oiseaux migrateurs de lieux de nidification.

Dans une autre province, où les conditions topographiques défavorables restreignent l'agriculture aux étroites vallées, l'irrigation se présente comme un accessoire absolument essentiel. Cependant, en raison du coût élevé des travaux d'irrigation, il importe qu'une étude précise de rentabilité précède la mise en exécution des entreprises de ce genre. Ainsi, doit-on préparer des plans et des estimations pour chacune des phases de ces travaux, notamment le coût des matériaux, les frais annuels d'opération et d'entretien, et les bénéfices et les avantages économiques que la population agricole peut en retirer.

CHAPITRE IV

REVALORISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Les statistiques officielles récentes nous révèlent que 25 pour cent des cultivateurs canadiens assurent 75 pour cent de la production agricole totale. Elles signalent en plus qu'il y a encore cent mille fermes d'une valeur approximative de \$25,000 chacune dont les revenus ne dépassent pas \$2,500 annuellement. D'autre part, pour l'ensemble des fermes du pays, il est rapporté que les investissements additionnels pour la construction, la machinerie agricole et autres équipements de ferme ont augmenté de \$700 millions annuellement.

Pareilles améliorations ont été réalisées quand l'indice des prix pour les matériaux requis se maintenait à 311.4, alors que celui pour la vente des produits de la ferme n'était que de 258.

Ceci illustre bien la diminution du revenu des exploitations qui fait naître chez les cultivateurs comme chez les dirigeants une sérieuse inquiétude. Ce déséquilibre financier nécessite des réajustements d'envergure. De fait, même si la population rurale ne cesse de diminuer, les problèmes agricoles, eux, ne cessent d'augmenter.

Les mesures d'entraide de la part de l'Etat ne peuvent assurer à elles seules l'acceptation de méthodes progressives, ni une juste parité des prix, pas plus que la conquête de meilleurs marchés. En somme, il s'agit de trouver un équilibre entre toutes ces préoccupations, tout en respectant les droits et les obligations de part et d'autre. De toute manière, il importe de combler le retard qu'accuse le revenu des cultivateurs par rapport aux autres revenus et cela, sans saper pour autant l'équilibre des prix; il faut faciliter la recon-

version des unités non viables et appliquer une technologie accrue pour l'exploitation des fermes agrandies; il faut accroître la mobilité et la réadaptation des cultivateurs désireux d'abandonner leurs biens; enfin, il faut promouvoir les activités en groupe de quelque façon.

Disparité des exploitations agricoles

Plus que toute autre industrie, l'agriculture enregistre des différences excentriques dans les diverses phases de sa production, du fait qu'elle est assujettie aux caprices des éléments naturels et des fluctuations commerciales. Des écarts marqués dans les revenus rendent souvent inquiétante la marche de la productivité. Une brève incursion à travers l'agriculture mondiale illustrerait davantage cet état de choses. Quand, dans certains pays, par exemple, il faut 260 heures de travail pour cultiver un hectare de blé, aux Etats-Unis il n'en faut que 10; en Angleterre, on prévoit qu'il n'en faudra que 16.3 en 1970. En Angleterre, également, vers 1950, un homme vaquait aux besoins de 15 ou 16 vaches; aujourd'hui avec un équipement plus moderne, il peut prendre soin de 60 à 65 laitières.

Ces différences extraordinaires entre pays existent aussi entre régions canadiennes et même entre les exploitations individuelles d'une même région.

Toutefois ce sont des écarts, souvent inexplicables, qui embarrassent l'application des réformes constructives dans une zone donnée, ajoutant à l'adversité que doivent surmonter l'opérateur

comme le législateur.

Des difficultés à envisager

L'agriculture est partout aux prises avec de nombreuses difficultés dont la plupart sont liées à la réduction de la main-d'oeuvre, à l'augmentation des prix et de l'outillage ainsi qu'à la nécessité d'imprimer une nouvelle orientation à la production. De concert avec les organisations agricoles, les gouvernements ont mis en application certaines mesures, dont les plus importantes sont sans doute le remembrement des terres et le remodelage de zones rurales entières. A cette fin, l'allocation de fonds spéciaux pour le développement et la rationalisation de l'agriculture s'impose. Il faudra aussi encourager la cession par les agriculteurs âgés et organiser l'aménagement d'exploitations qui serviront de "fermes-pilotes" sur lesquelles l'on calquerait la réorientation des exploitations-types. Une subvention générale est en grande partie rejetée parce que les dons de ce type ne favoriseraient pas l'aménagement des structures qui s'imposent. Au contraire, un certain nombre d'exploitations spécialement choisies pourraient recevoir quelques subventions pour entreprendre les grands travaux de reconstruction qui exigent d'importants investissements. Ces exploitations serviraient de "fermes-pilotes" dans leur région, d'abord dans l'aménagement des structures, et ensuite pour l'amélioration régulière de la gestion des exploitations. Les résultats obtenus deviendraient ensuite des points de repère aussi bien dans le mode des subventions à accorder que pour les exploitations avantageuses à populariser.

La technologie à tous les paliers.

Bien des experts reconnaissent que les trois principaux obstacles à l'avancement agricole sont: la superficie restreinte des exploitations, une disparité des prix et l'insuffisance de la formation technique. En marge de la formation technique, ils considèrent qu'elle est indispensable à la mise en pratique des directives techniques, base de toute productivité, et aussi pour mieux s'engager dans une agriculture de groupe qui engloberait à la fois la production et la commercialisation. En premier lieu, il faut décider la dimension optimale que devrait posséder une exploitation familiale; en cela nous n'avons pas toutes les réponses précises et la recherche a là une mission d'envergure.

Il est inacceptable qu'on puisse se contenter de nos jours d'empirisme ou d'approximation. Déterminer l'exploitation-type pour une spécialité quelconque requiert une programmation classique englobant le calcul combiné de la superficie en opération, le calibre de la machinerie, les prix courants et l'utilisation de la main-d'oeuvre. Certains opinent même que l'application individuelle de la technologie moderne reste encore problématique, et qu'en cela la formule de son imposition par le petit groupe d'opérateurs syndiqués serait beaucoup moins hasardeuse.

Il ne fait aucun doute que des innovations encore plus sensationnelles que toutes celles que nous avons enregistrées jusqu'à ce jour entreront dans la nouvelle technique agricole. Même si prédire est un jeu risqué, il n'existe pas moins des tendances commerciales et techniques avec lesquelles l'exploitant agricole devra nécessairement compter s'il aspire à un meilleur niveau de vie et de pouvoir se défendre contre la concurrence.

Vers la spécialisation

Evidemment, on reconnaît que les dimensions des exploitations augmenteront, qu'elles seront plus mécanisées et que la tendance sera probablement vers la spécialisation à mesure qu'elles deviendront plus grandes. L'émancipation de la planification en matière d'utilisation du territoire et des ressources naturelles sera aussi inévitable, de même que plus d'entreprises en groupe deviendront quasi obligatoires.

Il est d'admission courante que la technologie sera à la base de toutes les opérations progressives, l'agriculture devenant davantage une entreprise d'affaires. Ainsi, l'élevage d'animaux se fera sur une plus haute échelle, et non seulement on aura de plus gros troupeaux mais la qualité en sera relevée par l'application de l'insémination artificielle pour toutes les espèces animales.

On continuera à créer des variétés de semence résistant à la sécheresse comme aux maladies, propres à la culture mécanique, présentant les qualités recherchées par les consommateurs et ajustées à une gamme presque infinie de sols et de climats. Même les arbres que l'on plantera seront de "race améliorée" et non des sujets bâtards. Les machines remplaceront de plus en plus la main-d'oeuvre et l'on aura même recours aux machines électroniques pour synthétiser les données qui permettront une meilleure gestion de toutes les activités de la ferme, depuis les finances jusqu'à la sélection des troupeaux.

Un outillage plus puissant sera aussi requis afin d'obtenir plus économiquement l'unité de produit convenant à la hausse de volume qui accompagne toujours l'exploitation agrandie. Même plus, les travaux seront faits plus rapidement, ce qui éliminera les sérieux inconvénients qui découlent d'une agriculture diversifiée et d'un climat réfractaire comme le nôtre.

Une entreprise consolidée

Et la lutte chimique contre les plantes adventices sera plus poussée en vue de sceller le destin des mauvaises herbes. Bien d'autres opérations capricieuses de ce genre nécessiteront une machinerie délicate qui fera monter encore davantage la capitalisation. En tout cela, la ferme de demain deviendra une entreprise nécessairement consolidée. Cette consolidation pourrait tout aussi bien englober les exploitants que les exploitations. Après tout, la technologie ne peut rendre son maximum de dividendes sur les exploitations d'envergure minimale et chez les exploitants possédant un minimum de formation. En d'autres mots, la technologie pourrait bien être affaire plus payante dans le gros que dans le détail.

Cette consolidation sera préférablement accomplie par l'acquisition de quel-

ques fermes voisines par un seul propriétaire qui en inspirera toute la stratégie et en effectuera tous les travaux avec une main-d'oeuvre familiale ou salariée. Un second système pourrait bien consister en un groupe de fermiers qui, en plus de leur propre ferme, s'associeraient pour opérer en commun un territoire de la Couronne ou même privé dans des activités plus spécifiques, par exemple un grand pâturage ou une forêt communautaire.

Un troisième système serait celui où quelques petits exploitants mettent en commun leurs propres biens et leurs activités sous une direction unifiée, avec une seule orientation technique et une seule comptabilité. Déjà accepté en certaines régions, et très connu en certains pays, ce dernier système ne vaut qu'en autant que les membres ont de fortes aspirations agricoles, un niveau d'avancement assez homogène, et que le marché du travail industriel est déjà à la disposition du surplus pouvant provenir de la jeune main-d'oeuvre de ces mêmes familles. A remarquer que c'est dans les régions marginales ayant encore un certain potentiel de réussite que ce mode de consolidation s'appliquera le mieux.

L'opération en commun

La façon d'opérer quelques fermes en commun ne diffère guère d'une usine où les travailleurs partagent la direction, les profits et les pertes après avoir touché une rémunération régulière au prorata de leur travail. Dans les travaux de la ferme un homme seul opère non seulement avec grande inefficacité mais que de besognes sont ainsi péniblement et maladroitement accomplies et que d'accidents se produisent à cause des imprudences provoquées par l'obligation de tout faire à la hâte. Après tout, il est bien des travaux de la ferme qui ne sont économiques que s'ils sont accomplis en semi-corréés. Dans le présent tournant inflationnaire qui, dans une grande mesure, dérange l'industrie agricole, pareille consolidation peut constituer d'autre part un outil de très grande efficacité. Toutes les réformes modernes ne peuvent faire autrement que de hausser les surplus de produits alimentaires, mais encore là une telle saturation à l'échelle mondiale serait sans doute bien moindre que celle des produits industriels. De fait, il est peu probable que les grands pays producteurs puissent résoudre leurs

problèmes sans un système mondial de distribution des surplus.

Tout l'Est canadien, qui n'est excédentaire pratiquement qu'en produits laitiers, n'a pas à faire face à ce problème. Et même là, tout faible surplus, s'il survenait, pourrait constituer un cadeau bien approprié aux populations affamées. Aujourd'hui les pays avancés font de si belles ventes de produits industriels aux pays en voie de développement qu'une faible prime en denrées alimentaires serait un geste louable. De toute façon le commerce international requerra éventuellement de tels échanges puisque le monde fait encore face à un déficit alimentaire alarmant.

Productivité par le groupement

L'agriculture moderne doit être extrêmement efficace sur le plan commercial pour survivre économiquement. Pour les exploitants, il faudra sans doute que l'action collective s'implante davantage et qu'elle triomphe même des résistances passées. Au rythme où la technologie s'accélère, le cultivateur peut-il, dans les circonstances économiques présentes, conserver des sentiments individualistes? Consentira-t-il à s'associer davantage au mouvement coopératif, incluant certaines phases de la production, voir même la commercialisation de certains produits de la ferme?

Il nous semble que l'avenir des agriculteurs dépendra dans une grande mesure de leur intégration dans le circuit coopératif. Lors même que des subsides généreux continueront d'arriver, il faudra encore y suppléer par une gestion efficace des entreprises à tous les paliers. Les propriétaires de fermes diversifiées comme unités fort disparates seront victorieux le jour où un pacte d'indivision entre voisins sera accepté et respecté.

Pareils pactes pourraient aller de l'utilisation d'une machinerie dispendieuse jusqu'à la mise en marché de produits de qualité. Tout ceci afin que des coûts trop élevés ne viennent freiner la demande et aggraver le mieux-être général des producteurs comme des consommateurs. Que d'alliances ne voit-on pas surgir aujourd'hui dans les autres industries afin d'abaisser les coûts de production et, à cette fin, en convertir les structures pour les rendre plus compétitives. Dans une économie d'échange libre, l'agriculture est assujettie aux

mêmes obligations que les autres industries, et les réajustements sont encore plus englobants et même plus urgents.

Coopération à tous les niveaux

Dans un autre domaine, nous savons que les coopératives situées dans les régions avancées se consacrent à un aspect plus particulier de l'agriculture, tandis que dans les zones moins développées elles devraient englober presque tous les aspects de l'industrie agricole. Il devrait en être ainsi afin de promouvoir un programme élaboré plus en ligne avec la planification; ce programme engloberait tous les secteurs économiques tant sur le plan local que régional.

Par contre, en limitant l'action coopérative à un seul secteur, on arrivera plus lentement à parfaire toute la cohésion requise pour le progrès de la communauté rurale. Là, plus qu'ailleurs, on n'obtiendra un développement économique sûr et soutenu qu'en stimulant davantage les hommes, en fusionnant les organisations, en groupant les objectifs, en abattant les rivalités, en imposant des contrôles et enfin en initiant des politiques de juste milieu. Tout ceci s'impose surtout quand l'agriculture est déjà très diversifiée, souvent rendue déficiente par un sol de fertilité moyenne, un climat erratique et pour cause d'autres obstacles locaux. Dans ces conditions, l'entreprise coopérative globale ne saurait certes faire marche arrière.

Dans un sens, la petite exploitation subit aujourd'hui des contrecoups analogues à ceux de l'épicier du coin. Toute réaction en vue de sa survie économique devrait faire naître une plus grande solidarité professionnelle, une reconnaissance mieux acceptée des erreurs du passé et une détermination encore plus grande vers la coopération, voir même l'éducation. Ainsi l'on devra compter sur les cours de perfectionnement qui non seulement aident tangiblement les petits exploitants dans leurs activités courantes, mais apportent plus de courage dans l'acceptation des réformes qui seules leur garantiront la souveraineté du revenu familial.

L'hérédité et l'histoire

Pour ces gens que l'hérédité et l'histoire ont accoutumés à une entière

indépendance, quelle faveur accordera-t-on à cette formule d'opérer en groupe quelques unités contiguës? A leurs yeux les bénéfices anticipés compenseraient-ils pour les obstacles à surmonter? A première vue le pessimisme pourrait bien monter en pointe, mais pour quiconque sait combien nos agriculteurs, nos forestiers et nos pêcheurs savent se ressaisir en face de situations sérieuses, cette modalité n'apparaît pas si chimérique. Après tout, que d'innovations condamnées au départ sont devenues de magnifiques réussites! Pour nous qui avons géré des coopératives, nous savons qu'un indéfectible esprit de corps persistera chez nos braves ruraux, si au sein de ces organisations on leur assure une pleine protection de leurs droits et une juste rétribution des revenus. Et pensons pour un instant au progrès de nos syndicats de producteurs spécialisés en ces dernières années.

De toute façon, pareilles initiatives ont si bien réussi ailleurs que nous y portons confiance, du moins d'ici à ce que des essais bien conçus et bien dirigés aient totalement failli, en raison seule de ce système. D'autre part, il ne serait pas sage de vouloir généraliser cette procédure avant qu'elle n'ait été passée par le creuset de l'expérimentation; aussi nous croyons que pareils essais devraient être conduits dans quelques endroits appropriés, afin d'en évaluer pleinement tous les mérites et aussi les inconvénients.

Si on allait refuser d'emblée cette procédure sous prétexte d'objections préconçues et lui préférer le statu quo qui n'est autre que l'équivalent d'une politique de laissez-faire, ce serait dans l'état naturel des circonstances consentir au marasme le droit d'imposer davantage son hégémonie. Après tout, l'agriculture petite comme moyenne doit nécessairement se trouver une meilleure marge de profits; cette marge viendra en partie des prix de vente haussés sous la pression des associations de producteurs, tandis que l'autre partie sortira des exploitations mieux administrées où un abaissement du coût de revient aura été réalisé.

Les pâturages communautaires

La crise agricole, qui a accompagné les années de 1930-1938, soit celles de la dernière grande sécheresse dans les prairies canadiennes, a fait naître une

des belles politiques agricoles, celle des pâturages communautaires. Dès 1937, une législation fédérale était votée en vue de développer, avec le concours des gouvernements provinciaux, des terres privées quasi abandonnées et certains territoires de la Couronne, pour promouvoir ainsi l'élevage des animaux domestiques. Des associations de patrons se sont alors formées pour prendre la direction de ces entreprises, tout en laissant leur surveillance technique aux experts du Gouvernement.

Au tout début, il s'agissait d'organiser la paissance sur les herbages naturels seulement, mais à mesure que l'on avançait vers des régions à plus forte pluviosité, il devenait possible d'établir des pâturages améliorés ou ensemencés, avec l'option d'y soutirer, en plus du pacage d'été, l'approvisionnement des fourrages d'hivernement. C'est à ce moment que le pâturage communautaire devint une entreprise à double fin. Peut-être qu'un jour on procèdera à l'engraissement ou au finissage des animaux dans les étables communautaires ou coopératives, animaux qui proviendraient de pâturages également communautaires ou coopératifs.

A date, sous la législation "PFRA", on a établi 75 pâturages communautaires d'une superficie totale de 2.5 millions d'acres d'herbages qui ont nourri 141,008 bestiaux adultes, 3,652 moutons et autres espèces, tout cela pour le bénéfice de 7,229 cultivateurs. Evidemment, dans la poursuite de tous ces projets, on a tenu une comptabilité détaillée sur les frais d'établissement comprenant le débroussaillage, les chemins d'accès, les clôtures, l'adduction d'eau, les soins des animaux et l'administration générale. Toutes ces dépenses ont été analysées par la suite en relation avec les revenus, c'est-à-dire les grains en poids vif et la régénération des sujets, le tout aux prix du marché courant.

Notre principale province céréalière, la Saskatchewan, avec 80,000 fermes actives, dont un grand nombre de dimensions modérées, a augmenté ainsi certaines années sa superficie cultivable de 180,000 acres, la superficie du territoire destiné à l'élevage pour en arriver à augmenter sa population animale de 100.5 pour cent en vingt ans. A l'instar des progrès réalisés dans ce domaine par la "PFRA", l'agence "ARDA", sous une formule administrative différente mais techniquement sem-

blable, apportait récemment son concours à l'expansion de ce réseau de zones de paissance exploitées coopérativement. De fait, au cours de ses trois premières années d'existence, l'ARDA a contribué au lancement de 55 projets du genre dans huit provinces du pays au coût total de \$2,974,711.

Consolidation des fermes en Nouvelle-Ecosse

Conformément aux dispositions de l'Entente ARDA, cette province se prépare à accorder une attention toute particulière à la consolidation des fermes et aux méthodes de gestion et d'utilisation des terres agricoles et forestières. Ce projet, qui s'échelonnait jusqu'en 1970, coûtera la somme de \$3.3 millions. Une commission érigée par le gouvernement fera l'acquisition des terres pour les répartir ensuite entre les fermiers qui auront démontré les meilleures aptitudes et qui manifesteront le désir d'agrandir la superficie de leur ferme ou de leur boisé. Ces fermiers devront cependant se soumettre aux directives établies par la commission en ce qui a trait à la gestion des fermes remembrées. Certaines terres seront vendues aux agriculteurs tandis que d'autres seront offertes en location pour des périodes successives de cinq ans, selon l'expérience et l'habileté de chaque exploitant. Enfin, d'autres terres serviront de refuge pour la faune ou, encore, à des fins d'afforestation ou de récréation.

Cette vaste entreprise de consolidation et de réaménagement agricole aura non seulement pour effet d'accroître la productivité mais aussi d'apporter des remèdes aux maux qui confrontent le petit exploitant. Même si la Nouvelle-Ecosse a un bon potentiel d'élevage, il reste que la production du boeuf, du porc et des grains de provende est sensiblement déficitaire. Avec l'établissement de nouvelles usines à papier, l'approvisionnement en matière première doit être non seulement assuré, mais le plus possible obtenu des boisés de ferme rénovés.

L'agriculture au Québec

Au cours de cette tornade que subit actuellement l'agriculture, même les subsides généreux semblent insuffisants. Autrement quelques générations ont pu vivre avec grande modération et frugalité, tout en acceptant une économie quasi primitive au sein d'une certaine abondance de ressources naturelles, surtout

de celle des bois variés pour lesquels la demande était bonne. Aujourd'hui, les opérateurs de ces mêmes biens réclament un train de vie relativement élevé, au moment même où les ressources renouvelables atteignent un niveau précaire.

Il devient donc impossible de tenir le coup et de balancer ses affaires. Conséquemment, l'on fait face à bien des difficultés financières, à des perturbations sociales, syndicales et même politiques. A cet égard, l'on ne saurait blâmer le passé puisqu'il y a belle lurette que le cri d'alarme a sonné. Malheureusement personne ne l'a entendu avec le résultat qu'il faut maintenant payer le gros prix. Et, par surcroît, ne faut-il pas craindre que l'histoire se répète !

Au Québec, par exemple, il y a 83,085 fermes dont les ventes brutes sont au-dessous de \$5,000, et 16,000 autres seulement où elles sont au-dessus de cette somme. Aussi, en subsides directs, au cours de 1964, plus de \$23 millions ont été distribués, à part tous les autres avantages financiers indirects. Les subsides seront encore plus élevés en 1965, puisque l'ARDA consacrera quelques millions à des fins bien particulières, et que 57,000 petites et moyennes exploitations laitières se partageront \$10 millions aux fins de stimuler la production en hiver. A ceci s'ajoutent les subsides pour les travaux de construction, pour les engrais chimiques, les mauvaises récoltes, ainsi que d'autres avantages. Et malgré tout, ceci apparaît encore insuffisant et des allocations encore plus substantielles sont réclamées. Cependant, elles n'apporteront guère tous les bienfaits anticipés sans une participation active aux réformes de base de la part des exploitants.

Ceci est réalisable car, dans la politique des concours de fermes au Québec, la participation des exploitants en fournit un bel exemple. Ainsi, cet argent rapporte au centuple puisque la technologie progresse avec tous ses bienfaits agronomiques et financiers. Et au terme des 25 ans qu'a fonctionné ce système, 81 pour cent des exploitants étaient encore actifs et avaient réussi à maintenir dans la famille la direction de leur ferme. En somme une magnifique politique agricole qui fut peut-être trop méconnue dans le passé. A notre avis, elle pourrait bien constituer un excellent pilier pour asseoir l'échafaudage de la renaissance rurale où il faut qu'elle le soit.

CHAPITRE V

MODES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES À L'ÉTRANGER

Pour bien des pays, la solution de certains de leurs problèmes se retrouve en dehors de leurs frontières et le Canada, qui doit exporter environ 30 pour cent de sa production agricole, est de ce nombre.

Soumis à la concurrence mondiale sur les grands marchés de consommation, notre pays se doit donc d'être constamment à l'affût du progrès scientifique. Et même si la science agronomique retient toujours ses particularités régionales, elle est souvent d'inspiration internationale.

Le déséquilibre financier de la ferme familiale est aussi un phénomène qui se retrouve dans tous les pays. Les gouvernements introduisent des réformes visant à modifier la structure foncière des exploitations et à assouplir le crédit. A cette fin, on accorde des prix raisonnables, des facilités collectives de manutention des produits, et une assistance financière à des entreprises en groupe.

Le Royaume-Uni et son agriculture

Parmi les pays en pleine évolution rurale, le Royaume-Uni plus que tout autre, défend la justification sociale de la petite et de la moyenne exploitation. Depuis le dernier conflit mondial, on a inauguré une politique destinée à favoriser le regroupement modéré des petites exploitations et le redressement progressif des nouvelles unités agrandies. Les exploitants de ces fermes modifiées doivent souvent se soumettre à certaines directives techniques et se conformer à une rationalisation de l'agriculture. C'est ainsi que l'Union nationale des fermiers, en association avec le Conseil national d'expansion économique, ont

mis de l'avant des mesures additionnelles d'orientation afin d'en arriver à une meilleure protection des exploitants.

Conscients du rôle de l'agriculture dans la planification économique, ces deux organismes ont d'abord établi jusqu'à l'année 1970, les objectifs de la production et la base des prix pour les produits agricoles. Cette planification économique implique la nécessité d'appliquer et de maintenir certaines réformes agraires et des quotas. Ainsi lorsque la production économique nationale (ou produit national brut) atteindra 4 pour cent, la consommation d'aliments augmentera d'autant, ce qui accélérera la productivité agricole. Ainsi de par leurs prévisions, les agriculteurs devront accroître au cours des cinq prochaines années de 13 pour cent la production de produits laitiers, 14 pour cent celle de la viande, 17 pour cent dans le cas des volailles et 15 pour cent la production des récoltes industrielles.

Au surcroît, l'on favorisera une certaine intégration verticale, c'est-à-dire que les associations de producteurs participeront activement aux décisions se rapportant aux problèmes de la production, de la transformation et même de la commercialisation des produits agricoles. Les producteurs bénéficieront également de politiques progressives comprenant: l'intensification des méthodes d'insémination artificielle, des subventions sur un certain équipement comprenant même les bâtiments, le classement des terres selon qu'elles devront servir à des fins agricoles ou domiciliaires, une aide à l'afforestation et à la culture des herbages dans le cas de certaines unités d'élevage. En principe, on reconnaît l'aide financière apportée à l'achat d'outillage

de production comme préférable à l'octroi de subsides directs sur les prix de vente, considérant qu'ainsi on stimulera davantage la technologie, un moyen sûr de diminuer les coûts de revient. De plus, l'on compte ainsi mieux protéger les fermiers professionnels et éliminer les spéculateurs ou les trop grandes entreprises commerciales. Enfin, l'on encourage la formation de syndicats de petits groupes d'exploitants afin de favoriser entre autre l'utilisation en commun de la machinerie agricole.

Syndicats de petits exploitants

C'est en 1955, qu'un fermier du Hampshire lançait le premier syndicat d'utilisation en commun de la machinerie agricole. Aujourd'hui, on en compte au-delà de 500 au pays. A l'origine, ce type de syndicat avait pour but de permettre à quelques voisins de s'associer en vue de trouver le crédit nécessaire à l'achat d'une machinerie plus perfectionnée. L'expansion rapide de ces syndicats a déjà assez progressé pour obliger l'Etat à intervenir avec des règlements de contrôle. D'ordinaire, le syndicat compte trois ou quatre membres, ce qui favoriserait une plus grande efficacité dans les travaux et accorderait de justes périodes de temps mises à la disposition de chacun.

Ces syndicats d'achat et d'utilisation d'instruments aratoires ont depuis ce temps envahi bien d'autres secteurs de la production agricole.

Par exemple, à Berwick, sept fermiers possédant en tout 2,250 acres en culture, se sont groupés pour l'installation d'un grand séchoir à foin et l'utilisation d'une plus grosse machinerie agricole.

On a même organisé une éleveuse collective et une salle d'engraissement des porcs, le tout selon un plan d'élevage scientifiquement rigoureux. Grâce à une population de sujets fort accrue on a pu conduire des essais de progéniture et développer une lignée supérieure de porcs qui se vendent maintenant avec prime.

Dans le Sussex, 12 fermiers ont consolidé leurs propriétés formant une superficie totale de 1270 acres et ils ont converti tout cet actif en parts privilégiées réparties proportionnellement, suivant la valeur des immobilisations initiales de chacun. De là, ils ont conçu un plan technique d'opérations et ils se sont réparti les fonctions comme les responsabilités, suivant leur formation et leur expérience.

Tout en reconnaissant que l'économie rurale moderne réclame des fermes agrandies, l'on compte y arriver en favorisant l'exploitation en commun de petites unités organisées sous une participation collective, tout autant que par le regroupement intégral de quelques petites unités assignées à un seul exploitant. Ces mesures d'aide à l'endroit de la petite exploitation visent à la développer en intensité avant de l'agrandir en superficie. On reconnaît volontiers que les caprices de la technologie moderne s'accroissent davantage sur une ferme polyvalente, puisqu'elle requiert une telle diversité de talents et d'aptitudes souvent difficiles à trouver chez un seul exploitant. La superficie, tout comme la technologie, ne règlera pas seule tout ce grave problème de la bonne gestion d'une ferme familiale, néanmoins on y arrivera en combinant tous ces facteurs de progrès.

Pour mieux comprendre leur point de vue sur ce collectivisme mitigé en agriculture, il faut aussi examiner les traditions et les affaires courantes de ce pays. D'abord le Royaume-Uni est un pays importateur de denrées alimentaires, où l'offre locale rencontre moins de concurrence, les familles rurales sont moins populeuses, quand d'autre part, les sols sont de très bonne qualité et le climat relativement favorable. Depuis longtemps déjà en ce pays on a inauguré des lois rigoureuses sur la production agricole et l'utilisation des ressources naturelles, notamment les terres arables. C'est ainsi qu'en 1937, l'on possédait déjà des cartes des différents types de végétation pour toute l'étendue du pays, quand ici au Canada, l'ARDA est actuellement en voie de compléter pareils relevés techniques.

La Suède et l'agro-foresterie

La Suède a impressionné le monde rural de bien des manières, plus particulièrement dans le mouvement coopératif aux fins de mieux sauvegarder l'agriculture familiale. Les premières initiatives de coopération lancées en ce pays vers 1800, n'ont consisté au départ qu'en des organismes de transformation et de vente des produits laitiers. Un peu plus tard, lors de la crise agricole de 1920-30, on vit surgir des organisations coopératives régionales et même nationales englobant la production, la transformation et même la commercialisation des principaux produits de la ferme et de la forêt. C'est ainsi que de nos jours, les entreprises coopératives suédoises manipulent 98 pour cent de la production laitière, 87 pour cent des animaux de marché, 75 pour cent des céréales, 70 pour cent des engrais chimiques, 65 pour cent des oeufs et 60 pour cent du bois.

Les coopératives opèrent aussi douze sociétés de crédit, 347 usines de transformation du lait, 90 abattoirs, 40 usines d'amidon, de lin, de chanvre, et 26 sociétés d'insémination artificielle. Dans le pays, 186,000 des 210,000 fermiers sont de quelque façon membres des 2,324 sociétés coopératives locales et des 27 sociétés régionales. Environ 75 pour cent des membres ont des fermes d'une superficie variant de 5.0 à 37.5 acres et 3 pour cent seulement ont des unités dépassant les 125 acres en moyenne.

Au cours de 1964, sur les 210,000 fermes suédoises, on y trouvait 155,000 tracteurs et encore 150,000 chevaux. C'est que les petits fermiers utilisent les gros instruments aratoires en commun, quand d'autres font faire les plus durs travaux de la ferme à forfait par des contracteurs indépendants. Et quand la productivité agricole augmente de deux pour cent annuellement, le taux d'endettement reste très minime, excepté dans le cas des débutants. La production agricole sans être rigoureusement contrôlée est très sagement orientée en regard de la demande immédiate tant pour le marché domestique que celui de l'exportation. Pour ce qui est des prix, ils sont fixés assez approximativement à l'avance par un conseil constitué de représentants des producteurs, des consommateurs et d'experts de l'Etat.

En Suède, comme dans tout le reste de la Scandinavie, la forêt est étroitement

associée à l'économie agricole. Aussi, 50 pour cent du territoire forestier national appartient aux cultivateurs, contre 25 pour cent aux compagnies, 19 pour cent encore à la Couronne et 6 pour cent aux communautés religieuses ou autres groupes. Et quand l'industrie forestière nationale de Suède requerra annuellement 22 millions de journées de travail, environ 50 pour cent de cette main-d'oeuvre sera fournie par les fermiers. Les boisés de ferme, qui représentent la moitié de tout le patrimoine forestier du pays, ont une superficie moyenne de 125 acres et ils sont formés de bandes étroites, généralement éloignées des fermes résidentielles. Cette dernière situation est plus d'origine historique qu'économique, aussi pour éliminer le plus possible ce grave inconvénient, on a formé des associations d'exploitants qui ne dépassent pas les 60 membres chacune. Ainsi, 12,000 fermiers-forestiers ne disposant de pas plus de 125 acres de forêt chacun, ont formé au-delà de 200 associations de ce genre.

Comme les produits forestiers représentent 35 pour cent des exportations totales du pays, et que la moitié du bois vient des forêts de cultivateurs, ces derniers sont soumis à des directives technologiques et commerciales rigoureuses, qui en font ainsi des producteurs avertis. Ces producteurs bénéficient depuis longtemps d'un crédit protecteur pour les dures passées financières des exploitants, d'une assistance technique avancée et d'un indice des prix fixés à l'avance pour leurs produits.

En plus de ces avantages, les Suédois réussissent bien parce qu'ils ont une longue expérience dans la coopération, un niveau éducationnel enviable, une solidarité professionnelle remarquable, un sens prononcé de la conservation des ressources renouvelables, des familles rurales restreintes en nombre et une économie nationale planifiée dans presque tous les secteurs. C'est ainsi qu'en Suède, on a déjà fait des estimations sur l'évolution probable de l'aménagement des structures et l'abandon des fermes par les agriculteurs pour la période s'étendant de 1965 à 1980.

L'Agriculture industrialisée aux Etats-Unis

Par contraste à ces deux premiers pays, nos voisins du Sud ont, comme en certaines parties du Canada, une agriculture plus entreprenante et beaucoup plus industrialisée. Le niveau de la produc-

tivité agricole aux Etats-Unis est le plus élevé du monde, et la ferme est devenue une entreprise d'affaires où les aspects sociaux de la vie rurale perdent de leur signification. Cette évolution de l'agriculture est associée avec leur expansion industrielle qui est aussi la plus progressive du monde. De fait, leurs produits industriels sont transportés et vendus sur tous les marchés du monde.

De toute manière, les économistes des Etats-Unis croient que l'embauchage industriel continuera à augmenter mais qu'il n'en sera pas ainsi du travail agricole. Néanmoins, le fermier progressif, muni d'un outillage efficace et dispendieux, devra forcément augmenter son volume total, afin de réduire le coût de revient par unité, cela même au risque d'accroître les surplus nationaux. Aussi, dans leur recherche scientifique, l'aspect biologique déjà si avancé chez eux, fait de plus en plus place à l'aspect économique, en ce sens que l'objectif principal de la recherche est orienté vers la découverte de procédés technologiques assurant les meilleurs gains. Face à une production toujours excédentaire, on a néanmoins établi des estimations jusqu'à l'an 1975. Ainsi, quand les récoltes augmenteront de 25 pour cent par rapport à la période 1956-58, les produits laitiers seront haussés de 37 pour cent et les bestiaux de boucherie de 50 pour cent. Pour y arriver l'on prévoit que les fermes augmenteront sensiblement en superficie, la capitalisation montera considérablement, alors qu'un imposant surnombre de ruraux seront automatiquement soustraits de leurs activités traditionnelles.

L'on prévoit même que la ferme de demain en ce pays devra produire pour un

montant de \$17,000, afin de devenir économiquement rentable et permettre un état de vie sociale acceptable à la famille.

Comme conséquences de cette transformation, l'exode rural grandira d'une façon quasi alarmante, il y aura encore plus de spécialisation en dépit des risques plus grands, l'outillage agricole sera plus perfectionné et les troupeaux de fondation, comme les récoltes de souche-élite, feront monter en flèche les frais d'opérations. Forcément, on poussera davantage les recherches sur le comportement économique de ces diverses exploitations, afin de découvrir bien exactement les prototypes qui s'avèreront les plus efficaces. Avec ce système des méthodes super-progressives, la marge de profit sera si mince que l'efficacité devra en être totalement sûre, sinon on s'en ira aveuglément et rapidement vers l'insuccès.

Un tel régime d'économie rurale a déjà été bien étudié. De fait, on a déjà établi que la capitalisation d'une telle ferme laitière et le coût de sa main-d'oeuvre ne commenceront à baisser qu'au niveau de 30 unités animales en production, alors que pour employer efficacement deux hommes, l'exploitation devrait supporter 43 vaches. Toutefois ces grandes fermes industrialisées ne produiront qu'à un prix de 5 pour cent moindre seulement, tandis que leur superficie optimale devrait être de 260 acres.

Réaction des opérateurs moyens

Face à l'expansion d'une pareille agriculture industrialisée, les fermiers moyens

luttent pour leur survie économique, abandonnent progressivement leur indépendance et se tournent davantage vers leurs coopératives. Lors même que les coopératives existaient en ce pays depuis plus de quarante ans, elles ont connu un essor sans pareil en ces toutes dernières années tant vis-à-vis la production que la mise en marché. En plus de cette poussée vers la coopérative locale, un autre événement fort significatif fut celui du regroupement des coopératives locales en des régionales plus puissantes et mieux organisées.

C'est ainsi qu'en ces dernières années, plus des trois-quarts des 7,876 coopératives locales furent fusionnées en des régionales. Même plus, les trois-cinquièmes des 775 coopératives régionales déjà existantes furent consolidées. De cette façon, les grosses coopératives faisant des achats d'outillage et d'articles en plus gros volume obtenaient des meilleurs prix. Et quand leur volume de vente d'un produit prenait une plus grande part du marché, les chances d'obtenir des prix plus élevés étaient aussi augmentées. Au surcroît, ces coopératives considérablement renforcées organisent de plus en plus les services de transport, les facilités d'entreposage et autres services essentiels au bénéfice de leurs propres membres.

Une autre initiative d'envergure fut la création d'un "Service pour la mise en valeur des régions rurales". Nous savons que sous la poussée de la technologie agricole et l'expansion de l'économie industrielle, les petits exploitants surtout ceux des régions les plus désavantagées se sont trouvés incapables de tenir le coup. Une des premières tâches accomplies par les dirigeants de ce nouveau Service fut de faire connaître davantage à ces populations les services officiels d'entraide technique et financière déjà existants. En second lieu, ce fut d'amener les institutions publiques et privées à apporter un concours plus actif au redressement économique de leur propre région rurale. Enfin, on a aidé les dirigeants de certaines communautés rurales à concevoir et à exécuter immédiatement des programmes d'action publique.

Au nombre des activités entreprises par ces groupements, citons: l'encouragement financier aux industries fondées sur les ressources rurales, l'augmentation des facilités de formation technique et professionnelle, les moyens d'améliorer l'économie des exploitations agricoles et de doter certaines communautés d'utilités publiques plus adéquates y



Une auberge servant aux couples ruraux arrivés à l'âge de la retraite. Ils peuvent continuer leur existence en compagnie de vieilles connaissances et dans un décor paroissial qui leur est cher. Celle-ci se situe à Brunswicks, en Saxe.

compris l'organisation des loisirs en plein air. Lors même que l'élan du peuple, au sein de chaque communauté rurale constituait un premier impératif pour le succès de pareilles initiatives, une coordination spéciale des services relevant de la compétence de plusieurs bureaux et l'apport de capitaux supplémentaires demeuraient indispensables. C'est ce qui fut fait et un peu à la façon de l'ARDA au Canada.

Le Collectivisme en Union soviétique

Sous le régime soviétique de la collectivisation des fermes privées, tout le territoire est régi par l'Etat, excepté pour une minime superficie de 1.6 hectare qui demeure sous contrôle de chaque propriétaire. L'expérience a démontré que sans la jouissance du droit de propriété, ni l'émulation de la gestion personnelle, les résultats ne sont guère encourageants. C'est qu'alors l'intérêt diminue rapidement, tandis que la surveillance de ces immenses superficies devient inadéquate quand les travailleurs doivent habiter loin du lieu de leurs travaux. D'aucuns prétendent que l'échec du collectivisme agricole est dû non seulement aux raisons précitées mais aussi à cause de l'Etat central qui accorde une priorité plus grande à l'industrie primaire lourde, au détriment de l'agriculture.

A part un climat défavorable qui est venu réduire sensiblement la production annuelle normale de blé à 16 millions de tonnes métriques, pour une consommation domestique de l'ordre de 90 pour cent, on s'explique facilement les difficultés qui en sont résultées. Quoiqu'il en soit, l'opinion publique réclame maintenant le morcellement de ces grandes fermes d'Etat, afin d'assurer une surveillance plus adéquate à tous les stades d'opérations. Même plus, pour corriger ce malaise et contrebalancer un déficit alimentaire, les nouveaux subsides aux producteurs seront presque doublés et une somme de 46 milliards de dollars sera dépensée pour porter l'agriculture au niveau prioritaire qui aurait dû être le sien dans le passé.

Régions déprimées en Norvège

Pour en arriver à un certain relèvement des régions économiquement déprimées en ce pays, on a voté des budgets supplémentaires pour l'éducation, l'infrastructure physique y compris le harnachement des rivières. On a en plus concédé une réduction des impôts pour les

entreprises déjà en marche, accordé une garantie gouvernementale aux banques acceptant des prêts privés et organisé des centres d'information pour mieux faire connaître les ressources et les perspectives d'expansion de ces dites régions.

Dans le cas des régions du Nord qui étaient les plus désaffectées, l'on a établi une Caisse de développement pour permettre l'entreprise de projets spéciaux dont on avait préalablement étudié les modes de réalisation ainsi que leur rentabilité éventuelle. Comme conséquence de ces politiques d'encouragement, après huit années d'opération les revenus dans ces régions avaient augmenté de 12 pour cent par rapport à ceux des autres régions du pays. Le progrès fut plus particulièrement marqué dans l'agriculture, la pêche, le tourisme et la petite industrie. Au nombre des mesures spéciales d'aménagement rural promulguées, citons:

- (a) une assistance financière et technique plus poussée en vue de la modernisation de l'agriculture, la pêche, les industries locales, la rénovation des services d'utilités publiques et le lancement de travaux publics dans les principaux centres susceptibles de connaître une expansion avec le redressement économique régional.
- (b) l'introduction d'au moins une industrie additionnelle dans chacune des régions déprimées parmi les plus prometteuses. Ces industries furent établies, soit par des Corporations indépendantes, soit avec l'assistance financière de l'Etat.
- (c) la rénovation des ressources naturelles dominantes de ces mêmes régions, avec en plus l'embellissement

des villages et des sites naturels, l'établissement de parcs municipaux, voire même la construction de petits barrages aux fins commerciales et touristiques.

- (d) l'apport de prêts et d'allocations en vue d'accroître la mobilité de la main-d'oeuvre vers les régions les plus développées, les lieux d'emploi éloignés et les centres d'apprentissage.

En un pays comme la Norvège qui importe 46 pour cent de ses produits manufacturés, il est évidemment plus facile d'augmenter l'embauchage industriel, que dans un pays comme le Canada ou les Etats-Unis qui n'importent respectivement que 22 et 5 pour cent de leurs produits industriels. De toute façon, deux leçons ressortent de l'expérience norvégienne; une première: qu'il est généralement plus facile dans les régions désaffectées d'ériger une manufacture que de promouvoir la productivité agricole. Une seconde nous laisse comprendre que le choix des projets appropriés pour le relèvement économique de ces régions, est un obstacle beaucoup plus difficile à surmonter que l'obtention de capital additionnel ou d'octrois spéciaux. A cette fin, l'on reconnaît que dans la recherche des nouveaux projets, l'apport des institutions locales de recherche appliquée et la participation des technocrates expérimentés comptent parmi les meilleures sources d'inspiration pour le redressement socio-économique de ces mêmes régions.

Politiques agricoles en Finlande

L'aménagement rural en ce pays s'appuie sur une éducation liée étroitement



La formation forestière en Bavière est très poussée du fait que la productivité doit compenser pour des superficies fort restreintes. Ici, de jeunes étudiants d'une école élémentaire qui poursuivent, durant leurs vacances d'été, un premier stage préparatoire à leur future carrière.

à un programme d'action. A cette fin, l'on a donné un entraînement spécial aux éducateurs ou vulgarisateurs, afin qu'ils deviennent à la fois psychologues, sociologues, économistes et technocrates. Tout ceci, pour qu'ils puissent amener la population à participer à l'oeuvre en cours, tout en s'assurant d'avantage que les nouvelles activités seront raisonnablement rentables. L'entraînement particulier reçu par ces vulgarisateurs portait sur les nouvelles méthodes techniques utilisées dans la rénovation des principales ressources physiques d'une région donnée, et aussi sur les moyens de résoudre les problèmes complexes qui confrontent la population.

Durant une telle entreprise, l'on a vite reconnu que l'aménagement rural ne pouvait être réussi sans l'introduction de politiques corrolaires bien agencées avec les circonstances et les aspirations des gens. C'est ainsi que:

- (a) tout en reconnaissant l'exiguité des fermes comme un obstacle sérieux, aucune ferme ne peut être agrandie avant d'y implanter les pratiques progressives susceptibles d'en hausser le revenu familial. En d'autres mots, il faut que la ferme soit améliorée dans sa forme originale avant de l'agrandir.
- (b) les subsides sur les prix de vente sont établis sur une base régionale et calculés en regard de la superficie des fermes et non sur le volume total de la production des diverses unités. Ainsi, l'on cherche à obtenir l'égalité du revenu net tout en tenant compte des coûts de production. Pour ce qui est des gros producteurs dont le volume de la production dépasse la limite de base, leur surplus de produits sont payés suivant les prix du marché mondial, c'est-à-dire des prix non "subsidiés".
- (c) la politique nationale de stabilisation des prix consiste à n'accorder des subsides que sur les produits allant à la consommation domestique. Conséquemment, les prix des produits allant à l'exportation montrent une parité avec ceux du marché mondial.
- (d) une autre loi spéciale de mise en marché autorise l'imposition d'un tarif sur les produits agricoles importés, afin de constituer un fonds spécial pour couvrir une partie des surplus agricoles du pays.

Quelques considérations

A partir des renseignements mentionnés ci-dessus, l'on est amené à croire que la superficie de la ferme familiale devra être agrandie pour pouvoir survivre économiquement, qu'elle devra devenir plus spécialisée, et peut-être même groupée, sans que toutefois l'opérateur perde son droit à la gestion. Prévoyant qu'une technologie encore plus poussée engendrera des tâches plus délicates et des immobilisations accrues, la gestion devra être mieux suivie. La mécanisation étant plus développée, ceci relèvera la production dans le domaine des produits alimentaires. Le regroupement des opérateurs comme des opérations reste donc une condition aussi essentielle que le regroupement des fermes proprement dites.

De toute façon, pour qu'une économie nationale ne fléchisse pas, il faut que tous les secteurs de l'activité économique soit à la hausse et que l'embauchage industriel ne dépérisse jamais. Au rythme où l'industrialisation progresse dans les pays dits développés et puisqu'à certains égards celle-ci atteint le point de saturation, ne faut-il pas pou-

poser que l'agriculture puisse recevoir éventuellement un peu plus d'attention ?

Au Canada, même si notre population n'est qu'à 14 pour cent rurale, l'industrie agricole représente 41 pour cent des revenus de la nation. Et dans un autre ordre d'idées, quand certaines populations ne consomment quotidiennement qu'un quarantième de notre diète, devons-nous nous apeurer d'un surplus agricole de 3 à 5 pour cent, quand en 1965 le taux de croissance économique national (produit national brut) se maintient à 9.1 pour cent ?

L'interdépendance des problèmes mondiaux, surtout en regard des marchés, exige une collaboration internationale englobant l'entraide technique comme financière. Quand ce dernier aspect est beaucoup moins de notre ressort, le premier l'est d'une façon irréfutable. En l'occurrence, l'inspiration étrangère sur le plan technique n'est donc pas une tactique de mauvais jugement. Après tout, si les idées mènent le monde, celles que l'on vient d'examiner nous mènent vers une plus grande appréciation de l'universalité et de la complexité des réajustements à implanter dans de nombreuses régions rurales canadiennes.



Une campagne Suisse, non loin de Lausanne. Chaque propriété est généralement formée de circuits pas toujours adjacents et de dimensions très variées. Le phénomène du regroupement et d'agrandissement des unités non viables dépasse en complexité celui que nous affrontons au Canada.



La cour d'une ferme à Landsburg en Bavière. Le propriétaire, de par ses qualifications et son avancement, s'est déjà mérité le titre de fermier-modèle. Ce titre de lauréat l'autorise à accepter en apprentissage des élèves se spécialisant en agriculture.

CHAPITRE VI

ARDA ET L'INDUSTRIE FORESTIÈRE AU PAYS

L'industrie forestière a enrichi tous les Canadiens et s'est acquis une place dans le commerce international. Lorsque la valeur des exportations totales de tous les produits indigènes du pays étaient de \$6.8 milliards en 1963, celle des produits forestiers représentait 27.2 pour cent.

C'est aussi sous la forme de pâtes et papiers que nos ressources forestières profitent le plus à l'économie nationale, même si à cette fin n'entre qu'un tiers seulement du bois récolté. Environ 90 pour cent du papier-journal produit au pays est exporté. Ajoutons cependant que les Canadiens sont parmi les plus avides lecteurs de journaux utilisant 56 livres de papier en moyenne par tête. En cela la nation canadienne vient au second rang après les Etats-Unis parmi toutes les nations du monde. La production des pâtes, papiers, cartons, planches murales et autres a une valeur de plus de \$2.0 milliards aux usines. Les

marchés pour les produits forestiers sont considérables, et alors qu'ils augmentent progressivement ils deviennent aussi de plus en plus compétitifs. Le Canada se doit donc d'améliorer constamment sa situation.

En 1964, la production du papier-journal a augmenté de 5.5 pour cent au Canada pour un volume total de 7.3 millions de tonnes. La même année, la production des Etats-Unis a également monté de 5.1 pour cent représentant un volume total de 2.0 millions de tonnes. Par ailleurs, les Etats-Unis achètent 75 pour cent du papier-journal fabriqué au Québec, ce qui représente 31 pour cent de tout le papier utilisé par les journaux américains. En 1950, cette proportion était de 41 pour cent. Ce décalage résulte de ce que la coupe des bois à pâtes, dans le sud des Etats-Unis, est passée de onze à vingt-sept millions de cordes durant la même période.

Situation à travers le monde

La production mondiale des produits forestiers a augmenté de 30 pour cent depuis 1956. Parmi les 78 contrées productrices, celles qui ont montré la plus forte augmentation sont les Etats-Unis, le Canada et la Russie. D'autre part, le Japon en six ans, a dépassé trois autres pays parmi les moyens producteurs, et il a même connu le plus fort pourcentage d'augmentation à l'exportation de tous les pays du monde.

Au cours des quinze dernières années la consommation mondiale du papier-journal a monté de 9.7 à 17.5 millions de tonnes. En 1960, les importations de pâtes de bois pour papiers et cartons par les pays de l'Europe occidentale en provenance des pays tiers, s'élevaient à 18 pour cent d'un volume global de 1,040,000 tonnes, quand la part du Canada était de 32 pour cent.



Au premier plan le Laboratoire fédéral d'essai des semences forestières à Macon, Georgie. Toute semence allant au reboisement est préalablement vérifiée au point de vue germination, pureté, etc. (Avec la permission du "U.S. Forest Service").

En papier fort, planches murales, rayon-
ne, cellulose et plastiques les Etats-Unis
produisent 28.1 millions de tonnes, soit
deux fois plus que le Canada et cinq
à six fois plus que la Suède, la Finlan-
de, le Japon et la Russie individuelle-
ment. La consommation mondiale de ces
derniers produits qui était de 47.4 li-
vres per capita en 1955 est montée à
58.8 livres en 1962, soit 11.4 pour cent.

La place tenue par la forêt dans l'éco-
nomie des peuples est de nos jours à la
hausse. Même si certains produits du
bois durent s'effacer devant des matiè-
res plastiques, jamais il ne s'est autant
consommé de produits de nos forêts que
depuis la dernière guerre et cette con-
sommation va sans cesse en augmen-
tant. Par exemple, le besoin en papier
des sociétés modernes est pour ainsi di-
re sans limites.

D'autres éléments sont venus apporter
une nouvelle activité aux utilisations du
bois. Grâce à des techniques nouvelles,
il est possible d'utiliser le bois dans la
production des contre-plaqués dont la
montée est véritablement étonnante. La
fabrication de panneaux de fibres est
également en augmentation constante,
quand d'autre part les industries de l'a-
meublement renouvellent leurs techni-
ques faisant ainsi appel à des quantités
croissantes de bois. En dehors de ses
qualités physiques, le bois est un com-
plexe chimique très riche et par consé-
quent une source de produits industriels
très divers.

Il apparaît donc que les forêts seront
pendant longtemps encore, et sans doute
toujours, un élément considérable de
l'économie. Leur défaut reste la lenteur
de fabrication qui contraste avec le ry-
thme de l'ère industrielle présente. Nos

forestiers, en un temps où tout est vites-
se, sont peut-être les seuls représentants
d'une branche de l'activité technique de-
vant établir des plans d'exploitations
qui portent sur des décennies et même
des siècles. Après tout, avant qu'une
épinette puisse livrer de bonnes plan-
ches, il faut presque qu'elle atteigne l'âge
jubilaire. En foresterie, la planification
doit donc toujours recevoir une attention
prioritaire.

Les bouleversements dont la consomma-
tion des produits ligneux a été l'objet
depuis un demi-siècle, ont aussi conduit
les technologues du monde entier à des
conceptions nouvelles d'exploitation des
forêts. Tout d'abord, ils se sont orientés
vers une sylviculture de plus en plus in-
tensive afin d'en obtenir une plus gran-
de productivité. Ensuite, ils ont dû met-
tre au point de nouveaux modes de pro-
duction faisant en cela appel aux scien-
ces les plus variées; telles que l'écologie,
la pédologie et même la génétique. Cette
dernière science a donc agrandi consi-
dérablement son domaine pour y
inclure celui des arbres. En plusieurs
pays, des efforts considérables ont été
accomplis surtout dans le sens de l'a-
mélioration et la sélection des semen-
ces, en regard de l'hybridation et du
greffage des essences, et aussi dans l'é-
tablissement de grandes pépinières de
multiplication.

Projets sylvicoles sous ARDA

Six provinces canadiennes ont déjà ainsi
mis sur pied des travaux sylvicoles. L'Île-
du-Prince-Édouard est en train de réali-
ser quatre projets de reboisement, tan-
dis que la Nouvelle-Écosse en a huit.
Dans cette dernière province, les projets
comprennent une assistance financière

pour surveiller les opérations d'éclair-
cissage dans les forêts privées, l'amé-
nagement d'une forêt municipale, la
construction de chemins d'accès en fo-
rêt et aussi des travaux de reboisement
sur des terres abandonnées. Le Nouveau-
Brunswick a lancé un programme desti-
né à amener les propriétaires à prati-
quer la sylviculture sur leurs boisés de
ferme; il a inauguré un service de ren-
seignements forestiers et a aidé au dé-
ménagement de certaines familles iso-
lées en territoire forestier.

Le Québec, par ailleurs, a organisé ou
agrandi plusieurs pépinières aux fins de
la multiplication d'arbres; il a élargi un
programme d'entraînement aux travaux
sylvicoles sur les boisés privés et il a fa-
vorisé le maintien d'une sucrerie expé-
rimentale. Même plus, il a procédé à
des relevés techniques sur les peuple-
ments de certaines régions forestières
typiques. L'Ontario, d'autre part, a fi-
nancé des travaux de reboisement dans
huit comtés et il en a fait autant dans
deux grands bassins hydrographiques.
Enfin, le Manitoba a poussé plus avant
le reboisement d'une forêt provinciale.

En résumé, 47 entreprises forestières
différentes ont été poursuivies au coût
total de \$2.5 millions de dollars au
cours des trois premières années d'exis-
tence de l'ARDA. Il va sans dire que
sous la nouvelle Convention ARDA ces
travaux connaîtront une expansion con-
sidérable.

Importance des pépinières

En 1965, les dix provinces canadiennes
ont planté 96 millions d'arbres dont 53
millions en Ontario seulement. A travers
tout le pays, les approvisionnements se
sont révélés nettement insuffisants. Si
l'on considère qu'il y aurait de 8 à 10
millions d'acres propices à la plantation,
dont 1.5 million seulement dans le Qué-
bec, et que le taux de plantation est de
1,000 arbres à l'acre, il en prendrait
quelques siècles, au rythme actuel de la
production, pour compléter cette tâche.
Aussi, ARDA a aidé à l'agrandissement
comme à l'établissement de 25 pépiniè-
res forestières dans l'Est canadien.

Pour accommoder quelques comtés de
l'Est du Québec, les deux pépinières
aménagées pourront produire, d'ici à
trois ans, 10 millions d'arbres. Cepen-
dant, il en faudrait 110 millions pour
subvenir aux besoins des terres forestiè-
res désignées. Ces deux pépinières vont
employer 30 hommes, alors que la plan-



La qualité d'un produit fini ne peut être supérieure à la matière brute qui le compose. Une
scierie bien organisée et bien approvisionnée de la région de Quesnel, C.A.



Les vastes forêts situées en amont de ce barrage régularisent les eaux et assurent une puissance d'énergie constante. Celui-ci est situé sur la rivière La Paix, à Portage Mountain en C.A.

tation des arbres disponibles va représenter 17,000 journées de travail, soit 340 hommes durant une période de 50 jours. Il y a donc là en plus une grande opportunité de créer du travail en milieu rural et dans une entreprise qui constituera un gagne-pain pour les générations futures.

Cartographie des territoires forestiers

L'inventaire des Terres du Canada, entrepris en vertu du programme de l'ARDA, a été formulé pour fournir des renseignements d'ordre technique au sujet des meilleures possibilités d'utilisation des terres marginales et sous-marginales, que ce soit pour la forêt, la faune, la récréation aussi bien que pour l'agriculture. En ce qui a trait aux aptitudes des terres à la production forestière, la méthode de classement a été élaborée en collaboration avec les provinces et leurs ministères concernés, des universités et du ministère fédéral des Forêts.

Le classement des terres selon leurs aptitudes à la production forestière comprend sept classes différentes. Une description sommaire de la classe 1, comprendrait des sols profonds, perméables, de bonne fertilité naturelle, bien drainés avec une productivité annuelle supérieure à 110 pieds cubes de bois à l'acre. Par opposition, la classe 7 représenterait des sols très minces reposant sur le roc ou des terrains organiques très humides, assujettis à une certaine toxicité ou à des extrémités climatiques et des conditions n'allouant qu'une productivité annuelle de moins de 10 pieds

cubes de bois à l'acre.

Signification des relevés aériens

Les relevés aériens actuellement en cours dans plusieurs territoires désignés par les provinces sont à la base d'une planification économique, pouvant mieux garantir l'exploitation raisonnée des ressources naturelles, y compris évidemment la forêt. Ces relevés aériens sont ensuite codifiés en raison des données pédologiques, écologiques et topographiques, tout ceci constituant un travail scientifique de premier ordre. Pour en arriver là, des cartographes, des pédologues, des écologistes, des techniciens en matière de récréation et de faune, de même que des économistes participent en groupe à ces études.

Dans le cadre plus particulier du classement des aptitudes forestières des terres, deux genres de cartes seront dressées. Une première série de cartes à l'échelle de 1:50,000e ou de 1:250,000e selon la province concernée renfermeront toutes les données techniques recueillies et synthétisées par l'ordinateur électronique. Ces caractères physiographiques seront par la suite analysés, en relation avec des données socio-économiques, de façon à illustrer l'organisation sociale, les structures démographiques et l'intensité des productions économiques existant dans les différentes régions.

Une seconde série de cartes à l'échelle de 1:250,000e seront rédigées suivant un système national et converties en planches en couleurs, dont l'intensité variant du vert foncé au mauve, suivant la prépondérance des sept classes officielles acceptées. Ainsi l'on verra plus rapidement les aptitudes respectives de chaque secteur géographique à une production forestière exacte.

Amélioration des essences forestières

Un peu partout dans le monde les arbres n'échappent pas à la génétique, ni à tous les aspects que cette science englobe dans l'amélioration de nos principales essences, soit la création de lignées supérieures, les essais de progéniture, l'hybridation et la multiplication des semences souche-élite. Même si au Canada, de pareils travaux techniques sont déjà en cours, il faut bien reconnaître, en toute humilité, que notre marche accuse un retard par rapport à certains



À l'arrière des bâtiments, la forêt prend progressivement sa revanche sur une ferme abandonnée des Maritimes. Sur ces terres labourées, même l'arbre sauvage croît avec une rapidité étonnante.

pays qui nous font grande concurrence sur les marchés mondiaux.

Néanmoins, quelques-uns de nos généticiens cherchent déjà comment accélérer la croissance des arbres et en améliorer la qualité. Tout en souhaitant que leur nombre grandisse sans délai, voyons un peu ce qu'accomplissent déjà ceux qui ont lancé les premières recherches scientifiques dans ce domaine. Reconnaissons tout d'abord que ces experts se doivent d'accentuer le rendement en faisant croître plus vite des arbres plus gros, tout en diminuant les pertes par les ennemis naturels. Pour en arriver à un tel résultat, il leur faut faire la cueillette de semences aux endroits où les diverses essences se sont révélées à leur meilleur. On s'en tient donc aux cônes des meilleurs arbres, afin de propager le plus tôt possible les aptitudes héréditaires apparemment les plus favorables. Vu la croissance lente des arbres, les bons résultats ne se feront certes pas sentir du soir au matin.

L'extraction des graines et leur culture, en serre et en pépinière, représentent des travaux élaborés, du fait qu'il faut les propager et les sélectionner. Dans les plantations, en rapport avec leurs caractéristiques génétiques d'abord, et ensuite ceux d'ordre botanique et sylvicole, comprenant la forme de l'arbre, la nature des branches, le taux de croissance, la densité des tissus ligneux et la résistance aux maladies et aux insectes.

Des meilleurs spécimens, l'on soustraira un certain nombre de clones qui serviront à des travaux d'amélioration génétique encore plus rapides.

Au surcroît, le généticien doit poursuivre son programme d'action tout en étudiant les aspects du milieu, soit le sol et le climat, lesquels importent extrêmement en regard de la croissance des arbres. Le généticien doit ainsi voir à ce que les facteurs, influençant les résultats obtenus, ne sont pas confondus les uns pour les autres, et en l'occurrence en mesurer autant que possible l'influence prépondérante de chacun. Du fait que les arbres de nos forêts se sont croisés au cours des âges et n'ont connu aucune purification artificielle, les beaux arbres sont donc des chanceux et la progéniture de ces chanceux n'offre pas la garantie de supériorité, parce que cette dernière peut bien n'en tenir qu'au site.

La génétique forestière est une jeune science, mais c'est tout de même par cette science que l'on créera les lignées d'essences particulièrement propices à nos grandes régions forestières. Planter des arbres ne signifie pas planter n'importe quoi. Il faut faire des créations et poursuivre des essais de progéniture même avec des arbres juvéniles, du fait qu'il y a une corrélation reconnue entre les caractères des arbres de 5 à 10 ans et ce que sera leur comportement, rendus à maturité. Avec la génétique, s'associent les sciences de la physiologie,

la pédologie, la pathologie, l'entomologie, la chimie et les techniques expérimentales. En somme une responsabilité hautement scientifique d'une grande portée économique.

Dans ce domaine de l'amélioration des essences forestières, certains des pays qui nous concurrencent le plus sur les grands marchés sont déjà loin en avant de nous. Par exemple, la Suède a 3,500 arbres "enregistrés", tous de choix et de haute valeur héréditaire connue, desquels l'on extrait chaque année la semence pour le programme national de multiplication des plantons. Ces derniers entrent d'abord dans les pépinières de vérification d'où, à part les indésirables, on les expédiera en masse chez les producteurs qui en soutireront finalement des revenus augmentés.

Naturellement l'ARDA ne touche pas à cette sphère d'activités scientifiques, mais d'autre part la portée bienfaisante des millions de dollars qu'il investit dans les pépinières et aux travaux d'afforestation sont toutes deux des activités, dont les bienfaits sont proportionnellement dépendants de la première. Si en plus de ces frais, l'on doit acquérir de l'agriculture marginale quelques millions d'acres de terre pour instaurer en milieux habités de nouvelles industries forestières, n'est-il pas juste d'avoir à l'origine des semences améliorées ? En cela il ne peut être question d'y aller à pas comptés.

CHAPITRE VII

ENTREPRISES ÉDIFIANTES DU SUD-AMÉRICAIN

Au Québec, l'industrie forestière est l'épine dorsale de l'économie; de fait 54 pour cent des produits manufacturés allant à l'étranger sortent des usines de papier. Parmi les producteurs de papier canadien exporté, le Québec se situe au premier rang avec 47 pour cent, suivi de l'Ontario 24 pour cent, la Colombie-Britannique 18 pour cent et les autres provinces 11 pour cent. L'atout québécois est que l'on possède, comme les pays Scandinaves, des forêts de conifères aux caractéristiques exceptionnelles et qui peuvent être converties économiquement en papier-journal et en pâte.

Au dire des connaisseurs, tout d'abord, le Québec est un territoire forestier d'où sortent annuellement plus de 30 millions de cordes de bois de pulpe et de fortes quantités de bois marchand. On estime en plus que la production des territoires les plus aisément accessibles pourrait être considérablement augmentée en appliquant, au cours de l'exploitation, des traitements appropriés, tels que le reboisement, l'éclaircissage et autres activités sylvicoles.

Néanmoins, il faut toujours craindre la concurrence et voilà que la Colombie-Britannique laisse présager une expansion spectaculaire de son industrie de la pâte et du papier. Cette province arriverait à produire à bon compte, du fait que ses réserves de bois sont considérables et de bonne qualité, que le climat de la côte de l'Ouest permet la coupe et le transport du bois en tout temps; enfin, parce que ses usines sont plus rapprochées des boisés.

D'autre part, dans d'autres pays, de nouvelles techniques ont déjà permis de transformer les feuillus — plus rapides

de croissance — en pâte à papier. Il apparaît que désormais les bois de peupliers, chênes, hêtres et autres pourront alimenter l'industrie papetière. De toute façon, on est encore loin de produire là le "newsprint" de choix et les papiers fins du Québec.

L'afforestation dans l'Est canadien

Dans cette partie du pays, on se désintéresse, dans une certaine mesure, des travaux techniques de l'afforestation sous prétexte qu'il existe une abondance de forêts sur des territoires d'une superficie illimitée. Peut-être bien que le moment est venu pour nous de mieux gérer cette abondance. Tout à côté du mirage d'une foresterie extensive où les rendements par unité de surface importent peu, il y a cette renaissance forestière dans les milieux agricoles en régression où, pour des raisons sociales, économiques et techniques, l'exploitation intensive de grands boisés aurait sa place. Au Québec, entre autre, où seulement 9 pour cent du bois entrant dans les pulperies vient des terres privées, il y aurait 1.5 million d'acres de territoire agricole abandonné prêt à reboiser, soit approximativement 15,000 fermes.

De toute façon, la rentabilité de la forêt éloignée est-elle indéfiniment assurée ? Cette forêt est généralement située sur un territoire accidenté, parsemé de gigantesques blocs rocheux et découpé par les glaciers qui ont jonché le sol de moraines. Sur une mince couche d'humus ou sur des terrains mal égouttés, et au surcroît sous un climat froid, la croissance de l'arbre accuse inévitablement une grande lenteur. En effet, une génération d'arbres équivaut probablement à deux

ou trois générations d'humains, alors que l'inverse pourrait bien être considéré comme un objectif réalisable.

Entre temps, le bilan de l'agriculture marginale et le réaménagement de la forêt sur des terrains agricoles abandonnés sont des problèmes urgents. Il est techniquement établi que la majorité des sols, dans nombre de paroisses assez délaissées, sont à vocation forestière. Aussi, la pauvreté en milieu rural se rattache à l'exploitation du sol et des autres ressources renouvelables principalement la forêt.

Quoiqu'il en soit, l'influence de cette dernière sur l'économie de certaines régions dans nos provinces forestières ne pourrait être prépondérante, sans l'acceptation de mesures rationnelles susceptibles d'en assurer un rendement optimum. En effet, l'on ne peut penser reconstituer de nouvelles forêts à grand coup de fonds publics en ces milieux, si l'on devait répéter les erreurs coûteuses du passé.

Tout en reconnaissant que l'afforestation n'a pas la faculté d'apporter des revenus substantiels à courte échéance, elle n'en constitue pas moins une alternative convenable d'aménagement rural pour certaines parties du territoire de plusieurs régions défavorisées. Une forêt bien accessible et sagement exploitée constituerait alors un gagne-pain pour de nombreux citoyens, favoriserait l'expansion de l'économie régionale, protégerait le sol contre l'érosion, enjoliverait le paysage et permettrait même l'établissement d'attractions touristiques.

De toute façon, l'on ne peut anticiper tous les bienfaits de cette évolution sans certaines réformes fondamentales; nous en signalerons deux en particulier. Tout d'abord, celle de l'expansion des pépinières régionales afin de fournir peut-

être dix fois plus de plantons pour satisfaire immédiatement à la demande accrue pour le reboisement. La seconde est celle de l'impulsion considérable à donner aux programmes d'amélioration scientifique des essences forestières, afin que l'on puisse éventuellement planter un maximum de sujets d'origine souche-élite.

L'industrie forestière au Piedmont, E.U.

Les producteurs canadiens de pâtes et papiers semblent s'inquiéter de la concurrence qui leur vient du Piedmont, c'est-à-dire le "pine-belt", qui comprend les états du Mississippi, Alabama, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Georgie, Tennessee, et certaines parties d'autres états environnants. Le récit de ce qu'il nous fut permis de voir en plusieurs endroits de ce vaste territoire vous fera mieux comprendre le bien-fondé des craintes des producteurs canadiens.

Tout d'abord, rappelons que cette immense région est recouverte de sols latérites rouges et fertiles peu résistants à l'érosion. Pourvue d'un relief accidenté et soumise à des pluies semi-tropicales d'une forte intensité, cette région était, il y a 100 ans, partie intégrante de l'empire de la culture du coton dans le Sud américain. C'est là qu'on retrouvait le prototype légendaire des fermes de 40 acres, cultivées par une population noire qui pratiquait le labour dans le sens de la pente du terrain, ce qui occasionnait des pertes de sol considérables. Cette vie rurale primitive fut, en deux occasions particulières, bien désorganisées; d'abord, lors de la guerre civile américaine il y eut l'appel sous les armes par les Confédérés. La seconde vint peu après le tournant du siècle, quand des épidémies successives de charançon du coton ravaageaient récolte après récolte.

Il s'ensuivit un exode vers les villes, surtout avec la révolution industrielle américaine née entre les deux grandes guerres mondiales. L'abandon des champs devait amener le reboisement naturel sur un vaste territoire. On se trouvait donc en face d'une mer de forêts, aux essences alors considérées impropres à la fabrication du papier, et d'un bois peu recher-

ché pour la construction.

Ce n'était là tout de même qu'une période transitoire. Avec l'extraction éventuelle des substances résineuses, à la façon dont nous récoltons la sève de nos érables à sucre, et surtout par la découverte du savant norvégien Erling Riis qui, au moyen du procédé de cuisson à base de bisulfure de sodium, permettait de fabriquer du papier kraft, on assista entre 1920-30 à une véritable "explosion forestière".

Cette révolution s'est par la suite continuée à pas de géant en raison des nombreux avantages naturels existants. D'abord, parce qu'il y avait une très grande superficie de sols fertiles, un climat favorable avec une température moyenne annuelle élevée et une forte pluviosité. Au surplus, on a mis la science forestière à la base de toutes les opérations, comme nul autre pays dans le monde entier.

Au nombre des méthodes scientifiques mises en application, nous pourrions signaler le plein usage de la génétique, en vue de créer des lignées adaptées aux principales sous-régions, et à la fois douées d'aptitudes industrielles recherchées. La plantation d'arbres sur de bons sols, de préférence à ceux qui à 5 pieds de profondeur reposent sur une couche d'argile; l'entraînement à la sylviculture des producteurs pour qu'ils en viennent à considérer la forêt comme une récolte qui paie en raison des attentions qu'elle reçoit; l'utilisation de plantons d'origine sélectionnée, évitant ainsi une pousse d'arbres hétérogènes que ni le producteur ni l'industrie ne recherchent.

Amélioration génétique des essences

Considérant que l'on plante 240 millions d'arbres annuellement dans cette région et qu'en plus, toutes ces pousses doivent préalablement subir les mêmes stades de vérification que nos propres semences enregistrées de céréales et de plantes fourragères, il y a donc là une mission de grandes responsabilités techniques. Ces millions d'arbres étant tous de lignées bien établies, les gouvernements et l'industrie se doivent de garder de nombreux généticiens à leur service pour continuer

indéfiniment l'amélioration de ces essences. Leurs travaux ont d'autant plus de signification, que la forêt recouvre 68 pour cent du territoire et que partout elle est régénérée artificiellement et non abandonnée aux grands hasards de la nature pour reconstituer son peuplement. Pour eux, l'on ne peut attendre 50 ou 60 ans pour qu'un arbre atteigne la maturité économique, pas plus que, arrivé à sa maturité, il ne soit un arbre quelconque, issu d'une semence indigène bâtarde.

Les généticiens, attachés aux institutions d'amélioration des semences, disposent aussi d'une équipe d'adjoints et d'un équipement élaboré comprenant laboratoires, serres, pépinières de vérification et aussi des vergers de multiplication pour mieux observer la performance de leurs propres sélections et en retirer la semence. Le gouvernement fédéral, les gouvernements de chaque état et les compagnies elles-mêmes conduisent ces travaux de recherche dans leurs stations expérimentales forestières où partout l'on découvre une collaboration exemplaire entre ces experts, comme entre ces institutions publiques et privées. On arrive ainsi à mieux aider les producteurs et à protéger l'industrie dans sa tâche d'abaisser les coûts de revient.

La planification entre également dans l'amélioration des essences forestières. Ainsi, l'arbre idéal de l'espèce préférée du "Slash pine", (pin des Caraïbes) que l'état de la Georgie préfère pour les besoins de l'industrie pulpière, est celui que les généticiens se doivent de développer et de propager toujours avec des caractéristiques bien exactes. Cet arbre idéal doit faire une pousse annuelle moyenne de 3 pieds et atteindre une hauteur de 20 à 25 pieds après huit ans, alors que débute l'éclaircissage. Cet arbre devra aussi augmenter son diamètre du tronc de ½ pouce annuellement, posséder une cime de sept pieds, des branches latérales de 3 ½ pieds, tandis que celles du bas auront la faculté de se dessécher hâtivement et progressivement. Enfin, un arbre qui aura une double résistance aux ennemis naturels, qui maintiendra un bon poids spécifique en dépit d'une croissance rapide, dont le contenu en substances rési-

Cette moissonneuse coupe l'arbre, l'ébranche, le sectionne et dépose les billes en cordée avec une précision étonnante. Elle opère à une capacité de 1.5 corde à l'heure et on la retrouve dans le comté de Baldwin, Alabama. Son efficacité est surtout remarquable dans les forêts sans trop de sous-bois ou dans les plantations.



neuses restera au niveau désirable fixé par l'industrie manufacturière.

C'est à la suite de longues recherches que l'on est arrivé à reconnaître ce prototype d'arbre qui donnera le maximum de revenus à l'acre, et dont la qualité en fera un préféré à l'usine. Pour qu'il en soit toujours ainsi, il faudra bien assurer sa pureté génétique, en assurer la propagation en le multipliant par millions dans les pépinières contrôlées par l'état, avant de se rendre à la plantation chez les producteurs progressifs.

Les généticiens qui sont liés aux besoins d'amélioration des essences forestières, que ce soit au service des gouvernements comme de certaines compagnies, ont préalablement reçu une formation scientifique fort poussée. Même plus, ils devront travailler de concert avec les experts d'autres sciences, puisque dans un programme d'amélioration des essences forestières, en plus des aspects génétiques, il faut concurremment étudier les caractéristiques morphologiques, physiologiques et chimiques des arbres.

Dans une pareille entreprise il y aura donc multiplicité d'opérations techniques, telles que la pollinisation contrôlée des spécimens choisis et la cueillette de la semence; il y aura: les essais de progéniture, les relevés de maladie, l'évaluation des aptitudes de croissance, base de la sélection; il y aura: la multiplication de clones et de scions greffés et, à l'occasion, la pratique de l'hybridation entre lignées et même entre certaines espèces. Des échantillons des stocks considérés les meilleurs seront ensuite plantés chez des producteurs, situés à des endroits choisis à l'avance, afin de s'assurer d'une bonne adaptation à l'ensemble des conditions du milieu où ils seront éventuellement propagés en masse. En somme, une tâche formidable mais fondamentalement liée à la productivité, gage de la réussite de cette industrie en tout pays forestier qui compte survivre à la concurrence sur les marchés mondiaux.

Et pour eux, même s'ils sont en face d'une abondance forestière, ils sont résolus à bien administrer cette abondance afin d'en vivre mieux aujourd'hui et davantage dans l'avenir. De fait, ce que nous avons vu et appris chez eux nous a rendus envieux, même si nous savons que déjà des travaux génétiques du genre sont en cours à nos stations expérimentales de Petawawa et de Maple. Faire encore davantage à ces deux endroits, et même ailleurs, nous libérerait de la très profonde inquiétude que nous entretenons à l'endroit de notre grande industrie

forestière qui ne jouit pas des mêmes avantages naturels.

Evidemment, l'immensité de nos forêts vierges québécoises peut bien compenser pour ces investissements scientifiques, mais ce ne peut être que pour un temps. Notre système d'une récolte d'arbres pour deux générations d'humains est passablement vulnérable comparée à la double récolte que ces régions obtiennent pour chaque génération humaine.

Importance économique de l'industrie

Dans les six états du Piedmont forestier, 80 moulins étaient en opération en 1963, utilisant au-delà de 27 millions de cordes de bois venant de 1,825,497 producteurs, soit 70 pour cent des approvisionnements totaux. La superficie en forêt commerciale était de 197.5 millions d'acres, dont 21.9 millions appartenaient aux compagnies opératrices de moulins; les autres appartenaient à des petits et moyens producteurs ayant chacun des superficies assez variables. Dans ces six états forestiers du Piedmont, 69 pour cent des familles rurales possèdent 65 pour cent des forêts et en vivent presque exclusivement. Environ 23 pour cent avaient moins de 100 acres; 35 pour cent de 100 à 500 acres; 21 pour cent de 500 à 5,000 et 11 pour cent de 5,000 et plus. Chaque jour, 50,000 cordes de bois sont converties en 30,000 tonnes de pulpe dont 70 pour cent de la matière brute vient des petits propriétaires indépendants.

L'industrie emploie 90,923 hommes dans les moulins et 104,434 au dehors et dans les forêts. Il y avait aussi 1,351 ingénieurs forestiers préposés aux fonctions d'administration et à la recherche scientifique. En une seule année, les compagnies elles-mêmes produisirent 241,400,981 arbres dans leurs 17 pépinières où le gros de cette production allait à 37,476 petits producteurs. De part et d'autre, la somme de \$26.8 millions était dépensée cette même année à l'agrandissement des boisés, au bon maintien des forêts existantes, et aussi au perfectionnement des producteurs, puisque l'on a donné 171 cours d'initiation à la sylviculture pour le bénéfice de 1,501 futurs jeunes propriétaires de boisés.

Sur ce sujet, il y aurait avalanche d'autres faits intéressants à porter à l'attention de tous ceux qui sont associés à notre renaissance forestière. Cette révélation forcément condensée nous fait tout de même voir quelques-uns de leurs atouts de concurrents.



Certaines espèces de pin produisent une sève résineuse particulièrement abondante, même que certaines lignées ont été sélectionnées à cette fin. Les états du Piedmont en sont les principaux producteurs du monde.



Dans les forêts de résineux réservées à la production des pâtes et papiers, on se libère des feuillus et autres indésirables, au moyen de cet appareil qui injecte un herbicide. On voit ici l'inventeur de l'appareil, M. Morgan de Catawba, Caroline du Nord.



Une jeune plantation de "Slash pine" (*Pinus caribea*) grande de 50 acres établie au taux de 600 arbres à l'acre, près de Mobile, Alabama.

CHAPITRE VIII

ARDA ET LES PÊCHERIES CANADIENNES

Depuis le début de l'humanité, la pêche a été l'un des principaux moyens de subsistance, même que la lutte mondiale contre la faim ne pourrait être gagnée sans une plus grande utilisation des ressources alimentaires de la mer. En effet, la pêche est devenue aujourd'hui la principale source de protéine animale essentielle aux besoins d'alimentation des populations de nombreux pays.

Situation mondiale

Du point de vue mondial, la pêche a presque doublé depuis l'après-guerre, la grosse part de cet accroissement venant de l'essor spectaculaire des pêcheries de l'Amérique du Sud. L'assistance directe et indirecte des bateaux de pêche modernes, et l'expérience technologique en matière de pêche que les Nations-Unies et de nombreux pays industrialisés ont accordée à des pays moins fortunés, ont accru le total des prises de poisson dans l'ensemble du monde de plus de 150 p. 100 entre 1948 et 1964. Au Canada même, la production s'est accrue de 30 p. 100 durant les quatre dernières années.

Alors que la valeur du commerce mondial du poisson et de ses sous-produits a triplé durant la période de l'après-guerre, le Canada, lui, a depuis ce temps maintenu

sa position comme second plus grand exportateur (184 millions de livres en 1964), venant immédiatement après le Japon (248 millions de livres). Lors même que l'augmentation de la production mondiale du poisson ait dépassé de beaucoup l'accroissement de la population du globe, et qu'une expansion encore plus grande soit nécessaire, l'on reconnaît toutefois que ces ressources ne sont pas inépuisables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on réclame, avec de plus en plus de force, l'imposition de meilleures mesures de conservation.

En effet, le grand problème de la protection des ressources de poisson du monde réside dans la nécessité d'obtenir la coopération des nombreux pays qui se partagent la pêche dans une région donnée. En cela, le Canada donne l'exemple au monde entier, puisqu'il est maintenant partie signataire à sept accords internationaux relativement à la conservation des pêcheries des trois grandes régions de pêche qui le concernent.

Les pêches canadiennes

Bien que le Canada soit un grand pays de pêche, les Canadiens sont loin d'être de bons consommateurs de poisson. La consommation, per capita au Canada, des

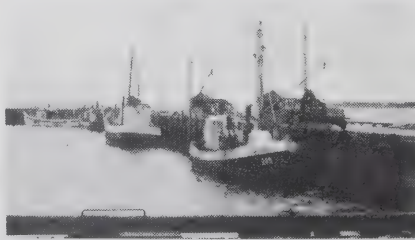
divers types de poisson et des crustacés n'atteint pas 15 livres, comparativement à 60 livres au Japon. Ainsi l'O.A.A. établit que le poisson ne représente en poids que 1.4 p. 100 des aliments consommés annuellement par les Canadiens.

Pendant que les flottilles de plusieurs nations doivent parcourir de grandes distances, celles du Canada se limitent aux riches pêcheries du littoral Atlantique et du Pacifique. Même si le Canada prend plus de poisson dans le secteur nord-ouest de l'Atlantique qu'aucun autre pays, mentionnons que sa part ne représente guère plus qu'un quart de toutes les prises de cette région. Dans le Pacifique-Nord, la part des pêcheurs canadiens représente moins de 10 p. 100 du total.

La production canadienne de poisson de mer sur le littoral de l'Atlantique en 1965, a été de 1,675 millions de livres, dont 6,500 millions livres de morue. Sur la côte du Pacifique, le total des prises dépasse les 620 millions de livres. Bien que la pêche au saumon n'ait donné que 15 p. 100 des prises en poids, elle valait néanmoins plus de 50 p. 100 du total en valeur. Les apports de toutes les pêches du Canada qui se sont élevés à 2.5 milliards de livres sont répartis entre la côte du Pacifique 25 p. 100, les lacs de l'intérieur 5 p. 100, et la côte Atlantique 70 p. 100.



A Pictou, N.E. on se sert de petites chaloupes pour la pêche côtière du homard.



Caraquet, N.B., des pêcheurs appareillent dès la "barre du jour".



Shippegan, N.B., les usines de préparation du poisson regorgent d'activités.

En notre pays qui possède bien près de la moitié de l'eau douce du globe, dépassant en cela de beaucoup tous les autres pays du monde, la pêche commerciale dans les eaux intérieures (lacs et rivières) s'est élevée entre 100 et 135 millions de livres.

En 1965, la valeur de la production de l'industrie canadienne de la pêche a dépassé \$300 millions. Les prix du poisson ont monté avec régularité depuis un certain nombre d'années, soit deux fois plus rapidement que les prix en général, à cause d'une demande plus forte des produits semi-luxueux comme le homard et le saumon. Nos exportations de produits de la pêche ont été évaluées à plus de \$200 millions en 1965. Les Etats-Unis demeurent notre meilleur client (90 p. 100), suivi de la Grande-Bretagne.

Même si l'apport des pêcheries du Canada à l'économie générale n'est pas aussi considérable que celui de quelques autres industries, son importance est très grande, en raison de l'emploi et de la subsistance qu'elle accorde à plusieurs milliers de Canadiens. Parce que l'évolution technologique de la pêche est peut-être plus englobante que dans bien d'autres activités économiques, il importe d'accorder les moyens techniques capables de bien orienter cette industrie.

Au total, nos pêcheries maritimes et intérieures procurent de l'emploi à temps entier ou partiel à quelque 81,000 personnes, sans compter les milliers de personnes qui travaillent à la préparation et à la mise en vente. Au Québec, par exemple, la flotte hauturière groupe 90 chalutiers de bois et 13 d'acier sur lesquels travaillent 450 personnes d'équipage. Ces chalutiers desservent huit usines de préparation et de transformation, où sont employées 800 personnes. Par ailleurs, les chantiers maritimes ont un effectif d'environ 50 personnes. Disons, cependant, que cette flotte ne représente que 60 p. 100 de la capture de poisson de la province.

Pêcheurs-unis du Québec

Cette association coopérative compte plus de 2,000 membres. Actuellement, elle procède au remplacement d'un certain nombre de chalutiers de bois par des unités de pêche de plus grande classe, afin d'aller jusqu'aux Bancs de Terre-Neuve déjà parcourus par les navires russes qui y opèrent de véritables usines flottantes. Une telle innovation apportera à l'industrie de la pêche du Québec une impulsion fort significative. Cette organisation

des pêcheurs-unis exporte 90 p. 100 des 36 millions de livres de poisson que ses membres retirent des eaux durant une saison de pêche. Comme les livraisons à l'exportation doivent être contingentées régulièrement toute l'année, on sera ainsi moins ennuyé par la traditionnelle durée de pêche de six mois.

La valeur actuelle des produits de leur pêche est de \$5 millions annuellement; alors qu'avec un chalutier d'acier d'une longueur de 150 pieds permettant des randonnées plus au large, on compte augmenter considérablement le volume des prises. D'autre part, les membres de cet équipage, comme les autres qui suivront, seront requis d'acquiescer un entraînement plus poussé afin d'en assurer la pleine efficacité.

Puisqu'un chalutier a un équipage de 16 hommes seulement, un bon nombre de pêcheurs-membres ne pourront bénéficier de plus de travail sous ce nouvel aménagement. Evidemment, nombre d'entre eux pourront encore pratiquer la pêche côtière, alors que les autres seront entraînés pour des occupations de transformation à l'usine. Encore là, un certain nombre d'entre eux pourront tirer profit des mesures nouvelles de réadaptation et de formation technique, afin de se tailler une place dans les domaines connexes de cette industrie traditionnelle. D'ailleurs, ces mesures ont reçu l'assentiment général des membres de cette coopérative.

Ces gens d'expérience réalisent pleinement que deux grandes conditions fondamentales sont essentielles à la survie de leur industrie. La première comprend l'obtention d'un équipement moderne, et la deuxième consiste en une formation obligatoire plus poussée des équipages, à mesure que la jauge des navires augmente. Après tout, des efforts extraordinaires s'imposaient pour faire progresser leur industrie au même rythme que dans certaines provinces de l'Atlantique. De plus, les pêcheurs se doivent de conquérir davantage le marché d'exportation, même si la concurrence y est très vive.

Pour faire face aux contraintes qu'impose l'évolution technologique aux adeptes de la pêche, les gouvernements subventionnent généreusement leur industrie. Ainsi en 1963, les gouvernements fédéral et provincial ont accordé des subventions au montant total d'un peu plus de \$8 millions. Le but de ces subventions est de faire passer le plus rapidement possible cette industrie de sa forme artisanale à la phase industrielle. De telles subventions ont porté sur la construction de quais, de bri-

se-lames, l'aménagement des facilités portuaires, la formation du personnel et autres, sans compter l'assistance financière pour l'achat de gros chalutiers. D'autres sources sont consacrées à la rénovation des usines de transformation lesquelles doivent accommoder une plus grande diversité d'espèces de poisson et un plus fort volume.

ARDA et les pêcheurs

Nous comptons, au pays, de nombreux pêcheurs marginaux retranchés dans des villages isolés le long de nos régions côtières. Avec les transformations rapides et même drastiques de l'industrie de la pêche, nombre d'entre eux n'arrivent pas à obtenir un revenu suffisant permettant d'accorder des conditions de vie convenables à leur famille. Même plus, ils ne sont pas en mesure de faire les dépenses nécessaires pour l'achat d'un équipement plus efficace et plus moderne.

Toutes ces améliorations sont coûteuses et pas toujours à la portée financière de la petite unité coopérative, encore moins du pêcheur indépendant. Face à ces circonstances difficiles et à l'évolution de l'industrie, les gouvernements ont mis de l'avant un programme de formation technique pour ceux qui veulent continuer à pratiquer leur métier de pêcheur. Aussi, on a inauguré un plan de réadaptation et de formation spécialisée à l'intention des pêcheurs qui se destinent à travailler dans l'industrie.

En association avec les gouvernements provinciaux, l'ARDA a mis sur pied une série de projets en vue d'aider les pêcheurs. Dans cette catégorie fort diversifiée de projets, nous signalons entre autres:

(a) Relevé des ressources humaines et physiques d'une région-pilote d'aménagement en territoire acadien, préalablement à une programmation globale des mesures qui assureront le progrès de cette industrie.

(b) Etude socio-économique de la main-d'oeuvre dans quelques régions de pêcheurs de l'Est canadien comprenant l'état des revenus, les dépenses, l'instruction, la formation, les relations familiales et les responsabilités.

(c) Programme-pilote destiné à améliorer les pêches et le traitement du poisson dans certaines régions côtières de Terre-Neuve.

(d) Analyse des données de base sur les revenus disponibles de 400 pêcheurs Terre-neuviens en vue de l'élaboration de politiques sur leur réadaptation.

(e) Etude des moyens d'accroître les possibilités d'emploi sur la côte de Terre-Neuve, par de meilleurs méthodes de cueillette et de commercialisation des produits de la pêche.

(f) Modernisation des stations de collecte du poisson en territoire gaspésien y compris l'agrandissement des usines correspondant à la modernisation de la flotte de pêche.

(g) Amélioration de l'industrie du homard par la centralisation et la modernisation des installations de mise en conserve et la construction de viviers artificiels dans quelques endroits des Iles-de-la-Madeleine.

(h) Installation d'appareils de fabrication de la glace pour fins d'entreposage et d'emballage du poisson en quelques lieux de la Gaspésie.

(i) Aménagement d'un canal de dérivation sur la rivière Métis afin de permettre le libre passage du saumon vers les frayères.

(j) Construction de rampes mécaniques permettant la mise à l'eau et le hâlage des chalutiers dans quelques ports gaspésiens.

(k) Relevés économiques du potentiel piscicole du grand lac Winnipeg et des recherches biologiques en vue de l'élimination des espèces indésirables.

(l) Inventaire des pêcheries dans quelques lacs septentrionaux des provinces des Prairies.

En somme 47 projets aussi différents les uns des autres, à cause des conditions va-

riables, ont été réalisés dans sept provinces canadiennes au coût total de \$3 millions environ. Une forte partie de cette somme a été affectée à la province de Québec.

Recherches piscicoles d'envergure

Le programme ARDA ne peut être dissocié des travaux de recherches essentiels à la promotion de cette industrie. Lors d'une récente Conférence fédérale-provinciale de la pêche, on a élaboré un programme susceptible d'assurer l'expansion de nos pêches commerciales. La toute première réforme envisagée a trait à l'amélioration des pêches hauturières qui exigent de grands chalutiers modernes comme de puissants navires de pêche à la seine. Avec ces embarcations de plus fort calibre, on vise à hausser l'efficacité de la pêche et à relever le revenu des pêcheurs.

La côte Atlantique est bien pourvue de nombreuses espèces et des explorations seront entreprises en vue de trouver la meilleure exploitation de ces stocks. L'essai de matériaux synthétiques pour augmenter la capture du poisson au filet, les techniques de chalutage pour la capture des poissons de fond suivant un système de "pêche-arrière", constituent à l'heure actuelle la perspective de solution à certains problèmes majeurs.

Des explorations ont aussi été inaugurées dans les eaux de l'Atlantique qui paraissent renfermer de la crevette, laquelle espèce pourrait constituer une entreprise profitable. Les nombreuses transformations

des centres de ramassage de poisson frais, comme la rénovation des "chafauds" communautaires utilisés pour le poisson salé, constituent des activités subventionnées en vue de fournir la qualité des produits. Une autre forme d'entraide consiste à fournir l'aide financière aux pêcheurs qui désirent quitter leur village pour aller vers des endroits où les perspectives d'emploi seraient meilleures.

En plus d'aider les pêcheurs à se procurer de meilleurs navires de pêche, les opérateurs de ces derniers peuvent aussi obtenir une assurance-groupe moyennant le versement d'une prime fort raisonnable contre la perte totale ou partielle de leurs navires. Dès le début de l'année 1966 par exemple, 8,355 navires d'une valeur de \$31 millions étaient déjà assurés sous ce régime.

Le paiement de subsides aux producteurs de poisson salé trop éloignés des usines, ou manquant de moyens de transport, a été poussé au point d'égaler le revenu de ceux qui peuvent vendre du poisson frais.

L'industrie de la pêche a aussi besoin d'autres recherches comme celles sur l'utilisation des ressources sous-exploitées, sur l'amélioration des méthodes de manutention et de congélation des nombreuses espèces de poisson, ainsi que sur la mise au point de nouveaux sous-produits du poisson.

Le programme ARDA, grâce à ses investissements de nombreux capitaux, peut faire beaucoup pour l'expansion de cette industrie qui se doit d'être bien orientée et tirer avantage des fruits de la recherche.

CHAPITRE IX

EMBELLISSEMENT DES CAMPAGNES ET TOURISME

Au Canada français, dès 1872, Cacouna était déjà un centre renommé de villégiature, avec une grève qui, en saison estivale, faisait les délices des Montréalais et des Ontariens. Encore là, peut-on voir les anciennes résidences privées de Sir Montagu Allan, constructeur des premiers chemins de fer canadiens et de la ligne Transatlantique Allan, de même que la maison de la famille Molson. Vers ce temps, les excursions de fin de semaine en chemin de fer, comme les voyages Montréal-Québec-Rivière-du-Loup sur le bateau "Magnet", faisaient la joie des villégiateurs. De Rivière-du-Loup à Cacouna, on effectuait le voyage en calèche, au prix de \$1.00 par personne. A cette époque, il n'était pas rare de voir, certaines fins de semaine, plus de 2,000 touristes affluer vers Cacouna.

De nos jours, c'est par millions que les gens vont en congé d'été vers la campagne. Ils veulent se déplacer et changer de routine, éviter la cohue qu'ils ont connue toute l'année pour aller en camping, en excursion, en grand hôtel ou sur la plage. C'est même avec une certaine terreur que les responsables mondiaux du tourisme voient approcher l'an 1980. Espérons que cette même "terreur" surviendra prématurément en notre pays... aussi tôt qu'en l'an 1967!

Les vrais facteurs du tourisme sont aussi bien la curiosité que le besoin de repos, où la culture et le délasserment trouvent un égal profit. D'autre part, des millions d'individus fréquentent, en famille, presque à chaque fin de semaine, les endroits de villégiature, même dans les régions défavorisées, mais où l'espace vital de grand air est en plus grande abondance.

Dans un autre domaine sportif: 160,000

familles canadiennes utilisent leur propre embarcation nautique et la demande augmente à un tel rythme que 200 firmes manufacturent annuellement 40,000 unités de tout calibre.

D'autre part, en Saskatchewan, les visiteurs dans les parcs de récréation augmentent de 15 p. 100 annuellement; même qu'en 1964, 400,000 automobiles et 2.0 millions de gens ont visité douze parcs provinciaux. A parts égales, sous l'entente ARDA, le gouvernement fédéral et la province de Québec vont dépenser en 1966, \$562,000 pour aménager huit parcs provinciaux et dix-huit terrains de camping. De cette façon, non seulement les gens des régions avoisinantes seront favorisés, mais il y aura en plus des facilités pour les touristes éloignés et du travail pour quelques citoyens locaux. D'autres provinces en feront tout autant.

Une des premières, sinon la première beurrerie du Canada située à St-Denis de Kamouraska. Cette usine a non seulement une valeur historique, mais possède également un attrait touristique auquel il convient de songer sérieusement.



Revenus du tourisme

Au Canada, cette industrie se classe au troisième rang parmi les plus importantes sources de revenus. Seuls, le papier journal et le blé la dépassent. En 1964, les villégiateurs ont dépensé \$661 millions au Canada; 89 p. 100 étaient des Américains et 10.9 p. 100 venaient d'autres pays. On compte qu'en 1967, cette industrie dépassera le billion de dollars en devises étrangères. Au cours des cinq dernières années, le nombre des visiteurs dans les parcs nationaux et sites historiques canadiens est monté de 900,000 à six millions, dont 85 p. 100 étaient des Canadiens. De cette augmentation, l'Île-du-Prince-Édouard a profité le plus, soit une augmentation de 515,000 en une seule année. Située à proximité de plusieurs grands centres américains et canadiens, l'Ontario soutire déjà 50 p. 100 des sommes dépensées par

les touristes américains, le Québec, lui en obtient 17 p. 100, la Colombie Britannique, 13 p. 100, les Maritimes, 8 p. 100 et les Prairies, 6 p. 100.

D'autre part, il faut envisager l'expansion de cette nouvelle industrie en association avec le développement de nouvelles facilités d'accueil et dans le cadre d'un réaménagement des ressources naturelles dont cette industrie dépendra de plus en plus. Lors même que le touriste anticipera couvrir la distance de son domicile à l'endroit de villégiature en hâte et en vitesse, une fois rendu, il voudra se métamorphoser en un contemplateur langoureux et lymphatique des belles choses de la campagne. C'est dire qu'une première condition à satisfaire, est une législation détaillée protégeant le visiteur aussi bien que les ressources naturelles qui le captivent.

Quand la crise de la récréation a pris de l'ampleur après la Seconde guerre mondiale, nous ne l'avions guère prévue et nos connaissances étaient alors assez limitées. Toutefois lors de la Conférence sur les ressources et notre avenir, on a donné aux problèmes de la récréation une attention toute particulière. Des organismes comme la Commission du développement économique des provinces Atlantique, le programme ARDA et autres ont aussi contribué à la compréhension et à l'expansion de cette industrie nouvelle. Ces deux premiers organismes ont convenu qu'il fallait d'abord énoncer des plans élaborés d'aménagement des sites et des facilités, tant au niveau national que régional. On a aussi reconnu qu'il fallait donner une formation technique appropriée aux futurs dirigeants de cette nouvelle industrie, et promouvoir l'éducation populaire en regard de l'utilisation et de la préservation des richesses qui font partie intégrale de tout cet outillage récréatif national.

Le Canada avec ses quatre saisons, sa topographie changeante et sa faible population est, au fait, une région touristique

fort invitante et facilement accessible. En somme, visiter dix provinces canadiennes c'est voir autant de contrastes et de beautés naturelles que dans dix petits pays, surtout pour la population canadienne dont 43 p. 100 n'a pas encore voyagé en dehors de sa propre province.

Évolution du tourisme

Les goûts du sport et de la récréation en plein air seront plus prononcés à mesure que la proportion des citoyens s'établissant en ville augmentera, que l'éducation avancera et que le modernisme permettra des journées de travail encore plus courtes.

Le directeur de l'Association canadienne du tourisme estime que de 5 à 10 p. 100 de la main-d'oeuvre du pays dépend du tourisme. Selon lui, l'investissement requis pour créer un emploi dans l'industrie du tourisme est moins élevé que dans toutes les autres industries. En effet, le tourisme est devenu aujourd'hui une industrie majeure, en ce qu'il apporte d'immenses avantages à l'économie des régions bien situées et soucieuses de l'encourager.

Quant aux dépenses totales découlant du ski, la Nouvelle-Angleterre seule recueille \$150 millions annuellement. Les citoyens de nos principales villes canadiennes dépensent proportionnellement autant et il est courant pour de nombreuses familles de franchir, chaque fois, 100 milles pour se trouver des pentes de ski bien aménagées.

Cette évolution sera également stimulée par une plus grande mobilité routière, en mettant l'accent sur la sécurité et la rapidité. C'est dire que la distance n'est plus l'obstacle d'autrefois, pas plus que le tourisme est à notre époque un privilège uniquement réservé aux gens aisés. De fait, la masse des touristes actuelle est constituée de familles ouvrières qui ont économisé toute l'année pour s'accorder une vacance substantielle et profitable.

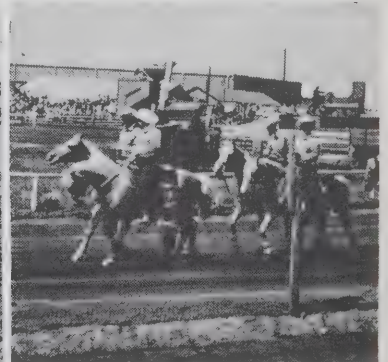
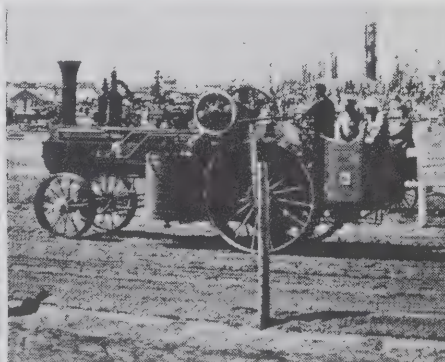
Ainsi l'Américain qui a lu, un peu dans ses magazines, sur nos gens et notre terroir, désire voir de ses propres yeux le pays d'origine de ces vaillants explorateurs qui ont accompagné Joliet et Marquette dans la découverte du Mississippi, ainsi que ces



Tous ces articles de l'outillage agricole ancien de Grande-Bretagne se trouvent dans le musée de l'Université Reading. Tout en servant de matériel d'enseignement aux étudiants du pays, ils constituent un grand attrait pour les visiteurs étrangers.



La ville de Saskatoon tient chaque année sa "semaine des pionniers" en hommage aux vaillants fermiers qui ont développé les Prairies canadiennes, lesquelles constituent maintenant l'un des grands greniers du monde. Ci-dessous apparaissent trois stades particuliers de l'évolution agricole du grand "Pionnera" qui attire chaque fois des foules considérables et sert de vivantes leçons aux générations futures.



régions agricoles d'autrefois qui ont assuré l'approvisionnement en vivres de leur armée en pleine guerre civile.

De toute façon, voici comment se projette toute cette industrie aux Etats-Unis où les tendances se rapprochent grandement des nôtres. Quand le millage moyen par personne fut de 2,230 milles en 1940, 4,170 en 1960, l'on estime qu'il sera de 6,800 en 1976 et ce millage se fera aux 7/8 en automobile.

Pour le pays entier, quand le revenu moyen per capita disponible pour le confort et la récréation se chiffrait de \$1,970 en 1960, il sera de \$2,900 en 1976. Aussi la durée des vacances passera de 2.0 à 2.8 semaines en moyenne pour toute la nation.

Embellissons nos campagnes

Quiconque voyage à la campagne subit l'influence prépondérante de tout ce qu'il lui est permis d'observer. Si, d'une part, il est impressionné par la propreté des habitations et l'attrait des décors naturels de la région, il s'y attardera davantage et il ne manquera pas d'y retourner. Au contraire, s'il lui est donné de voir un pays peu pittoresque, des villages délabrés, des résidences dénudées d'arbustes, de fleurs et de verdure, il en gardera le souvenir d'une population peu attachée à son patelin et à sa communauté. Plus conséquent encore sera le fait de laisser croire que la prospérité est inexistante.

Le paysage de nos régions agricoles est enjolivé par des ormes géants, qui ont fait le délice de plusieurs générations de résidents et de nombreux voyageurs étrangers. Or, nous savons que cette essence est, de par tout le continent américain, affectée par une sérieuse maladie qui éventuellement pourrait bien les éliminer tous, puisqu'après bien des années de recherche, l'on n'entretient guère la possibilité de l'enrayer. Il est donc urgent de les remplacer par de nouvelles plantations. Une première décision serait de connaître quelle autre essence les remplacerait le plus avantageusement ? Ici, l'avis des meilleurs experts est requis. Entre temps, certains opinent en faveur d'un autre feuillu comme l'érable rouge ou l'érable argenté, tandis que d'autres, craignant que nous arrivions trop en retard, proposent l'épinette de Norvège.

Quelle que soit l'essence choisie, il faudrait dès maintenant faire les préparatifs en vue d'obtenir une abondance de plants qui seraient disponibles d'ici trois ou quatre ans. Après tout, il se passera tout

de même quelques décennies avant que ces arbres atteignent leur maturité, c'est-à-dire le moment de manifester leur entière splendeur et d'apporter le maximum de bienfaits, notamment l'enjolivement de nos campagnes et l'apport d'ombrage à nos animaux.

Sites historiques ruraux

Tout en reconnaissant que les grands événements politiques et militaires de notre histoire sont assez bien révélés à nos gens comme aux visiteurs étrangers, par l'érection et le bon maintien de nombreux sites historiques, il n'en est malheureusement pas de même pour nos pionniers ruraux. En effet, l'oeuvre accomplie par ces vaillants devanciers agricoles et forestiers, qui conquièrent le pays sinon avec le fusil et l'épée, du moins avec la charrue et la hache, n'est pas assez signalée aujourd'hui à l'attention de leurs descendants. Où peut-on voir le souvenir de ces grands et très modestes patriotes, qui plus que toute autre classe de la société, connurent les pires tribulations ? Si souvent leur sort en fut de grande misère matérielle et des plus cuisantes souffrances morales, alors qu'ils s'acharnaient à convertir avec un outillage primitif des terres recouvertes d'une épaisse forêt vierge.

Toutefois, ce sont bien ces terres empreintes de leurs durs labeurs qui ont constitué à l'origine les ressources essentielles au lancement des premières industries canadiennes, c'est-à-dire l'agriculture et la foresterie. Du coup, ils ont ouvert des terres pour leurs propres enfants et pour une armée de familles venues misérablement de l'étranger soutirer des bénéfices alimen-

taires et économiques du grand sol canadien.

De toute façon, il n'existe guère de sites historiques ruraux, ni de musées agricoles où l'on puisse parfaire l'éducation des enfants d'aujourd'hui sur la vie d'autrefois, ni sur l'outillage agricole des générations anciennes. Le résultat est donc, qu'à l'ère industrielle où nous vivons, tout est ignoré des vieilles choses et des vieilles gens. Heureusement que nous avons conservé au moins "Séraphin", avec son histoire des "ruraux" d'en haut ! Henri Noilhan a écrit : "L'évolution historique de l'agriculture canadienne débute au Canada français où une agriculture familiale a lutté avec acharnement pour reconquérir la maîtrise du pays. Il est permis de dire qu'une des plus belles pages de l'histoire mondiale a été écrite par les Canadiens français et c'est une page d'histoire paysanne".

Villages historiques en Ontario

Il faut féliciter la province de l'Ontario d'avoir organisé son "Upper Canada Village", une des grandes attractions touristiques de cette province. Ce centre rural encaisse chaque année des revenus considérables, (\$1,024,000, en 1965) sans compter ce qu'il rapporte indirectement à la région immédiate et aux gens qui pourvoient à l'accommodation des visiteurs. En 1965, on estime à 224,600 les visiteurs de ce village historique, et à 157,000 les familles qui ont séjourné dans les alentours. En 1966, on agrandira ce village, déjà grand de 45 acres, afin d'ériger les constructions où seront exposés les outils dont se servaient les forestiers vers les années 1840.



Au tout début du printemps, la cabane à sucre ne manque pas de faire le délice des citadins. Celle-ci est située dans la vallée de la Gatineau, P.Q. On lui a donné un cachet touristique qui rapporte bien.

Cette province fait encore davantage dans ce domaine, puisque l'on procède déjà à la reconstitution de la première colonie française en pays huron. Cette dernière avait été fondée par Champlain en 1615, sur les bords de la baie Georgienne. On retrace l'existence de la première ferme de l'Ontario, mise sur pied par les Pères Jésuites en 1639, dans l'ancienne petite localité appelée Ste-Marie des Hurons. Actuellement, on est à rebâtir, de toute pièce et à grands frais, cet établissement historique, auquel sera associé un musée retraçant l'histoire des premiers français en sol ontarien et la vie des Hurons d'alors.

Ce nouveau centre historique sera situé à Midland. Il constituera non seulement un grand centre éducationnel illustrant la vie des premiers blancs dans cette province, mais il révélera la vie des premiers explorateurs français, qui ouvrirent l'arrière-pays de cet immense empire sauvage à la civilisation chrétienne. La contemplation des vestiges de la vie ardue et de l'outillage primitif de ces grands explorateurs ne manquera pas non plus de fouetter notre fierté envers les ancêtres.

Cette institution rappellera aussi les péripéties d'un voyage de 800 milles comprenant 37 portages, alors que ces vaillants précurseurs quittèrent Hochelaga avec leurs animaux domestiques pour venir y organiser la première ferme de l'Ontario.

Village rural au Bas-Canada

Le Haut-Canada n'est pas seul où l'agriculture historique devrait être révélée aux générations présentes et futures. En fait, il y a grandement lieu de commémorer l'oeuvre pionnière de la grande industrie agricole de chez nous ? Après tout, c'est d'abord au Bas-Canada que l'agriculture, implantée par les Blancs, prit racine sur le continent nord-américain.

Sans s'arrêter à tous les détails, il semblerait néanmoins recommandable que la Commission du Centenaire, puisse nous révéler de quelque façon, l'agriculture et ses précurseurs sous la Confédération. Sait-on par exemple, que les régions de production intensive de blé, de lin, d'orge et d'autres denrées alimentaires qu'a connues notre pays lors des guerres napoléoniennes, étaient situées dans le Bas-Canada ? Sait-on que la guerre civile américaine de 1861-1865 a donné au Bas-Canada une agriculture mixte relativement prospère, alors que nous bénéficions d'un premier traité de réciprocité entre nos deux pays ?

L'épicentre de cette première explosion de prospérité agricole se situe dans le comté de Kamouraska. L'essor agricole de cette époque fut amenée par la vente de nos chevaux à la cavalerie américaine, l'exportation de fortes quantités de farine,

fromage, beurre et boeuf pour alimenter l'armée des Yankees. On en était alors presque à la naissance de la Confédération; cette situation locale fut si impressionnante aux yeux des dirigeants nationaux d'alors, que les trois premiers députés du comté de Kamouraska sous la Confédération, devaient devenir à tour de rôle, Ministre fédéral de l'agriculture.

C'est aussi en ce coin du pays que fut érigée à St-Denis la première beurrerie et à la Pocatière, la première école d'agriculture au Canada.

En dépit d'une aussi belle page d'histoire rurale, il n'existe encore aucun centre historique pour commémorer ces beaux souvenirs de notre passé rural. Rien pour rappeler les premières fermes organisées avec des animaux enregistrés. En ce beau coin du monde agricole canadien, qui devait un demi-siècle plus tard s'identifier bien que temporairement comme une région fruitière de marque, il n'est même pas un petit musée pour souligner toute la grande contribution de ces pionniers.

Reconstituer quelque part un ancien village rural du Bas-Canada, avec un musée élaboré, constituerait non seulement une oeuvre de juste reconnaissance et de noble fierté rurale envers ces grands hommes, mais aussi un très grand attrait touristique dont la signification économique serait fort appréciable.

CHAPITRE X

RÉCRÉATION DE PLEIN AIR

La réduction des heures de travail laisse à la population en général plus de temps à consacrer aux loisirs. Aussi les montagnes, les bois, les rivières, les parcs et la faune lui procurent des moyens de se récréer. La grandeur de toutes ces ressources attise également sa curiosité, sans doute parce qu'elles ne sont pas de sa création.

Longtemps la nature fut si puissante que son expansion dépassait celle de l'homme; mais aujourd'hui, ce dernier contrôle des forces physiques telles qu'il la dominerait s'il en avait la pleine liberté. Que les attraits de la nature tombent progressivement en régression, c'est alors que naît la nécessité d'une politique de conservation plus agressive.

Ces ressources naturelles ne sont pas seulement un avoir matériel pour nous, mais aussi un réservoir de choses vivantes qui nous procurent de grandes leçons. A contempler ces plantes et ces animaux sauvages dans leur habitat, on y trouve un véritable bonheur et une réelle gaieté.

Le secrétaire de l'Agriculture des Etats-Unis vient de déclarer: "Les besoins en territoire, aux fins de récréation en plein air, vont tripler d'ici l'an 2000. Dès maintenant, un certain nombre de fermiers devraient se retirer de l'agriculture et convertir leurs fermes à des fins récréatives en plein air. Dans nos parcs nationaux, la faune a augmenté au point qu'elle ne trouve plus l'alimentation suffisante, et il va falloir convertir à cette fin plus de terrains marginaux".

Or, en ce pays, 50 millions de citoyens font la chasse et la pêche; des mesures de plus en plus rigides de conservation de la forêt, de l'eau et de la faune, sont promulguées afin de faire face à cette poussée

montante de la récréation. En plus des parcs, les autorités ont établi des marécages en réserve pour les oiseaux migrateurs; elles ont formé des clubs de jeunes naturalistes aidant à l'afforestation, au développement des refuges pour la faune, de même qu'à la conservation du sol et de l'eau.

On a dit de l'ex-président, Théodore Roosevelt, qu'il fut le père de la conservation des ressources naturelles aux Etats-Unis; il promulgua des lois exemplaires pour la sauvegarde des ressources. Au tournant du siècle, ce pays connut une poussée de colonisation sans pareille dans l'histoire du monde, laquelle aurait causé une violente destruction des ressources sans cette grande prévoyance. Il reconnut dès lors que c'était la responsabilité de chaque génération d'utiliser pleinement

ces ressources, sans toutefois en retarder leur remplacement.

Recherches sur la récréation

Quelles sont les possibilités d'orienter une meilleure utilisation des ressources naturelles à des fins récréatives? Quelles sont les chances de constituer un revenu de placement et de créer des possibilités d'emploi, dans les régions d'aménagement rural, par des projets récréatifs et touristiques? Quelles sont les perspectives d'augmenter le revenu des agriculteurs par la récréation et le tourisme? Tels sont les objectifs primordiaux de l'ARDA dans ce domaine. En tout cela, il fallait d'abord évaluer les rapports officiels sur l'état des services publics et privés de loisirs en plein air au



Cette ferme céréalière du nord de la Saskatchewan avec ses étangs naturels pourrait facilement être envahie par les oiseaux migrateurs advenant l'élimination des terrains marécageux environnants.

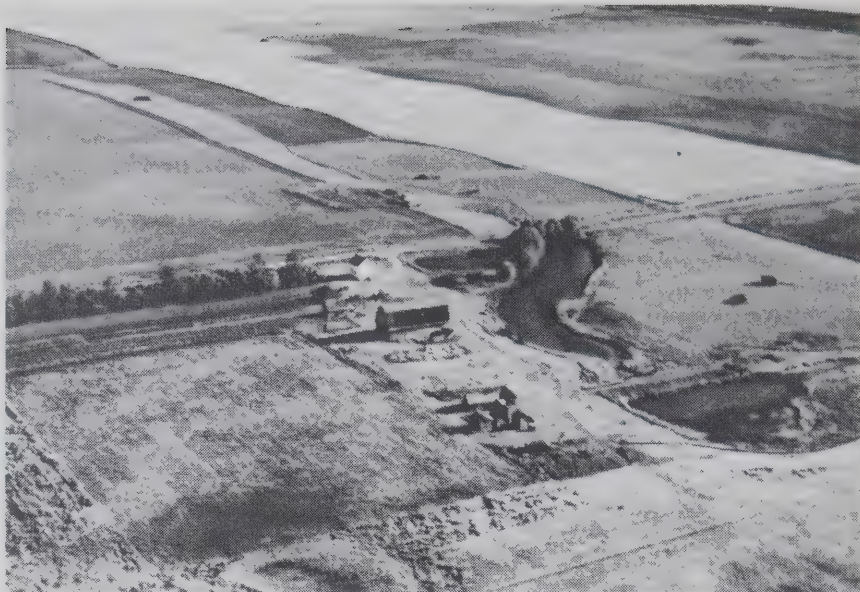
Canada. Il devenait indispensable de connaître l'offre et la demande, avant d'établir des plans à longs termes.

Des recherches sur l'aménagement des parcs publics et l'expansion des services récréatifs privés furent donc entreprises. Même qu'il fut jugé recommandable d'entreprendre l'inventaire des terres disponibles comme celles déjà utilisées aux fins récréatives à travers le pays.

Les faits observés révélèrent qu'il existe une demande croissante de terrains et de services récréatifs en plein air tout à côté d'une insuffisance de lieux de divertissement dans certaines régions, même qu'il existe des possibilités encourageantes, soit la beauté du paysage, la proximité du territoire aux grandes agglomérations urbaines et d'excellentes voies de communication. Une des conclusions de cette étude est à l'effet qu'il sera nécessaire de mettre sur pied quelques modèles appropriés aux diverses régions, en suivre le processus d'évolution, et en évaluer les résultats suivant une méthode d'analyse économique éprouvée.

Perspective des fermes sportives

On signale une expansion phénoménale des loisirs en plein air dans les régions de montagnes de plusieurs pays européens où les exploitations sont petites et les droits de chasse et de pêche, ainsi que la majorité des terrains forestiers, appartiennent aux agriculteurs individuellement. C'est ainsi qu'en Suisse, on découvre de très grosses résidences sur des petites fermes. Ce sont des maisons de pension rurales, où l'on aubergera d'une façon



Ferme polyvalente de la Saskatchewan avec ses étangs artificiels. En période de grande sécheresse, lorsque des marécages sont dépourvus d'herbages, les oiseaux affamés peuvent y trouver refuge.

continue durant l'été et l'hiver un certain nombre de villégiateurs. C'est la pleine vie de campagne offerte à des prix abordables aussi bien aux familles ouvrières qu'aux groupes de bourgeois. Or, dans ces mêmes pays, sous un effort de planification, on a créé un fonds régional de développement économique comprenant les investissements de base, comme un crédit plus facilement accessible et une assistance technique plus élaborée.

Des attraits naturels encore inexploités existent dans plusieurs de nos régions avec la perspective d'organiser des activités touristiques de plein air durant plus d'une saison. De cette façon, il y aurait meilleure perspective d'en faire une activité économique attrayante.

Il peut aussi arriver que les meilleures perspectives touristiques d'un territoire donné englobent des terres appartenant à plusieurs exploitants, comme l'exploitation de lacs ou des cours d'eau affectant quelques voisins. L'aménagement de ces endroits à nature sauvage devrait aussi être réglementé afin d'éviter le trop grand morcellement du territoire. Pour plusieurs sports, le grand espace sera mieux approprié au délassement des villégiateurs et plus rémunérateur pour les propriétaires fonciers.

Dans les régions défavorisées, le relèvement économique ne peut non plus être assuré strictement par le développement des activités touristiques et récréatives. Néanmoins, dans nombre de cas, pareille solution peut bien être la meilleure.

Les états de la Nouvelle-Angleterre avec seulement 6 pour cent du territoire américain englobe pas moins de 25 pour cent de la population des Etats-Unis. Aussi des grandes fermes touristiques, dont la plupart opèrent l'année entière, ont été si techniquement bien organisées, que les voyageurs y séjournent agréablement. On maintient à ces endroits une multiplicité d'activités récréatives, même celles courantes sur la ferme représentent un intérêt tout particulier pour les enfants. A reconnaître que de plus en plus le tourisme de famille devient à la mode.

Organisation des centres de récréation

ARDA s'est intéressé au développement touristique en régions rurales. Des spécia-



Plusieurs régions de l'Ontario possèdent d'attrayants terrains de camping qui attirent chaque année les friands du sport nautique.



Le marécages des régions septentrionales des Prairies canadiennes sont les endroits de prédilection pour les oiseaux migrateurs qui chaque année, envahissent ces terrains par millions.

listes en la matière ont étudié cette question particulière à travers tout le pays, considérant la perspective d'une demande générale croissante pour de telles facilités de récréation en plein air. On a aussi cherché à établir dans quelle mesure certaines régions souffraient d'une carence marquée de pareilles facilités, quand d'autres pouvaient en posséder un surplus. Leurs enquêtes ont aussi porté sur l'évaluation des sites en regard de leurs accessoires naturels, la grandeur du paysage immédiat, leur location par rapport à la concentration de la population environnante et en plus l'accessibilité par route entre ces divers points.

Dans l'ensemble, on a déploré le fait qu'une faible proportion des fermes marginales possédaient les facilités immobilières convenables pour entreprendre un tel développement commercial. Même plus, on a révélé que la majorité des propriétaires considérés éligibles n'avaient pas le capital, ni l'expérience, pour se lancer immédiatement dans une telle entreprise. Indiscutablement, près des centres industriels les terrains récréatifs en bordure de nappes d'eau sont en très forte demande, et déjà nombre de fermiers ont disposé de leurs biens, mais trop souvent à des prix inférieurs à la valeur réelle. Ailleurs, des propriétaires ont aménagé eux-mêmes ces facilités, mais d'une façon techniquement inappropriée aux conditions de leur propre terrain.

Dans d'autres cas, il vaudrait mieux qu'un corps public fasse l'acquisition de plusieurs de ces terres, qu'il les groupe en parcs régionaux et en laisse la conduite à des gens expérimentés et employés à

plein temps. C'est plus particulièrement le cas du sud-ontarien, où déjà l'entreprise privée a fait l'acquisition de nombreuses terres marginales situées dans un rayon de 100 milles des grandes agglomérations. Ailleurs, ce sont les Sociétés régionales d'aménagement des bassins de rivière qui ont organisé des fermes forestières avec tous les accessoires récréatifs requis.

Quelle que soit la formule d'exploitation, les experts établissent qu'une telle entreprise requiert des investissements fort élevés. Au surplus, il se produit une évolution si rapide dans les styles de facilités touristiques et les habitudes des touristes, que

des innovations sont requises presque tous les dix ans. De toute façon, un agriculteur désirant convertir son exploitation en une ferme de vacances doit y organiser des divertissements, tels que l'équitation, la pêche sportive et autres sports. Au surcroît, ces fermes de récréation deviennent vite spécialisées et par là requièrent un personnel entraîné et des investissements fort substantiels en équipement. Le cultivateur se voit alors dans l'obligation de supporter des primes d'assurances élevées, sans compter qu'il doit souvent concurrencer des organisations communautaires disposant d'amples fonds publics.

Territoires pour la récréation

Aussi longtemps que le vaste territoire canadien n'était qu'en partie exploré, on ne voyait pas l'utilité d'en planifier l'utilisation des terres. Cependant, avec l'arrivée des moyens modernes de transport, l'expansion industrielle et l'accroissement constant de la population, on a vite envahi toutes nos réserves territoriales accessibles. Comme conséquence de cette pénétration, il faut nécessairement assurer la protection d'espaces suffisants pour faire face aux circonstances. De fait, à moins qu'on ne choisisse sans tarder des terrains pourvus de paysages naturels attrayants et de superficie suffisante, il sera bientôt impossible de le faire.

Les dirigeants de bien des régions canadiennes n'ont encore fait le moindre plan



Nos voisins du sud ont trouvé le moyen d'aménager des lacs artificiels et des terrains de récréation en pleine région aride. Celui-ci se trouve dans la forêt nationale de Toronto, Arizona.

d'aménagement des lieux de récréation pour leur propre population, pas plus qu'ils ont pris l'initiative d'assurer quel qu'espace convenable pour y développer des facilités qui attireront les touristes. Prévoyant qu'une telle initiative naîtra tôt ou tard, ARDA dans son inventaire des terres à travers tout le pays, a déjà inauguré une classification systématique des lieux considérés propices aux diverses activités récréatives et sportives. A cette fin l'on a même conçu un système de classification, en adoptant les normes acceptables par les spécialistes en cette discipline, comme les mieux appropriées à nos propres conditions.

Reconnaissons d'abord que tous ces terrains seront systématiquement groupés en six classes différentes. Chacune des classes désignées, représentant un ensemble comparatif des conditions observées à chaque endroit. Ainsi au nombre des critères de base utilisés, citons la proximité des terrains aux grandes agglomérations de population, la valeur esthétique du paysage immédiat, les caractéristiques des sites eux-mêmes, la fréquence des visiteurs comme la durée probable de leur séjour.

Sous ce système de classification des centres de récréation en plein air, la classe no 1, comprendrait des terrains possédant les attributs suivants: être situés à proximité d'un lac qui fait à peu près les six milles carrés et un parcours navigable pour les bateaux d'environ 10 milles linéaires. Pour ce qui est de la greve, elle devrait avoir une longueur d'au moins 1,000 pieds, une pente variant de 1 à 7 degrés, recouverte de sable ou de gravier fin. Tout à côté, il devrait y avoir 25 acres de terrain disponible pour y ériger les constructions et organiser le stationnement public requis.

Par opposition la classe 6, représentera un terrain sans beauté naturelle invitante. Là, on aura un paysage si monotone qu'il sera peu fréquenté ou encore difficile d'accès, manquant d'eau pour les sports aquatiques, ou dépourvu d'un relief convenable pour le ski. Dans cette même classe, l'on acceptera un couvert forestier médiocre ou d'une pousse végétative irrégulière avec des abords naturels peu attrayants. Tout de même ce terrain pourra encore offrir l'opportunité d'y faire la marche ou la chasse.

En plus de grouper les sites, en raison des caractéristiques naturelles bien spécifiques, on en fera l'analyse comparative considérant leur proximité des grands centres et la mise de capitaux requis pour

en réaliser les améliorations de mise en valeur. Par la suite, le potentiel récréatif de chacun des territoires explorés sera codifié suivant les critères déjà mentionnés, et la synthèse en sera exprimée par des symboles qui apparaîtront sur des cartes aériennes préparées à l'échelle de 1,250,000.

Ainsi en matière de récréation et de tourisme l'on aura en main les documents pour faire de la planification et dès qu'on aura décidé d'un site ou d'un territoire quelconque à développer, on disposera donc d'un outil de travail précis. Posséder un tel plan dans une entreprise de ce genre à la fois techniquement complexe et économiquement risquée, c'est s'accorder à l'avance la garantie de savoir où l'on va.

Importance de la faune

La chasse et la pêche sans limite ont contribué à la disparition de certaines espèces, dont le bison. Nos premières lois sur la protection de la faune ne sont apparues qu'à l'époque de la Confédération. Cette faune est non seulement une ressource utilisable, mais aussi un élément important du paysage et de l'outillage récréatif. Elle joue même une influence sur l'évolution de notre milieu et de ce fait constitue un élément du patrimoine de tous les Canadiens. Demain, les pressions sur la faune et son habitat seront inévitablement plus fortes encore. Il faut donc faire en sorte que ces animaux sauvages survivent en nombre suffisant. La valeur sociale de la nature n'a jamais été aussi grande qu'à l'heure actuelle. En cela un des premiers problèmes à résoudre est celui de rendre compatibles la technologie et l'humanisme. Avec l'expansion économique le monde devient une série de villes colossales où les humains, subissant contraintes et tensions constantes, recherchent davantage les délasséments au grand air.

Grâce à la prévoyance de nos législateurs d'autrefois, nous avons aujourd'hui la bonne fortune de posséder un réseau de parcs récréatifs en plein air, toutefois avec une affluence croissante de visiteurs, dont les séjours sont de plus en plus prolongés, il devient une obligation pour nos dirigeants d'établir un plus grand nombre de ces réserves naturelles.

Conservation et habitat

Par ailleurs, la faune est une ressource renouvelable qui contribue au progrès de

l'économie nationale puisqu'il y a en effet 800,000 chasseurs qui dépensent annuellement 90 millions de dollars à l'acquisition de matériel de chasse et une foule de touristes qui font de longs trajets pour bénéficier de nos parcs nationaux et provinciaux.

En certains endroits, la façon peu scrupuleuse dont on transforme l'habitat de la faune canadienne amène des conséquences innombrables. Ainsi le drainage des mares d'eau dans les Prairies a diminué l'habitat favorable au niveau des oiseaux aquatiques, avec la conséquence que leur multiplication en fût proportionnellement réduite. La motorisation dans la forêt comme dans les champs détériore du coup, l'habitat de certains animaux sauvages.

En certains endroits, bien des terres se prêtent mieux à la multiplication des animaux sauvages qu'à leur exploitation agricole, aussi pareilles terres devraient être acquises par la Couronne. Et quand les terres publiques ne suffiront seules aux besoins de la faune, des terrains privés de valeur secondaire pourront être loués.

En second lieu il faudrait embaucher des gens expérimentés pour exécuter les travaux d'aménagement et d'entretien de l'habitat. La réussite des programmes d'aménagement à des fins multiples, dont la chasse, dépend en grande partie de la collaboration qui se manifestera entre tous ceux qui s'occupent de la gestion de ces ressources. De toute façon, il faut préalablement établir un inventaire des ressources disponibles à travers le pays et prendre les moyens d'assurer leur pleine mise en valeur.

A cette fin, ARDA a cru bon de pousser l'étude de l'aménagement des ressources affectant la nidification comme l'alimentation de nos principales espèces fauniques en plusieurs coins du pays. Ceci comprenait le financement des relevés et la classification de nos terres sous-marginales en regard d'un tel potentiel productif en travail et en revenus sous une meilleure gestion des ressources disponibles.

C'est en assurant une plus grande valeur économique d'une faune mieux protégée et plus populeuse que l'on fera mieux accepter un programme d'utilisation des terres à ces fins particulières.

Quand d'une part le Canada se doit de respecter les obligations que lui impose le traité international sur les oiseaux migrateurs, les individus eux ont par ailleurs la responsabilité de conserver

l'habitat de ces espèces et de promouvoir un bon aménagement des terrains marécageux.

La faune, comme les autres ressources naturelles, est de la compétence des provinces, toutefois depuis 30 ans le Fédéral a assumé la responsabilité de la protection des oiseaux migrateurs. A cette fin l'on estime qu'il faut absolument préserver dans leur état naturel quelque quatre millions d'acres de terres marécageuses des provinces des Prairies, lesquelles constituent un habitat idéal pour ces oiseaux aquatiques.

Un phénomène trop méconnu est que 70 p. 100 des canards les plus recherchés élèvent leurs petits dans les Prairies canadiennes. Déjà à cette fin, des

terrains marécageux appartenant à des cultivateurs sont loués par l'état pour une période d'au moins vingt ans moyennant une compensation raisonnable et il faut anticiper que cette politique sera poussée davantage. D'autres bonnes raisons militent en faveur de cette législation. Ainsi la présence de ces oiseaux sauvages trop près des terres en culture dévorent les céréales en andains diminuant considérablement les revenus des cultivateurs.

Tout programme de planification en vue de conserver à la faune les étendues qui lui sont indispensables, ne pourra être mis de l'avant, avant d'avoir complété les relevés aériens entrepris par l'ARDA dans le cadre de l'Inventaire canadien des terres. Par la suite, l'acqui-

sition des terrains les plus favorables à la faune pourront être aménagés d'une façon plus judicieuse.

La réussite des programmes d'aménagement de territoire à des fins multiples, y compris la chasse, dépend en grande partie de la collaboration qui existera entre tous ceux qui s'occupent de la gestion des diverses ressources naturelles. Pour en arriver là, il faut tout premièrement parfaire l'inventaire des ressources disponibles à travers tout le pays, et prendre ensuite les moyens d'en promouvoir leur pleine mise en valeur. Il sera également nécessaire de considérer l'influence d'un pareil aménagement sur les autres modes d'utilisation du territoire soit agricole, forestier ou domiciliaire afin d'éviter les conflits d'intérêts.

CHAPITRE XI

PLACE DE L'AGRICULTURE DANS LA PLANIFICATION

Même si le modernisme accorde de plus en plus d'aisance et de confort à notre société, de graves disparités persistent encore tant au niveau régional qu'à celui des groupes socio-professionnels. Pour mieux s'en rendre compte, il suffit de considérer entr'autre l'avalanche de statistiques officielles qui relatent l'état précaire d'un grand nombre d'exploitants agricoles et forestiers.

Face à cette grave situation, les dirigeants de ces groupements ne cessent d'en appeler à la compréhension, à l'entraide et à l'urgence des rajustements économiques et techniques. Pour certains, la suppression de ce grand malaise se trouverait dans une formule fort simple, celle qui consisterait à subventionner le revenu familial d'un demi-million d'exploitants de petites unités marginales. Toutefois, ceux qui ont la responsabilité de circonscrire cette pauvreté rurale, se doivent d'en chercher une solution bien au-delà d'une telle perspective.

Programme d'action régionale

En l'occurrence c'est l'aménagement complet de toutes les ressources d'une région désaffectée qui s'impose, accompagné entre autre d'une vigoureuse rénovation des activités technologiques, surtout en regard des fermes familiales et des boisés de ferme qui offrent une rentabilité acceptable. A ne pas oublier non plus qu'un bon nombre de régions défavorisées n'offrent guère d'autre potentiel de relèvement économique en dehors de ces quelques secteurs primaires. Il faut aussi se rappeler que plus les ressources naturelles d'une région ont été dilapidées, ce qui est généralement le

cas des régions défavorisées, plus la technologie qui s'impose doit être élaborée et bien précise.

Ce développement économique rural nécessitera une rénovation intensive intégrée de toutes les ressources naturelles existantes. A cause du caractère global de ce développement, il ne suffira pas d'étudier individuellement l'agriculture, la foresterie, l'industrie ou le tourisme, mais bien l'ensemble de ces ressources afin d'être en mesure de tirer avantage de toutes les possibilités qu'offre la région. Pour y arriver, il faut une adhésion lente mais profonde de la population au mouvement; il faut s'équiper de connaissances sur l'habitat de la région; promouvoir la formation technique à tous les échelons; favoriser un développement socio-économique coordonné et enfin, maintenir une forte solidarité et un bon climat de travail. En

tout cela, il faut s'assurer l'esprit de corps des technocrates tout comme celui des membres de la communauté.

Le lancement d'un pareil programme d'action régionale devient alors l'occasion d'une intense pénétration pour la population elle-même, pour les techniciens de la planification, les entrepreneurs industriels, les responsables de l'administration publique et plus particulièrement les représentants attirés aux nombreuses disciplines scientifiques. Conscients de la gravité et de l'urgence des besoins, en même temps que des disponibilités financières toujours restreintes, c'est par étapes que les administrateurs procéderont, suivant en cela une série de priorités bien calculées. Sous nos conditions, le choix des priorités pourra bien comprendre la réorganisation de l'agriculture, l'afforestation, la formation professionnelle ainsi que



Cette tourbière située près de Shippegan, N.B., illustre bien la portée économique que peut avoir cette industrie en milieu rural.

l'expansion de certaines activités du secteur secondaire comme celui du tertiaire.

Apport des ressources naturelles

L'exploitation rationnelle de nos ressources naturelles, particulièrement celles qui touchent à l'agriculture, à la foresterie, et au tourisme, doit recevoir une attention prioritaire, le jour où ces ressources doivent servir de tremplin à l'aménagement des disparités régionales. Bien que ces ressources soient de tout temps essentielles à la vie économique d'une région, c'est au cours des grandes crises économiques qu'elles le deviennent davantage. Il suffit de se rappeler tout ce que la forêt canadienne a valu à la population du Canada lors de la période sombre des années 1930.

Les éléments progressifs de notre population se doivent donc de porter en tout temps, un intérêt profond à la mise en valeur de ces ressources. Par exemple l'Est canadien dispose d'une très vaste zone agricole marginale qui bénéficierait d'un renouveau forestier intensif. Dans le cadre d'une pareille planification, c'est en puisant dans les cahiers d'inventaires préparés à l'avance, que l'on élaborera le mieux les plans de l'agronome, de l'ingénieur et de l'économiste. Après tout, il n'est pas suffisant de détacher un bloc de marbre de la montagne, il faut que l'artiste le taille et le sculpe pour lui donner la physionomie de l'objet ou de l'objectif qu'il en recherche.

A partir de ces plans et des techniques agricoles, forestières et autres, on guidera plus sûrement les exploitants vers un meilleur équilibre de productivité dans leurs entreprises. Dans cette planification entre également la recherche qui est de nécessité primordiale pour faire le point dans le domaine des techniques, aussi bien que sur l'état des ressources renouvelables. Des résultats de ces recherches dépendra l'orientation des politiques et des programmes futurs.

Ces programmes de mise en valeur des ressources naturelles seront d'autant plus efficaces et profitables, qu'un plus grand nombre de citoyens éclairés en acquièrent une connaissance approfondie. Tout le long de ces études sur les ressources naturelles locales, on discutera de l'amélioration du sol arable, de la conservation de la forêt dont l'influence est considérable sur nos bassins hydrographiques, de la sauvegarde des

sites de beauté naturelle et de bien d'autres sujets. — C'est un fait bien connu que nous n'enseignons pas assez les aspects économiques et biologiques de nos richesses naturelles et que nous ne respectons pas suffisamment les sites naturels de notre pays. Ayant acquis une meilleure connaissance de ces ressources, il deviendra possible d'intensifier notre souci de la conservation. Une saine conservation signifie en soutirer soi-même des profits immédiats, tout en assurant du même coup un renouvellement normal.

L'avenir nous commande donc de maintenir un équilibre entre la nature et les exigences qu'impose la gestion de nos richesses naturelles. Plus l'utilisation de ces mêmes richesses prendra de l'ampleur, plus impérieuse en deviendra l'obligation d'étudier l'aménagement ra-



Les emballages attrayants de la tourbe de mousse de l'usine Fafard à Sheppigan, N.B., constituent un exemple de promotion commerciale.



Ferme typique de l'Est canadien dont le degré de marginalité, tant en superficie qu'en topographie, justifie la mise sur pied du programme ARDA.

tionnel du territoire, surtout avec l'expansion sub-urbaine, le développement industriel et les activités récréatives, qui requièreront de plus en plus d'espace vital. Face à tous ces problèmes, les éléments progressifs d'une population sauront porter un intérêt soutenu aux ressources de leur territoire et aux techniques de la mise en valeur. L'Etat aura alors de meilleures chances d'orienter ses politiques d'exploitation en sauvegardant la productivité et la maîtrise de ces mêmes ressources pour le bénéfice de ceux qui en ont le plus grand besoin.

Tout ceci nous donne une idée de l'étendue des énergies et de la bonne volonté qu'exige l'aménagement rationnel des ressources naturelles d'un territoire désaffecté. Réhabiliter les ressources naturelles de base constitue pour chacun non pas seulement une obligation dictée

par les exigences de notre civilisation, mais aussi par l'urgence de pourvoir au bien-être de la population qui en dépend. L'agronome, le forestier et l'urbaniste comme les membres de toute autre sphère d'activité, se doivent d'être des collaborateurs dans ce mouvement d'ensemble vers la rénovation et la conservation des ressources renouvelables. Au surplus, il faut bien admettre qu'il doit exister un 'lien de mariage' entre l'aspect technologique de l'exploitation des ressources et la science de l'économique. De fait, à moins de s'appuyer sur les données fiables d'une saine technologie, les mensurations économiques tomberaient dans le vide. C'est ainsi qu'une politique dispendieuse de consolidation des fermes n'est guère valable, si l'on n'y intègre pas un assolement approprié et un système de gestion des fermes.

Ressources naturelles et potentiel humain

Chacune des ressources naturelles auxquelles s'intéresse ARDA relève des sciences pratiques et toute science qui englobe le sol, la végétation et l'atmosphère, englobe aussi le temps et la complexité. C'est que tout n'est pas connu dans les sciences biologiques où les activités expérimentales restent toujours d'actualité. En ce domaine, il peut y avoir climat irrégulier comme sol inégal et bien d'autres éléments naturels dont il faut en comprendre toute la signification. Inutile de rappeler ici que les spéculations agronomiques et forestières se rapprochent intimement des sciences de la vie et de toutes les particularités associées au comportement des êtres animés.

D'autre part le réaménagement des ressources naturelles diffère profondément dans ses concepts et dans ses approches de la révalorisation du potentiel humain. Dans le premier cas, il faut en parfaire la rénovation dans le cadre des sciences correspondantes et compter avec beaucoup de temps, au minimum un quart de siècle. Pour ce qui est de la ressource humaine, il faut d'autre part s'appuyer sur la psychologie, l'instruction, l'apprentissage technique et beaucoup d'esprit missionnaire. Ainsi, avec la perspective d'emplois disponibles le problème humain peut fort bien se régler en moins de quelques années. De toute façon, la planification régionale ne peut être réussie que par une attaque simultanée et vigoureuse de ces deux activités. Elles sont complémentaires; bien que l'une soit plus délicate d'approche, l'autre est plus scientifique dans sa conception. Il s'agit donc d'entraîner les hommes en même temps que l'on développe les ressources physiques. Cette méthode d'approche permettra de mieux représenter la physionomie d'une région et de mieux assurer son relèvement socio-économique.

À l'ARDA une phalange d'experts possédant des formations académiques assez variées est requise. — Il y a les sociologues qui se consacrent entièrement aux problèmes humains; il y a les géographes, adeptes d'une science descriptive, qui établissent les rapports entre deux ou plusieurs entités. Il y a aussi les économistes, qu'ils soient forts en statistiques ou versés dans les études du marché, qui s'intéresseront plus spécialement à l'aspect profits-coûts des nouvelles unités de production et qui soumettront des conclusions, sans rarement prescrire les techniques propres aux réalisations.

Il y a au surplus, et ils doivent être là, ceux qui tracent le chemin à suivre dans les sciences pratiques assurant ainsi la productivité; ce sont les agronomes, les ingénieurs en foresterie et en génie rural, les biologistes et les spécialistes en formation professionnelle pour le secteur primaire (agriculture et foresterie), lequel est sans contredit le plus en retard.

Situation agricole

En 1961, 41 p.c. des familles rurales agricoles du Canada avaient un volume de ventes inférieur à \$2,500, et de ce nombre 56 p.c. se trouvaient dans les cinq provinces de l'est du pays. En 1951, la famille canadienne consacrait en moyenne 27 p.c. de son budget à l'achat de produits alimentaires, tandis qu'en 1964 ce chiffre n'atteignait que 23 p.c. Ainsi le faible revenu des cultivateurs a sans aucun doute joué au bénéfice des consommateurs.

Dans un programme d'action régionale, comme celui proposé par l'ARDA, l'agriculture est, de tous les secteurs primaires, celui qui est le plus affecté par les problèmes de la population. C'est dire qu'en plus des problèmes connexes de la réstructuration et de la rénovation des exploitations agricoles, il y a les particularités traditionnelles des familles elles-mêmes. De ces problèmes émergent des situations que l'agriculteur lui-même comprend mieux que quiconque. Par conséquent, l'agriculteur doit de plein droit être représenté à la table des délibérations de tout groupement amorçant un programme de planification régionale.

Entraves à l'avancement agricole

Aux difficultés économiques et aux ennuis sociaux qui affligent la famille terrienne s'ajoutent les problèmes techniques touchant la ferme. C'est que l'exploitant agricole doit faire face à de multiples difficultés, dont bon nombre tirent leur origine du caractère biologique de l'agriculture. Ainsi l'on sait parfaitement bien qu'en agriculture on ne démarre pas à toutes les vingt-quatre heures, pas plus que l'on n'arrête les activités avec la régularité des machines de l'usine. Il y a toujours les récoltes qui dépendent de la température, comme il y a la régénération des animaux dont les charges s'échelonnent sur quelques années avant que n'apparaisse le moindre revenu. Malgré ces caprices bien

évidents de l'agriculture, il existe encore malheureusement une certaine incompréhension de la part de ceux qui n'en vivent pas de près.

Face à ces obstacles naturels et à d'autres difficultés techniques et économiques un grand nombre d'exploitants ont l'impression d'être relégués à une tâche secondaire. Même qu'il y ait de grosses rentrées d'argent elles ne restent pas. Encore que pour les aider, l'on y aille trop souvent au pas de l'oie, c'est à dire avec élégance et lenteur. Et quand de nombreux exploitants ne peuvent plus se faire un revenu convenable, cette situation soulève l'aigreur des jeunes, qui craignent le lendemain, décident de s'en aller.

La pression des autres secteurs de l'économie, le mythe de la modernisation et la nécessité "d'être dans le vent" mènent aussi l'agriculteur vers des dépenses élevées, souvent même prématurées. Inutile d'ajouter que la prudence ancestrale disparaît souvent en face des nouveautés, alors que l'agriculture doit encore se contenter de revenus souvent conditionnés à la mesure du passé. En effet, un décalage inquiétant persiste encore entre les prix des produits industriels et ceux des denrées alimentaires. L'exploitant éprouve donc de graves inquiétudes face à son insécurité financière, sans parler de l'inquiétude presque constante qui découle des écarts de température et des marchés.

Évolution des techniques agricoles

Les changements récents de la production agricole ont ébranlé les systèmes traditionnels de culture et cette évolution inévitable se manifeste de plus en plus. Pareille intensification des changements exigera davantage de connaissances techniques, ainsi qu'une comptabilité plus poussée, si l'on ne veut pas que l'accroissement des revenus ne soient indéfiniment dépassé par une montée encore plus rapide des charges. Pour toutes ces raisons, force nous est imposée de garantir des prix raisonnables et à long terme, des contrats de production, et une aide technique soutenue. Tout ceci en échange sans doute d'une acceptation accrue des techniques nouvelles et d'un esprit de solidarité de la part de ces mêmes exploitants.

L'agriculture ne pourrait donc survivre sans l'appui des groupements agricoles, sans une gestion rationnelle des fermes, sans une concentration des usines de

transformation des principaux produits agricoles et, enfin, sans une expérimentation scientifique mieux appliquée. Lors même qu'il faut faire des efforts considérables pour maîtriser les techniques nouvelles et améliorer l'équipement agricole, il faudra d'autre part revaloriser nos politiques, dont certaines furent prématurément abandonnées. De fait, en certains cas, on a accepté avec un peu trop d'empressement le sens académique de certaines nouvelles mesures sans en avoir préalablement évalué leur plei-

tudes toutes les phases du commerce des denrées alimentaires, évoluant parfois vers le monopole. Au même moment les coopératives agricoles moins centralisées se trouvent affaiblies dans leur capacité de concurrence. Pour mieux tenir le coup, il faudrait réaliser une fusion de ces unités coopératives, en même temps qu'une concentration des objectifs et des méthodes touchant cette phase de l'économie agricole.

D'autre part, grâce au truchement de

régions rurales, l'on ne doit en rien retarder l'introduction de ces mesures progressives qui assureront la survie aux agriculteurs qui y resteront. Une politique de laissez-faire par les temps présents, serait l'acceptation du départ d'à peu près 95 p.c. de nos agriculteurs. Après tout l'agriculture a besoin de se garder des adeptes parmi les plus décidés et les plus ouverts à l'endroit des techniques modernes de la production agricole, et à la défense de leurs intérêts professionnels. D'ailleurs, il serait paradoxal d'assurer l'alimentation de sa propre population durant trois ou quatre mois dans l'année, et de songer du même coup à rompre les ponts avec les régions ou provinces fournisseuses.

Agrandissement des fermes

Tout d'abord, on doit effectuer la refonte des structures foncières afin d'atteindre une productivité convenable. Après tout la ferme, tout comme l'entreprise industrielle, doit dépasser une certaine taille pour justifier un machinisme moderne. A l'agrandissement des fermes s'intègrent inévitablement les techniques agricoles, un fait bien reconnu, en certains pays puisque l'aide financière à l'expansion des surfaces arables, n'est consentie qu'après avoir effectué la vérification des plans de culture et du cheptel. La rentabilité de l'entreprise agricole ne repose donc pas uniquement sur la superficie de l'exploitation, elle compte aussi sur l'intensification des mesures de production, de même que sur le savoir-faire technique et commercial de l'agriculteur.

Néanmoins l'agrandissement des fermes va constituer une rupture sensationnelle avec le passé et une expérience audacieuse dont le déroulement devra être suivi de très près. Les problèmes agromomiques posés par cette transformation sont sérieux et nombreux. La mécanisation poussée qui l'accompagne toujours, rencontrera des difficultés financières, même parfois des conditions physiques défectueuses sous un relief accidenté et entrecoupé d'obstacles naturels. Même plus, l'on discutera longtemps ce sujet et à perte de vue, si les jugements, pronostics et tactiques devaient se fonder que sur des constatations comptables.

Par ailleurs, une vérité de la Palisse dit qu'il faut bien nourrir les terres si nous voulons qu'elles nourrissent bien les hommes. Anticiper la productivité ou encore la parité serait une utopie si l'on



En raison de la beauté du paysage, la baie d'Arichat, N.E., peut offrir des possibilités pour l'aménagement de fermes sportives.



Un boisé de ferme bien entretenu, un pâturage amélioré et des laitières bien "adaptées" rendent la vie rurale agréable et profitable en Finlande.

ne portée. De toute façon, au chapitre de l'agriculture progressive doivent être inscrits l'enseignement, la vulgarisation, la recherche, l'amélioration des productions végétales et animales, les aménagements fonciers, les services publics ruraux, l'orientation des entreprises et l'organisation générale des marchés.

Avec la perspective qui laisse présager des revenus limités, les exploitants sollicitent plus de subsides directs, plus de décrit à la production et parfois même désirent s'arroger la commercialisation des produits de leurs fermes et de leurs boisés. A bien reconnaître, que partout la concentration économique progresse et que de grandes entreprises aux intérêts non agricoles englobent davantage

l'animation sociale, les populations rurales devront participer à l'étude de leurs problèmes et jouer un rôle de premier plan dans l'application des réformes. Il est inévitable que l'imposition des réformes capables de solutionner les problèmes de nos régions marginales feront surgir des récalcitrants. Rappelons que généralement les majorités absolues n'existent pas lorsque le bien commun est en cause et pour plaire à quelques-uns, faudra-t-il nier les intérêts de la masse et sacrifier les aspirations communes ? Pour se maintenir ainsi dans la bonne voie, la communauté rurale aura besoin de plus en plus de supporters avertis et tenaces.

Même s'il s'effectue déjà une réduction progressive de la population dans nos

allait conserver intact, tout ce que nous a légué le passé, ou encore si l'on tente d'implanter sur des exploitations inadaptées ou désuètes des techniques agricoles avancées. Au contraire, il faut de toute nécessité s'imposer une discipline technique, même collective, pour en arriver précisément à la parité des revenus, aussi bien qu'à la parité du mode de vie. Le fait que certains agriculteurs aient déjà dépassé la parité des revenus par rapport aux autres catégories sociales, illustre bien que cette possibilité existe si les moyens propres sont mis à profit. Face à cette évolution, l'Etat a instauré bien des politiques pour permettre à l'agriculture de traverser la présente crise. De fait, la crise agricole qui sévit dans l'Est canadien depuis une quinzaine d'années, a bien pu seule dicter la création de l'ARDA.

Mérite de la ferme familiale

Et que dire de la ferme familiale, dont les mérites sont tant discutés en raison du gigantisme que l'on recherche en tout de nos jours. Malgré l'efficacité des fermes industrialisées, genre kolkoz, elles ne pourront guère produire à plus bas coût que les fermes familiales, si l'on considère qu'il faudra peut-être leur adjoindre les frais d'assistance sociale aux exploitants déplacés par elles. Il reste aussi que la ferme familiale, manifeste une étonnante vitalité en dépit, d'une, et même de deux révolutions industrielles. Elle s'affirme encore comme la meilleure formule de mise en valeur totale des ressources naturelles renouvelables, même que de ces fermes viennent très souvent les plus forts rendements. La ferme familiale est donc une réalité avec laquelle on devra toujours compter pour assurer la subsistance de notre population.

Qu'il suffise de se rappeler que contrairement à l'industrie, l'agent de fabrication en agriculture n'est pas la machine, mais bien la plante et l'animal lesquels s'adaptent mal à la régularité, à l'exactitude et aux autres particularités de l'automatisation. D'autre part, des experts ont déjà reconnu que le jour où l'automatisation voudra envahir l'agriculture c'est dans les bureaux et non dans les champs qu'elle fera ses meilleures conquêtes. Quoiqu'il en soit, c'est encore cette même exploitation familiale moyenne qui assure au-delà de 80 p.c. de notre production agricole. D'autre part pour que la ferme familiale reste une unité économique, il faut bien qu'elle soit vivan-

te en occupation, en opération et en revenus.

En général, la production laitière s'est affirmée comme une entreprise principale des fermes familiales. C'est qu'elle est une spéculation intensive bien appropriée aux fermes de superficie modérée et mieux pourvue de main-d'œuvre. Quand la grande exploitation tend à s'en désintéresser, la petite exploitation y trouve un équilibre financier. Un peu partout cette spécialisation est devenue la grande trésorière des exploitations familiales. Et pour qu'une telle exploitation familiale soit progressive elle devra être assurée d'une superficie accrue, d'un assolement amélioré, d'étables mieux remplies d'animaux, nourris principalement de fourrages produits sur la ferme et supplémentés dans une moindre mesure par des aliments de commerce.

Agriculture et industrialisation

Contrairement à ce que les spécialistes avaient prévu il y a quinze ou vingt ans, le développement industriel s'est avéré beaucoup plus facile à réaliser que l'expansion de la productivité agricole et forestière. De fait, la statistique nous indique que les mesures prises pour stimuler l'agriculture progressive se sont montrées insuffisamment efficaces. D'autre part, il serait absurde de croire que le développement économique soit uniformément réduit à un processus d'industrialisation. Pareil impérialisme ne doit pas nous inciter à croire que les activités qui lui sont propres, soient les seules qui contribuent au développement régional.

De toute façon, l'avenir de l'agriculture dépendra dans la mesure où celle-ci se disciplinera vis-à-vis de la productivité, que les programmes d'assistance seront accrus et que l'élan de notre essor industriel sera maintenu. L'essor manufacturier s'est développé chez nous d'une façon spectaculaire, presque artificielle même, si l'on considère notre position vis-à-vis les grandes nations industrialisées. Même plus, à mesure que les jeunes nations gagnent de leur indépendance politique et par là obtiennent de plus grandes facilités d'emprunt, elles cherchent davantage à implanter des industries prestigieuses, qui leur donneront d'abord une apparence de puissance et ensuite l'opportunité d'utiliser les matières premières que recèle leur territoire.

Certains opinent même, que ces concurrences nouvelles de la part des jeunes nations, pourraient bien troubler la position privilégiée des grandes nations exportatrices du monde industriel. Le cas échéant, l'équilibre économique de tout pays sera alors mieux réalisé avec une agriculture prospère.

On n'aura pas alors les fluctuations erratiques d'embauchage auxquels les districts hautement manufacturiers doivent souvent faire face. Au surplus, l'agriculture est la plus sage dispensatrice de nos richesses naturelles et en raison de l'immensité de son territoire et d'un tel potentiel, la position du Canada sera tout aussi stable sur les grands marchés concurrentiels du monde, avec ses denrées alimentaires, qu'avec ses produits industriels.

Enfin, il y a une autre situation à considérer laquelle s'appuie sur la spéculation de l'économiste Malthus, qui craignait de voir rompre l'équilibre entre la population de l'univers et ses ressources vivrières. Or, en dépit de l'augmentation gigantesque des biens alimentaires produits dans les pays avancés, le monde dans son ensemble, en est rendu de nos jours à un niveau d'approvisionnement fort angoissant. Dans ces circonstances, on aurait tort de déprécier la place de l'agriculture, au moment même où des masses nombreuses de consommateurs se présentent chaque jour à la table commune. Faut-il s'étonner qu'au moment où l'humanité s'accroît chaque jour que l'on propose de tenir pour négligeable l'agriculture, rompant ainsi l'équilibre entre la production agricole et l'augmentation de la population.

A l'appui de tous ces avancés, rappelons encore que lors de la récente conférence des Nations-Unies sur la science, la technologie et le développement, un des articles du communiqué de clôture était le suivant: ***"Il est primordial de reconnaître en tout temps l'agriculture comme une activité humaine. Dans tout programme d'action, quelle que soit la forme d'organisation socio-économique anticipée, le peuple lui-même devra sanctionner les grandes décisions. Dans le domaine de la planification économique, on a pris l'habitude de s'exprimer en termes et en objectifs nationaux. Ceci a sa place, mais nous ne devons pas ignorer les particularités de l'agriculture, où il est fondamental de faire des efforts en vue d'augmenter la productivité et de l'intégrer aux conditions locales fort variables."***

CHAPITRE XII

RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

On reconnaît généralement que dans toute région rurale où persistent le sous-aménagement et le surpeuplement, une certaine paralysie économique prévaudra. Même si l'agriculture, sous le couvert de l'aménagement, puisse en cela jouer un rôle bienfaisant, elle n'y arrivera qu'à la condition d'être associée aux autres secteurs primaires et secondaires. Ainsi nous pourrions représenter ARDA comme un moteur usagé de six cylindres, lequel ne fonctionnera jamais bien tant et aussi longtemps qu'un seul de ses cylindres aura été remis à neuf. De la même manière, l'agriculture, la foresterie, l'industrie, le tourisme, les pêcheries et la formation professionnelle sont autant de cylindres qui doivent fonctionner à plein rendement.



Ce sceau du Service Forestier des États-Unis révèle bien le rôle polyvalent de la forêt ; il englobe le bois, les pâturages, l'eau, la faune et la récréation.

La forêt, secteur délaissé

Si nous nous devons de toujours manifester une sollicitude particulière à l'égard de la forêt, dans le cadre d'un programme d'aménagement, c'est parce

qu'elle remplit trois importantes fonctions. Premièrement, une fonction économique, celle de produire une matière première de haute valeur commerciale; une fonction naturelle qui consiste à régulariser le volume d'eau et de protéger le sol contre l'érosion; enfin une fonction sociale qui se manifeste par les occasions de détente qu'elle procure à tous.

Nous n'ignorons pas que 45 pour cent des pages des journaux du monde libre, sont imprimées sur du papier canadien. C'est ainsi que les 40 papeteries canadiennes produisent près de 7 millions de tonnes de papier-journal; le pays n'utilise que 7 pour cent et la balance est expédiée dans quarante autres pays. Par ailleurs, 75 pour cent de la capacité des usines canadiennes de papier-journal se trouve dans le Québec et l'Ontario. A l'instar des années sombres de 1930 où la forêt canadienne fut dilapidée pour soutenir l'économie nationale, elle pourrait bien encore constituer notre principal rampart contre une nouvelle récession.

Nous reconnaissons que l'espace rural doit être utilisé principalement à des productions qui, en plus de jouir de débouchés intéressants, définissent bien les aptitudes régionales. Or, les produits commerciaux, comme les autres avantages fournis par la forêt, font de plus en plus l'objet d'une demande accrue, si bien que la bonne gestion en vue d'une production plus économique devient primordiale. C'est ainsi que des terres continuent d'être utilisées d'une manière inefficace et que certains bassins hydrographiques, qui pourraient donner un meilleur revenu en bois et assurer un meilleur approvisionnement en eau, ne sont pas soumis aux techniques bienfaisantes de la sylviculture.

Reboiser les terres abandonnées par l'agriculture et équilibrer la productivité sur les forêts privées, sont deux grandes mesures qui s'imposent. Des traitements sylvicoles ayant subi l'épreuve de l'expérimentation et s'étant avérés les plus efficaces seront alors prescrits. Aux yeux de trop nombreux exploitants, l'exiguité de nos boisés de



Le reboisement avec des semences sélectionnées est poussé en Finlande. Cette pépinière située à Rovaniemi se trouve au niveau du cercle polaire.

ferme ne commande pas une haute priorité sur le plan technique, même qu'on les abandonne à leur sort considérant que l'exploitation de la forêt est une entreprise trop extensive. Ces exploitants se reconnaissent trop insuffisamment favorisés sur le plan économique, pour se lancer dans les investissements élaborés d'aménagement.

Si la sylviculture est en retard chez nous, c'est que la nécessité des traitements sylvicoles ne fut reconnue que récemment et encore bien timidement. C'est aussi que nous avons cru à une abondance inépuisable de nos territoires forestiers septentrionaux. Cependant les frontières de ces grands territoires forestiers reculent de plus en plus, quand en même temps les approvisionnements, venant des milieux les plus centralisés, sont à la baisse. Il importe donc de reboiser et de soumettre les forêts privées à des traitements sylvicoles intensifs parce que généralement elles sont capables de fournir le double du rendement actuel. De toute façon, c'est dans les milieux déjà habités que cette richesse naturelle a atteint son plus bas stade d'appauvrissement, alors que c'est là aussi que les conditions naturelles (sol, climat, drainage) demeurent les plus favorables à son expansion et à sa productivité.

Dans l'Est canadien il n'y a donc pas que des fermes marginales; il y a aussi des forêts marginales. Les propriétaires de ces dernières furent très souvent amenés à les exploiter jusqu'à l'épuisement, pour faire face à des obligations familiales urgentes, surtout à cette époque où les conventions collectives et autres législations bienfaitantes n'existaient pas encore. Il est bien d'autres raisons majeures qui ont amené ces propriétaires à surexploiter leurs boisés, surtout parce qu'ils n'ont jamais pu bénéficier d'un crédit hypothécaire comme il en existe dans certains pays. Même plus, ils n'ont pas toujours joui d'un abattement de taxes contre les améliorations réalisées en marge des travaux sylvicoles lesquels ajoutaient une plus-value marquée à leur bien foncier. Comme nos boisés ont été l'objet de spéculation fort reprehensible dans le passé, nos propriétaires devront être mieux renseignés et plus protégés à l'avenir.

La forêt, l'eau et les loisirs

Si nous apprécions le fait que quelques



En Europe centrale les péninières sont de moindres dimensions, et servent surtout à produire des plants feuillus autant que de résineux. Celle-ci se trouve à Benesov, Tchécoslovaquie.



Le flottage du bois sur les grands lacs et les nombreux canaux connecteurs de Finlande nous rappellent l'ère pionnière de l'industrie forestière sur l'Outaouais et le St-Laurent.

arbres nous donnent la bonne sève d'érable au printemps, à plus forte raison ne devrions-nous pas porter une attention particulière à la grande forêt qui nous donne de l'eau à boire durant l'année longue. Nous savons que le cycle de l'eau se déroule sur le territoire forestier, et que les besoins en eau potable vont croissants. L'approvisionnement en eau et la forêt sont des éléments inséparables dans l'aménagement du territoire rural et les conséquences n'en sont pas strictement limitées à la population rurale. De fait l'eau est à la base de toutes nos grandes opérations d'aménagement régional : adduction, irrigation, communications, distractions.

Cet aménagement du territoire peut même prendre la forme de travaux collectifs, puisqu'à plusieurs points de vue il correspond à des bienfaits collectifs.

Dans une certaine mesure la forêt privée est aussi un bien public; elle fait partie du patrimoine national, en ce sens qu'elle domine d'autres ressources naturelles que la société lui sollicite. L'évolution actuelle fait que des groupements industriels laissent une part de plus en plus grande de leur temps aux loisirs et du même coup réclament davantage de la forêt.

D'emblée les citoyens partagent la responsabilité de sauvegarder nos forêts pour leur plus grand confort, leurs détente et l'expansion des activités économiques régionales. Que la forêt soit aussi bienveillante, l'histoire le dit et l'économie le confirme, mais pour qu'il en soit toujours ainsi il faudra la traiter avec encore plus d'égards. Pour l'avoir dilapidée dans le passé avec des conséquences graves, nous sommes maintenant amendés à lui réclamer la pro-



Cette ferme agro-forestière de Umeå, Suède, tient sa prospérité d'un bon boisé et de belles prairies. En ce pays, l'exiguïté des fermes est compensée dans une bonne mesure par leur productivité.

ductivité. Et si nous considérons bien l'enjeu, les zones d'action forestière devront dorénavant bénéficier d'une priorité dans les investissements publics, comprenant la rénovation des territoires forestiers, l'équipement touristique et même les établissements d'enseignement et de formation professionnelle.

Après tout il faut de toute nécessité promouvoir l'élaboration des plans de gestion, activer la vulgarisation des méthodes d'une sylviculture intensive et mettre en force un système de financement qui favoriserait les améliorations foncières. Par contre, si nous persistons dans notre indifférence vis-à-vis ces réalités éducationnelles, collectives, économiques et industrielles, nous risquons fort de voir la technique forestière devenir un jeu où se dépenseront en vain le temps, l'argent et les bonnes volontés.

Un autre trait particulier de la foresterie depuis un demi-siècle à travers le monde, fut la réalisation de grandes oeuvres collectives. Par exemple, le reboisement a été pratiqué sur de vastes territoires en Russie et aux Etats-Unis, pour régulariser le climat autant que pour mettre fin à l'érosion. Nous n'ignorons pas que les forêts, par leur couvert protecteur fixent le sol, tempèrent l'action du climat et maintiennent l'équilibre naturel. Au contraire, le déboisement entraîne l'abaissement du niveau de l'eau et active l'érosion. Cette rupture d'équilibre donne naissance aux inondations et met en péril la fertilité du sol arable.

Industrialisation et exode rural

Indéniablement nous sommes témoins

d'un dérangement des populations comme jamais le passé n'en a donné le spectacle. Les historiens qui se pencheront sur notre époque seront frappés par les grands courants de notre évolution et l'explosion des techniques de production. Quelle est donc la signification de cette ère industrielle et vers quel avenir nous entraîne-t-elle ? Nous sommes peut-être trop proches ou trop plongés dans cette aventure, pour pouvoir juger dès maintenant; néanmoins les circonstances nous commandent une certaine prudence.

Certains nourrissent l'idée que l'industrialisation peut résoudre à peu près tous les problèmes; ils vont même jusqu'à nous représenter un renouveau industriel comme l'unique mesure d'avancement de la vie technique et économique des temps modernes. Donnant suite à cette propagande, bien des peuples cherchent à s'assurer un standard de vie aussi élevé que possible par une industrialisation plus poussée. Par contre, les personnes qui s'occupent d'agriculture sont jugées au nombre des moins efficaces vis-à-vis la productivité ce qui n'est pas sans ébranler la foi de la population rurale en son avenir.

En se basant sur l'exemple des Etats-Unis, l'activité rurale au Canada pourrait bien être réduite à 12 pour cent du développement économique global. C'est que de plus en plus l'activité des peuples modernes se dirige vers cette révolution industrielle qui vit au jour le jour, alors que ses ambitions considérables sont encore insuffisamment planifiées.

Des urbanistes américains ont démontré qu'avec au-delà de 50,000 habitants, les dépenses municipales croissent pro-

portionnellement plus que la population. Ils reconnaissent également que les concentrations de plusieurs millions d'habitants entraînent bien des investissements improductifs. On admet même que l'urbanisme a d'une part des solutions fort coûteuses, quand d'autre part les travaux d'aménagement ne parviennent pas à satisfaire assez rapidement les exigences d'une population toujours croissante. Encore qu'elle fasse de grands progrès, l'urbanisation pourrait être plus acceptable en milieu rural. C'est que la décentralisation industrielle, apparaît aux yeux de nombreux dirigeants, comme un remède efficace pour résoudre les problèmes que pose cette saturation urbaine qui va de pair avec l'exode rural.

Généralement, l'entreprise privée préfère l'expansion industrielle dans les régions les plus favorisées à cause d'une meilleure infrastructure, en raison de la proximité des grandes routes et des ports de mer, ainsi que des principales sources d'approvisionnement de matériaux d'échange, sans compter une plus grande accessibilité aux services essentiels, publics, techniques et autres. D'autre part, c'est aussi là que la main-d'oeuvre est souvent la plus dispendieuse en ce qu'elle est déjà rendue au maximum de saturation.

La population urbaine est donc entrée dans une phase ascendante sous une puissance formidable, même que sa progression s'accroît encore tous les jours. Souhaitons tout de même de ne pas revoir, après cette seconde révolution industrielle, ce que la première nous a montré de misères dans les grandes villes surpeuplées d'agriculteurs chassés de leur sol.

Décentralisation industrielle

De toute façon, notre excédent de population rurale doit donc être orienté vers le secteur secondaire des industries de transformation et dans les circonstances présentes une certaine décentralisation industrielle s'impose comme une des meilleures solutions. Toutefois, cette mesure est loin d'être aussi facile qu'elle apparaît, surtout en une période où l'industrialisation doit s'affirmer à l'échelle mondiale. C'est que nos désavantages naturels, tels un climat rigoureux et l'éloignement des marchés, ne se conforment pas facilement au libre-échange, lequel s'élargit de plus en plus sur tous les continents.

D'autre part la petite entreprise présente certains avantages. Elle est flexible en ce qu'elle s'adapte rapidement aux changements du milieu, comme dans les plans de travail et les cédules de production; en second lieu, les charges fixes sont généralement moins élevées du fait que la petite entreprise bénéficie également de ressources humaines plus abondantes. Par contre, elle n'a pas les réserves financières pour entreprendre la recherche technique ni les études de marchés, pas plus qu'elle ne possède de grands spécialistes pour la guider et la conseiller. Cependant les gouvernements ont pris récemment les dispositions pour obvier à ces difficultés et ils font preuve de sagesse en lui accordant l'assistance technique et financière. De toute façon, l'avenir de la petite entreprise n'est pas si sombre, pour quiconque prend pleinement conscience de ce qui en a fait sa force dans le passé.

Transport et développement

L'évaluation des projets de transport n'est valable qu'à la condition de faire entrer en jeu tous les critères économiques. En cela, l'on se doit de reconnaître pleinement la signification d'une grande mobilité routière dans l'avancement de la décentralisation industrielle et l'expansion des loisirs en plein air. Cette dernière industrie s'annonce bien prometteuse, d'autant plus que les parcs, les grands lacs et les belles forêts sont situés à longue distance des grands centres et plus souvent au coeur même de nos régions défavorisées.

On ne juge pas à leur pleine valeur, les avantages qu'il y aurait à relier plus adéquatement entre elles nos régions prospères, même que ce fut par une voie plus directe à travers un territoire sous-aménagé et sous-peuplé. De toute nécessité, il faut analyser la géographie économique d'une province dans son ensemble comme dans ses parties; ce qui veut dire qu'en reliant un territoire économiquement faible avec d'autres régions déjà lancées, l'on fera deux coups d'une pierre. C'est que les régions sont interdépendantes, en ce sens que l'économie d'une a des répercussions sur celle des autres.

Que l'on prenne une région en particulier, il faudra faire une étude globale, y compris le taux d'expansion économique projeté, l'accroissement de la circulation qui en résulterait et les pers-

pectives de développement d'un nouveau potentiel, comme le tourisme ou la rénovation de ressources naturelles renouvelables. Il est reconnu que nos régions sont généralement bien pourvues d'attrait naturels et de sites remarquables encore trop méconnus.

Système routier et aménagement

De telles études sont également nécessaires pour déterminer jusqu'à quel point un excellent tronçon routier favoriserait l'implantation de nouvelles industries et l'expansion de celles qui existent déjà. A ne pas en douter, tout programme de décentralisation industrielle si hautement désiré, n'est réalisable qu'avec un réseau routier bien conditionné aux exigences modernes.

Afin d'avoir une plus juste idée, les bénéfices anticipés de ces grandes routes doivent être comparés à ceux réalisés par les autres moyens de transport. Quoique le transport par eau soit, dans bien des cas moins coûteux, il n'est souvent que saisonnier et nécessite des investissements portuaires fort élevés. D'autre part, les systèmes de transport aérien et ferroviaire sont orientés de plus en plus vers une réduction marquée des services aux régions les moins urbanisées.

Il est bon de se rappeler également que sans cette amélioration du système routier, le développement économique régional pourrait bien ne pas se produire, en dépit de tous les efforts coordonnés par les groupements locaux et les divers organismes officiels. De toute façon, un bon service de transport conduit automatiquement à une augmentation de la production et à l'élargissement du marché de ces biens, du fait d'une concurrence rendue plus aisée. Trop souvent dans le passé, on a évalué la signification des projets de transport principalement en raison des bénéfices que l'économie nationale en soutirait. De nos jours, avec l'évolution accélérée des aspirations culturelles, matérielles et créatives de la population, la nécessité pour de nombreux travailleurs des régions défavorisées d'accepter du travail au loin, à part les grands besoins de la petite industrie, le transport doit donc être conçu et organisé davantage en vue du développement économique régional.

Encore que dans tout développement

économique régional les investissements publics diffèrent des investissements privés. Quand ceux d'ordre public sont principalement destinés au financement de l'infrastructure, y compris le secteur des transports, lesquels sont essentiels à la commercialisation comme à la distribution des produits sortant du territoire, par contre les capitaux privés sont en majeure partie destinés à l'amélioration de la production. Advenant qu'un appui gouvernemental ne soit assuré au maintien d'excellentes facilités de transport, ni aux autres services publics essentiels, l'entreprise privée restera craintive et hésitante dans la promotion de son propre développement économique régional.

En exemple, nous pourrions citer le fait d'une route moderne de Rivière-du-Loup à Moncton. Pareille entreprise, quoique assez gigantesque, serait susceptible d'amener des bienfaits à des régions relativement bien pourvues, mais qui furent traditionnellement gardées en sous-développement. Du coup, l'économie générale des régions de ces deux provinces en serait considérablement secourue. Il y a déjà tout un potentiel touristique, agricole, forestier, minier et même industriel, relativement prometteur. On se doit donc de stimuler les actions de la productivité dans l'exploitation de ces ressources particulières, lesquelles seront grandement favorisées par l'établissement d'un système routier moderne. D'autre part, l'on ne peut anticiper rien de plus qu'une évolution tranquille du tourisme et de la décentralisation industrielle, dans tout ce territoire, sans une modernisation des modes de transport terrestre.

Il est de connaissance notoire qu'une infrastructure appropriée est susceptible de constituer à long terme un puissant facteur de croissance économique; aussi il ne peut être pensé de consentir des investissements, ni d'entreprendre des opérations dans des régions aujourd'hui défavorisées, sans satisfaire cette première condition. C'est dire que pour parfaire le relèvement socio-économique de ces régions, on devra accroître la mobilité routière au niveau des besoins de notre époque. Une grande route du prototype transcanadien, tout le long de cette péninsule, n'aurait donc rien de superflu. Elle mettrait la population dans le coup et les régions "dans le vent".

CHAPITRE XIII

EXIGENCES DE LA PLANIFICATION RÉGIONALE

Dans tout projet de planification en milieu rural désavantagé il faut s'assurer d'une pleine compréhension du territoire en regard des ressources disponibles comme du niveau de vie de la population. En tout cela il faudra déceler avec exactitude les difficultés existantes comme les perspectives d'avenir, puisque de la réponse à toutes ces questions dépendront les aides et les réformes que les gouvernants promulgueront. Ainsi faudra-t-il investir davantage dans l'infrastructure, promouvoir la formation professionnelle, introduire de nouvelles industries, regrouper les exploitations agricoles, intensifier certaines productions et encourager certains exploitants à quitter la terre ?

En définitive c'est le système économique du territoire comme le comportement social de toute la collectivité qu'il faudra mettre en lumière, même qu'à son intérieur existent des variations assez marquées. Dans cette étude socio-économique, les techniques utilisées mettront également en évidence les liens qui existent entre le groupe social et les ressources physiques, entre l'individu et les organisations, entre les activités économiques du secteur public et celles de l'entreprise privée.

La planification, un instrument essentiel

La planification apparaît essentielle pour qu'un effort de développement soit pleinement efficace. Elle devra faire le point sur la situation présente de l'économie régionale, quelles ressources sont immédiatement disponibles et quelles sont celles qui le seront vraisemblablement à l'avenir. Planifier signifie l'utilisation la plus efficace du potentiel de toutes les ressources d'un territoire donné, en

vue d'assurer des revenus substantiels et soutenus à la population. Pour y arriver, il faut donc s'équiper de connaissances sur l'habitat de la région, promouvoir l'application des meilleurs techniques connues en matière de ressources naturelles, maintenir une forte solidarité et un bon climat de travail, enfin s'assurer d'une adhésion profonde de la population au mouvement.

On se doit donc de reconnaître la nouveauté des moyens qu'offre la planification moderne, en matière de formation accélérée des gens, comme à promouvoir les rajustements dans l'exploitation des ressources renouvelables de tous les secteurs primaires. Il faudra donc faire évoluer les méthodes d'investigation en fonction des buts recherchés, faire l'analyse des données et la synthèse des



Certes, la route à parcourir est longue et tortueuse. Mais, qui sait ? Le bonheur et la réussite se cachent peut-être au prochain tournant.

(Courtoisie du service cinématographique du Québec).

problèmes, préparer les réformes de structure et en dégager l'ordre des priorités. Encore là, les projets de développement les mieux conçus en matière de ressources naturelles constitueront toujours un domaine où le progrès est lent.

De toute façon, il se manifestera en fonction des connaissances techniques que les experts posséderont de ces principales ressources, lesquelles pourraient bien constituer l'unique potentiel de développement dans maintes régions. A reconnaître en plus que, dans une économie concurrentielle, la médiocrité des richesses naturelles ne peut permettre d'envisager un avenir brillant. L'agriculture, entre autres, demeure une des industries les plus compétitives au pays. L'aménagement d'un territoire ne peut donc être réussi sans s'appuyer sur la compréhension des facteurs techniques aussi bien que ceux d'ordre économique et social.

La planification globale est à l'heure actuelle une matière qu'enseignent avec compétence de nombreux instituts d'enseignement supérieur et des universités. Cette science s'appuyait jusqu'à récemment sur une expérience et des faits acquis au cours d'entreprises conduites dans les milieux sous-développés par quelques grands pays européens, et où l'évaluation de certains éléments a bien pu ne pas toujours correspondre à ceux que l'on retrouve en pays évolués. De toute façon, la planification n'a débuté dans les pays industriels les plus avancés qu'après la seconde guerre mondiale.

Et pour savoir où, quand, comment et pourquoi la planification du développement s'est manifestée comme telle dans l'histoire et dans le monde, des experts de la Banque Mondiale ont examiné les résultats qu'elle a donnés dans plus de cent pays, qu'ils fussent développés ou non-développés, avec une économie socialiste ou une économie mixte, et cela dans quatre continents différents. Se fondant sur cette somme considérable de données, ils en ont convenu que l'on se devait de placer davantage la planification du développement dans la perspective de l'expérience pratique. Par ailleurs, ils ont aussi observé qu'en période d'évolution les erreurs sont coûteuses ; que les routiniers ne peuvent être précipités dans une économie progressive sans heurts ; que les solutions ne sont pas toujours d'origine régionale et que la collectivité devra nécessairement

déployer la plus grande solidarité si elle veut relever son bien-être matériel et culturel.

Cette étude a de plus révélé qu'en matière de planification non seulement les pays se heurtent aux mêmes problèmes, mais à son sujet commettent généralement les mêmes erreurs. C'est que trop souvent les promoteurs considèrent que le seul fait d'élaborer un plan constitue déjà un acte de planification réussie. Au contraire, ces investigateurs croient qu'un plan n'est autre qu'une orientation et ne constitue pas nécessairement des objectifs chiffrés.

Éducation et productivité

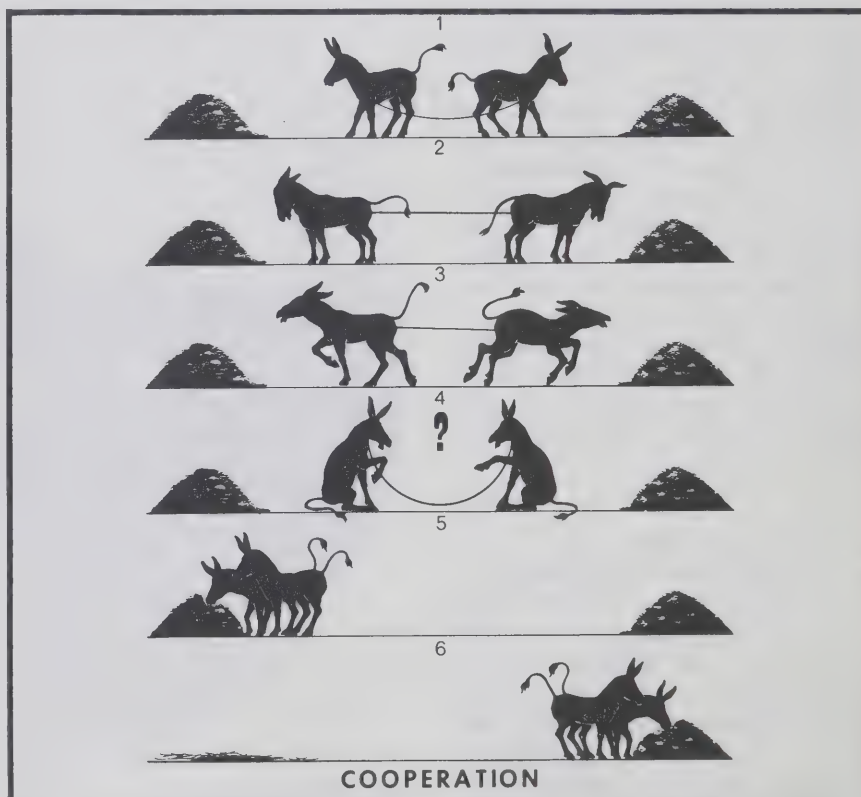
Les recherches de l'ARDA fédéral révèlent que toutes les provinces sont touchées par les revenus peu élevés et le manque d'instruction en milieu rural. Il s'en dégage même l'image d'une pauvreté fort complexe, où le bas niveau d'instruction apparaît comme l'une des principales causes.

Ainsi pour les localités de moins de 1,000 habitants en l'an 1961, les données officielles révèlent que 22 pour cent des familles qui vivaient des revenus de la ferme, recevaient moins

que \$2,500 par année ; 32 pour cent des salariés ruraux ne travaillant ni ne vivant sur les fermes gagnaient moins de \$2,000 annuellement. D'autre part, parmi les gens de la campagne qui dépassaient déjà l'âge de fréquenter l'école, 24 pour cent d'eux n'avaient qu'une quatrième année scolaire. Enfin, ARDA a découvert que seulement 36 pour cent de la population rurale possédait un standard d'éducation correspondant à celui d'une instruction primaire et cela en un temps où les techniques nouvelles de la productivité s'imposent en tout.

Étant donné que l'éducation et la productivité vont de pair dans l'expansion économique d'une région, il faut donc d'une part, favoriser la préparation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et, d'autre part, augmenter la capacité d'embauche des industries courantes. La clef de cette croissance économique serait donc l'éducation, puisqu'en relevant le niveau d'instruction en même temps que l'expansion industrielle le revenu moyen des travailleurs sera accru. Après tout quitter la terre pour devenir manoeuvre n'améliore guère la situation.

Pour qu'il en soit ainsi, les programmes de pré-formation professionnelle et de l'initiation aux techniques agricoles, fores-



Même que l'apport per capita soit substantiel, il n'est guère profitable sans le dialogue et l'action en groupe. ARDA lui-même, ne deviendra profitable que si l'on substitue l'interdépendance.

tières, comme aux nouveaux travaux industriels doivent être développés davantage, même que pareille initiative soit poussée plus particulièrement dans les régions marginales puisque c'est là où se trouvent en surnombre les ouvriers non-spécialisés. En donnant sur les lieux l'instruction au premier degré, la transition en serait moins radicale pour des postulants et de plus l'on ne disperserait pas ceux qui devront rester aux industries primaires et secondaires de la région. Le second stage de formation et d'entraînement étant plus poussé pourrait être donné ailleurs et à ceux qui se destinent aux emplois plus techniques et encore plus spécialisés, des grands centres industriels.

Dans un domaine aussi complexe que celui de la formation des travailleurs il n'est pas possible de suivre une politique à retardement, pas plus que de s'en tenir à des généralisations. De toute nécessité, il faut que l'instruction des jeunes ruraux soit poussée avec haute priorité, afin que ceux qui choisissent la ville y arrivent nantis d'une formation professionnelle convenable, mais non de leurs seuls bras. Du même coup et dans le même temps, il faut permettre à ceux qui resteront à la terre et à la forêt, de pouvoir tirer le meilleur parti possible de leur travail, même qu'en ce domaine également, nous sommes bien loin d'avoir atteint un stade de formation satisfaisant.

C'est qu'en général, l'on n'apprécie pas suffisamment la nécessité de rehausser le niveau scolaire des jeunes de nos campagnes, ni l'urgence qu'il y a pour eux d'acquérir des connaissances spécialisées, en vue de leur préparation à une carrière qui sera de plus en plus vers les travaux techniques, dans les services publics et aux autres fonctions du même genre qui requièrent une bonne instruction.

Infrastructure et habitat

Nous avons souvent répété qu'en régions rurales défavorisées, il y avait des villages isolés en plus des fermes abandonnées et des zones forestières dénudées. Comme les impératifs d'un aménagement équilibré de territoire exigent l'intensification de tout l'équipement, y compris les facilités essentielles aux agglomérations de population les plus délaissées, c'est en concentrant les efforts sur un certain nombre de localités, ou villages-centres, que l'on pourra le mieux assurer à ces ruraux un confort acceptable et des services culturels qui se rapprochent le plus

de ceux déjà adjugés aux urbains.

Même qu'un rapprochement des niveaux de vie rurale et urbaine soit désirable, l'exode a tout de même pour ces gens certaines particularités même des difficultés que l'on se doit de reconnaître. Assigner à certains le stage transitoire du village-centre, avant de les situer définitivement à la pleine vie ouvrière des grandes villes, est déjà une tactique suivie en certains pays. En pareil cas, on vise à donner aux gens la nouvelle orientation, avant qu'ils quittent définitivement leur propre milieu, même que celui-ci soit plus résidentiel qu'industriel. De fait on s'efforce même de développer simultanément la mobilité routière en même temps que l'on active la mobilité ouvrière afin de ne pas trop brusquer la transition.

De cette façon, on arrivera à mieux stabiliser les effectifs de la population rurale en ce qui regarde les services publics, les frais d'habitation et les taxes de toutes sortes. Au surplus on ralentira la baisse trop rapide de la main-d'oeuvre agricole active et l'on évitera les écarts trop brusques du mode de vie préféré des gens âgés. Après tout l'attachement à ses propres misères que nourrissent certaines gens âgées est un sentiment dont on ne peut les détacher brusquement. Ainsi les services et les équipements jusqu'ici réservés à ces fins dans les plus grandes villes seulement, pourraient être disponibles dans ces villages-centres, encore que ce soit à un degré évidemment moindre.

Il y a plus encore, à savoir qu'avec la concentration des fermes il en résultera une plus faible densité de la population rurale, ce qui amènera une réduction inévitable des services, privant les enfants qui resteront à la campagne d'avantages culturels bien légitimes. La concentration des centres d'enseignement pourrait bien compromettre également l'avenir de la terre et de la forêt, en privant à une heure stratégique de leur carrière, bien des jeunes des connaissances fondamentales à leur formation vers ces secteurs qui seraient de leur choix.

Enseignement agricole et forestier

Lors même que le besoin de culture générale se fasse sentir de plus en plus pour ceux qui resteront à l'agriculture, il faut en plus élargir les programmes afin d'y inclure un complexe de sciences, aussi bien que des notions d'économie et de commercialisation. La productivité, qui est

une condition essentielle de succès en agriculture, nous impose de nouvelles techniques agricoles que l'on ne peut ignorer. Comme l'agriculture est une science pratique, il faut que l'enseignement comporte, d'une part, l'orientation professionnelle et technique et, d'autre part, l'entraînement aux travaux pratiques.

La gestion des exploitations agricoles est parfois accompagnée d'échecs dus à la maladresse des agriculteurs, soit qu'ils soient inexpérimentés, soit qu'ils aient eu à faire face à des circonstances malencontreuses hors de leur maîtrise. C'est aussi que certains exploitants se sont orientés vers des systèmes de culture rudimentaires, quand d'autres se sont équipés sans en avoir toujours les moyens, ni sans que leurs décisions fussent toujours bien rationnelles. De toute façon, l'intensification agricole est coûteuse et elle exigera de plus en plus des connaissances techniques poussées, en plus d'une bonne expérience administrative. Sans satisfaire ces conditions, la politique de l'agrandissement des terres comme celle de l'orientation des unités vers la productivité pourraient bien ne pas produire les effets anticipés.

Indéniablement l'agriculture entre de plus en plus dans une phase de profonde transformation sur le plan technique, économique et humain. Elle en sera longtemps une des industries les plus compétitives, tout comme l'action forestière pourrait bien marcher encore plus étroitement avec l'agriculture, dans le développement économique de bien des régions présentement en sommeil. Face à cette évolution, et en raison du rôle important que joueront là les fermiers et les forestiers, il faut de toute nécessité réaliser ce miracle de donner aux jeunes une formation de très bons exploitants en ces deux secteurs primaires.

L'agriculture reste à la fois une science et un métier. C'est que l'enseignement agricole doit être souple et comprendre à la fois des connaissances théoriques et pratiques, lesquelles éveilleront plus adéquatement l'esprit vers les situations nouvelles. Même si la théorie est séduisante la pratique n'en demeure pas moins tout aussi essentielle, même plus complexe. Dorénavant le cultivateur aura des préoccupations collectives accrues, en plus de ses tribulations personnelles. C'est qu'il va falloir promouvoir davantage le progrès agricole en dedans des groupements, où les dirigeants régionaux auront à coordonner la participation active de

leurs propres membres sous l'empire des nouvelles politiques d'action.

Embauchage industriel

Le Canada traverse présentement une ère de très grande révolution technologique, ou la machine opérant la machine, remplace du coup des dizaines de milliers de travailleurs surtout à des besognes exigeant peu d'adresse. Par contre, dans l'accomplissement de ses opérations industrielles complexes, cette même machine exige des opérateurs bien qualifiés. Donc au moment même où les emplois au "collet ouvert" diminuent, ceux au collet blanc augmentent presque trois fois plus vite, d'où le besoin urgent d'une main-d'œuvre jouissant de plus d'instruction et d'un entraînement technique plus perfectionné.

On affirme souvent en certains milieux que l'industrie n'arrive pas toujours à attirer autant de jeunes qu'elle en voudrait. C'est que beaucoup de jeunes ruraux craignent encore de faire face au sous-emploi éventuel, ou hésitent à se rendre en milieu éloigné, quand d'autres s'effrayent de la monotonie d'un travail trop routinier. D'autre part, certains affirment que l'on n'accorde pas assez tôt un travail intelligent à ceux qui se signalent par leurs talents, retardant ainsi l'initiation de ces aspirants aux activités de leur propre choix.

L'implantation d'industries dans les zones rurales, comme la mise en œuvre des moyens de transport rapide vers les régions d'embauche, pourraient bien inciter des petits exploitants à abandonner leurs opérations agricoles en échange d'un emploi temporaire à l'extérieur. Pareil arrangement simplifierait l'agrandissement des fermes, permettrait à plusieurs de s'initier progressivement à un autre métier et contribuerait à modifier l'attitude des ruraux vis à vis le déménagement et les emplois industriels.

L'industrie recherche de plus en plus des personnes ayant une formation technique avancée et une expérience pratique raisonnable, tant dans les métiers comme pour les fonctions d'opérateurs spécialisées. Il y a là d'intéressantes carrières, mais encore faut-il que la formation des aspirants soit pleinement satisfaisante. Pour que l'industrie puisse assurer un niveau de vie supérieur et des heures de travail plus courtes, il lui faut nécessairement une main-d'œuvre plus experte et plus efficace. Après tout, si nos manufac-

turiers n'arrivent pas à accroître le rythme de croissance dans la production et par là l'abaissement du coût de production, ils seront eux-mêmes vite déplacés sur les grands marchés d'exportation. Quand les temps modernes mettent à notre portée un progrès technique et des richesses croissantes, du même trait ils nous plongent dans le monde de la concurrence, de la productivité et de la rentabilité.

Il faut donc donner aux jeunes ruraux qui veulent aller à la ville une double chance, celle de leur fournir l'enseignement technique de leur choix et, en second lieu, les aider à se fixer dans un centre et à un emploi convenable. En tout cela, il ne peut y avoir de demi-mesures ni de demi-décisions, même que bien des jeunes abandonnent l'entraînement technique trop tôt, ou se croient grands maîtres trop vite, s'en allant forcément à l'embauchage marginal, qui est le moins rémunérateur, le plus instable et de plus en plus réduit. Nous nous devons donc de leur faciliter la montée vers des emplois stimulants et rémunérateurs. C'est une heure tragique dans la vie de cette jeune population et ne rien faire pour elle serait de l'abandonner à un sort qu'elle ne mérite pas.

Mot de la fin et recommandation

L'histoire n'a pas conservé le nom de l'ingénieur qui le premier a lancé un train de nuit transportant des aliments vers les grandes villes. Seul, il a fait autant pour changer le monde que les grands conquérants militaires, dont les exploits constituent la trame de l'histoire. Même si l'élan de renaissance rurale qu'a bien pu faire naître ARDA n'entre pas dans l'histoire, souhaitons que ne disparaissent jamais à nos yeux les programmes d'action régionale qu'il aura inspirés.

Malgré une disparité évidente de la situation économique entre les diverses régions, on n'en continue pas moins à réclamer pour tous la parité du revenu et du niveau de vie. Même qu'une évolution vers cet objectif soit déjà manifeste, il va néanmoins falloir en accélérer la vitesse par une planification régionale encore plus dynamique.

La planification qui nous est arrivée ici après la seconde guerre mondiale peut bien différer de celle lancée par les pays socialistes au cours de la première grande guerre, mais elle n'en constitue pas moins une nouvelle force avec laquelle il faut compter. Dans le passé bien des crises dépra-

vantes sont apparues et chacune d'elles a bien pu amener les promoteurs d'alors à fonder leur propre doctrine économique. Il n'en est pas ainsi de la planification, laquelle est aussi vieille que la civilisation des Incas. Donc, sans que ce soit une science nouvelle, la planification contribue à l'application réfléchie des réformes fondamentales essentielles, à la solution des problèmes qui ont assailli l'économie de bien des périodes et de bien des régions.

Cette planification qui en tout temps se place au-dessus des faits pour mieux les apercevoir, se doit de coordonner toutes les activités vers une orientation simplifiée et mieux équilibrée vis-à-vis les divers groupes de la collectivité. En d'autres mots, cette doctrine élabore avec équité toutes les perspectives qui s'offrent, et en aucun temps elle ne peut se permettre d'être partielle ou partielle. C'est pourquoi nous avons voulu fournir au grand public une documentation générale sur les politiques et options qui s'offraient à lui, en même temps qu'énoncer quelques suggestions concrètes, pouvant reconditionner la vie régulière de tous les citoyens de nos territoires déséquilibrés.

Reconnaissant que les problèmes sociaux et économiques qui dominent notre vie rurale, ne peuvent être résolus sans l'application planifiée des méthodes scientifiques, pas plus qu'en l'absence des efforts conjugués de la population elle-même, il nous était forcément requis de couvrir une grande diversité de sujets. Nous avons même été amené à analyser certains de nos problèmes à la lumière des solutions détectées en quelques autres pays, où les éléments naturels avaient une certaine ressemblance avec les nôtres.

Inévitablement l'exposé des techniques correspondantes à ces activités nous ont amenés à l'usage de mots quasi magiques, tels que: aménagement, productivité, rentabilité, intégration et autres. Pour que ces expressions servent plus efficacement la cause, il nous a fallu ajouter à ce nouveau langage des explications supplémentaires, utilisant souvent des nuances, même des tournures locales, afin de les rendre plus explicites ou descriptives. Toujours nous nous sommes efforcés de représenter aussi authentiquement que possible toutes ces situations disparates, même qu'en l'absence de certaines statistiques, lesquelles nous arrivent toujours en retard, nous y avons à l'occasion suppléé par notre propre jugement fondé sur la connaissance des conditions locales et de l'expérience acquise en de pareilles activités dans les pays en voie de développement.

Tout ceci nous l'avons fait sans jeter par terre les actions du passé, nous rappelant toujours cette pensée de Santayana, "quiconque ne tient compte des erreurs du passé, les répétera". En tout cela, nous sommes inévitablement arrivés à proposer des remèdes nouveaux à des problèmes anciens. Et tout le long de cet enseignement nous avons cherché beaucoup plus à créer des stimulants, vers l'acceptation de réformes que des circonstances favorables nous avaient prodiguées, qu'à élaborer nos propres connaissances.

En période de crise socio-économique où le malaise est grand, l'incrédulité et la timidité persistent. Face à l'urgence et à la gravité des rajustements, les gens sérieux s'effrayent et s'inquiètent, souvent même recherchent l'assurance dans l'expérience des hommes connus. C'est qu'aux yeux d'une population désavantagée, tout promoteur ne réussira que dans la mesure où sa renommée s'appuiera sur des œuvres rendues à bon terme. Qu'il n'ait encore acquis pareil prestige, il se devra au moins de parler un langage d'action. À ne jamais oublier: "quand on a vécu dans la misère on a acquis du flair".

Toujours dans le cadre de ces écrits, nous avons essayé d'interpréter les facteurs dominants d'un programme d'action régionale, et des approches diversifiées qui entrent dans une pareille planification afin d'en arriver à une péréquation qui puisse donner des résultats équitables pour tous. Et tout le long, nous nous sommes efforcés de faire voir que l'ARDA implique en cela la théorie et la pratique, un peu à la façon de l'avion qui doit posséder ses deux ailes pour voler.

Quoiqu'il en soit dans sa nouvelle formule, ARDA ne constitue pas une substitution, mais bien une addition aux activités de relèvement socio-économique déjà en cours dans les ministères traditionnels. Aussi du moment où ARDA aura fait naître une prise de conscience chez les citoyens, qu'ils soient défavorisés ou favorisés, ce sera

l'occasion propice de donner le grand coup. On verra alors les dirigeants et les artisans se lier au même titre, l'espoir succèdera aux scepticismes et aux impatiences, une compréhension mutuelle de toute la collectivité se manifestera et l'on déploiera des efforts à la mesure de l'œuvre gigantesque requise pour assurer le mieux-être de certains des nôtres. De telles réussites furent déjà réalisées quelque part au Canada au cours des cinq dernières années.

De toute façon l'énormité de la tâche qui s'impose en maintes régions est telle, que ce n'est pas le moment pour personne d'accepter l'indifférence, ni de s'en remettre strictement au paternalisme d'état. Le pire danger qui puisse arriver est celui d'une collectivité qui se contenterait d'être aidée et qui accepterait toutes les aides comme un dû. Advenant qu'un certain défaitisme entre dans le mouvement, il ne représentera rien autre chose que du "lest dans le navire", contribuant en rien à le faire avancer, mais l'obligeant tout de même à une plus forte consommation d'essence.

En tout temps, les promoteurs de l'ARDA devront donc s'inspirer des nobles pensées qui ont animé nos précurseurs. Ceux-là même qui avant nous avaient reconnu que l'égalité d'abondance est une des particularités de la démocratie; que partout où il se trouve, l'homme tient à son contexte social et il ne le prend pas pour une marchandise; que la pauvreté rurale déprime l'économie nationale et déprécie notre fierté civilisatrice; que les familles urbaines et les familles rurales sont vis-à-vis de la prospérité, tout aussi interdépendantes que les ressources naturelles d'un même habitat. Enfin qu'une des grandes responsabilités de notre société est de donner aux familles rurales l'opportunité de survivre et de prospérer au même rythme que les autres groupes socio-professionnels, se souvenant tout de même que le développement rural ne signifie pas nécessaire-

ment déménagement rural.

Le moment arrivé pour ARDA de se manifester dans toute son émancipation, il faudra que ce soit avec une certaine précision dans les opérations et une sage séquence dans les priorités, afin que ne soit porté prématurément à l'attention de la population une multiplicité de plans conçus en trop grande hâte et avec une documentation insuffisante. Pareille procédure ne pourrait que prendre forme d'une suralimentation laquelle par elle-même n'a rien de curatif!

A mesure que la marche initiale s'accélérera il va falloir nécessairement remplacer la carence par la productivité, l'indifférence par la compréhension, le défaitisme par l'enthousiasme et supplémenter le "nerf de la guerre" par les pouvoirs techniques et administratifs les plus avertis. En effet, c'est en aidant les siens à se libérer d'un sort infortuné, qu'on se libérera soi-même d'une grande obligation morale à les aider. Cette participation, nous ne pouvons toujours la remettre à demain sachant si bien que le temps fuit en même temps que les enfants grandissent vite.

En tout cela ARDA peut jouer le rôle d'un arbre géant au bénéfice d'un chasseur perdu en forêt. Si ce dernier accepte l'effort de l'escalader, il agrandira son champ de vision et en détectera vite quelques bons points de repère qui lui permettront d'orienter son retour à bon port. Également une société rurale affaissée dans son habitat socio-économique défavorable, ajouterait plus de distance à sa vision si elle acceptait les principes, les concepts et les pratiques de l'ARDA, pour mieux orienter sa course vers la productivité et la parité.

Enfin, face à ce grave problème de la pauvreté rurale nous devrions nous inspirer aussi de l'exhortation biblique lancée il y a plus de deux mille ans: "toi qui as atteint l'autre rive aide les tiens à franchir le fleuve".

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I — RELEVÉS TECHNIQUES DE BASE

a) Inventaire et classification des terres	5
b) Cartographie aux fins de planification	6
c) Classification des zones climatiques	7

CHAPITRE II — APPROCHES DE L'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL

a) Recherches socio-économiques	8
b) Elaboration de plans	8
c) Synthèse des recensements	9
d) Formation professionnelle et technique	10
e) Mesures de réadaptation des ruraux	10
f) Entraînement des chefs de groupe	11

CHAPITRE III — PREMIÈRES ENTREPRISES ARDA EN AMÉNAGEMENT

a) Programme et réalisations	13
b) Organisme d'orientation économique	13
c) Contributions de l'ARDA à la recherche	14
d) Aménagement des boisés de ferme	15
e) Rénovation des bluetières	15

CHAPITRE IV — REVALORISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

a) Nécessité d'une agriculture progressive	16
b) Disparité des exploitations agricoles	16
c) Technologie à tous les paliers	17
d) Entreprises consolidées et spécialisées	17
e) Fermes opérées en groupe	17
f) Coopération et productivité	18

CHAPITRE V — MODES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES À L'ÉTRANGER

a) Syndicats d'exploitants au Royaume-Uni	20
b) Agro-foresterie en Suède	21
c) Agriculture industrialisée aux Etats-Unis	21
d) Régions déprimées de Norvège	23
e) Politiques agricoles en Finlande	23
f) Quelques conclusions générales	24

CHAPITRE VI — ARDA ET L'INDUSTRIE FORESTIÈRE DU PAYS

a) Situation à travers le monde	25
b) Importance des pépinières	26
c) Cartographie des territoires forestiers	27
d) Projets sylvicoles en cours	27
e) Amélioration des essences forestières	27

CHAPITRE VII — ENTREPRISES ÉDIFIANTES DU SUD AMÉRICAIN	
a) Importance de cette industrie au Piedmont	30
b) Travaux génétiques sur les essences	30
c) Significations de l'industrie à l'économie régionale	31
CHAPITRE VIII — ARDA ET LES PÊCHERIES CANADIENNES	
a) Situation mondiale en perspective	32
b) Importance des pêches canadiennes	32
c) Pêcheurs-unis du Québec	33
d) Projets d'entraide à l'industrie	33
CHAPITRE IX — EMBELLISSEMENT DES CAMPAGNES ET LE TOURISME	
a) Revenus soutirés du tourisme	35
b) Evolution et tendances du tourisme	36
c) Place des arbres d'ornementation	37
d) Sites historiques ruraux	37
e) Village rural au Bas-Canada	38
CHAPITRE X — LA RÉCRÉATION DE PLEIN AIR	
a) Recherches sur la récréation	39
b) Perspectives des fermes sportives	40
c) Organisation des centres de récréation	40
d) Territoires pour la faune et le sport	41
CHAPITRE XI — PLACE DE L'AGRICULTURE DANS LA PLANIFICATION	
a) Programme d'action régionale	44
b) Apport des ressources naturelles	45
c) Position critique de l'agriculture	46
d) Importance du potentiel humain	46
e) Entraves à l'avancement agricole	46
f) Evolution des techniques agricoles	46
g) Agrandissement des fermes	47
h) Mérite de la ferme familiale	48
i) Agriculture et industrialisation	48
CHAPITRE XII — RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
a) La forêt, un secteur délaissé	49
b) La forêt, l'eau et les loisirs	50
c) Industrialisation et exode rural	51
d) Décentralisation industrielle	51
e) Transport et développement	52
f) Système routier et aménagement	52
CHAPITRE XIII — EXIGENCES DE LA PLANIFICATION RÉGIONALE	
a) La planification, un instrument essentiel	53
b) Education et productivité	54
c) Infrastructure et habitat	55
d) Enseignement agricole et forestier	55
e) Embauchage industriel	56
f) Mot de la fin	56

*Réimpression
d'une série d'articles
publiés dans le magazine*

La FERME

de Montréal.

